

UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
SCIENCES POLITIQUES

**LES MECANISMES DE CONTROLE SUR LES UNIVERSITES
ET LES ACADEMICIENS: LE CAS DES FACULTES DE
COMMUNICATION**

THESE DE MASTER RECHERCHE

ECE BAYKAL

Directeur de recherche: Prof. Dr. Cemal Bali Akal

Octobre 2008

UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
SCIENCES POLITIQUES

**LES MECANISMES DE CONTROLE SUR LES UNIVERSITES
ET LES ACADEMICIENS: LE CAS DES FACULTES DE
COMMUNICATION**

THESE DE MASTER RECHERCHE

ECE BAYKAL

Directeur de recherche: Prof. Dr. Cemal Bali Akal

Octobre 2008

PREFACE

Le fait de choisir comme sujet de cet mémoire ‘Les mécanismes de contrôle sur les universitaires’ peut paraître ambitieux pour une chercheur qui est au début de sa carrière universitaire. La raison pour laquelle je suis orientée vers un tel sujet pour cette recherche c’est de témoigner les problèmes des universitaires et les moyens qu’ils ont développé afin de résoudre ces problèmes. Je remercie mon directeur de thèse Cemal Bali Akal d’avoir m’encouragé de travailler sur un tel sujet et mes professeurs Yeşeren Eliçin et Birol Caymaz d’avoir nourri ce travail avec leurs critiques. Je remercie chaleureusement mes collègues Behlül Çalışkan, Bülent Kabaş, Mehmet Özçağlayan et Uraz Aydın m’ont montré de patience et d’amitié pendant ce travail. Je remercie aussi Kelly Oneill et Fanny Thomas d’avoir fait la relecture et la correction de ce mémoire.

En fin, mille merci à mes amis Serhat Güney de son appui intellectuel permanent et Umut Işık de son soutien et à ma famille qui n’a cessé de m’encourager dès le début de cette recherche.

Ece Baykal
İstanbul, 2008

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS	v
RESUME	vi
SUMMARY	xii
ÖZET	xviii
INTRODUCTION	2
I-DISCIPLINE ET CONTROLE	6
A-L'HISTOIRE ET LE CONCEPT	6
1-Des institutions disciplinaires	7
2. Des institutions contrôlées	11
3. L'individu discipliné et l'individu endetté.....	14
4. Les mécanismes de contrôle.....	15
a. Les politiques sur l'enseignement supérieur au XXème siècle: du système américain au système global	16
b. L'intérieur du monde universitaire : les techniques de contrôle propre aux universitaires	20
B-L'UNIVERSITE MODERNE EN TURQUIE: L'HISTOIRE ET LES MECANISMES DE CONTRÔLE	23
1. Entre la modernité et la tradition : la fondation du contrôle social dans l'Empire Ottoman.....	25
a. La période hamidienne : du sujet fidèle au sultan au sujet contrôlé de l'Etat	28
b. Une période de liberté relative : l'autonomie de Darülfünun	30
2. L'Université de la République	32
3. D'une autonomie administrative au contrôle centraliste de l'Etat.....	34
4. Du coup d'Etat de 1980 jusqu'à nos jours	37
a. Le contrôle au niveau politique.....	38
b. Le contrôle au niveau économique	41

II- LE FONCTIONNEMENT DES TECHNIQUES DE CONTRÔLE :	
L'EXEMPLE DES FACULTES DE COMMUNICATION	44
A-LE CONTROLE A L'INTERIEUR DE L'UNIVERSITE	45
1. Le cadre d'Analyse	46
2. La méthodologie	51
3. Les techniques de recueil	54
B-L'ANALYSE.....	55
1- L'université d'Istanbul: La question du 50 D.....	56
2- L'Université d'Ankara: le droit d'entrée et l'élitisme scientifique.....	66
3- L'université de Bilgi: la transparence, le conseil d'administration et les ONG	76
4- L'université de Selçuk (Konya): une faculté de Provence qui n'est pas assez 'homogène' par rapport aux critères de YÖK.....	87
5- L'université de Marmara: le siège des valeurs kémalistes	96
6- L'université de Galatasaray: l'absence de cadre universitaire.....	106
CONCLUSION.....	118
BIBLIOGRAPHIE.....	128

LISTE DES ABREVIATIONS

AKP	: Parti de Justice et de Développement
AP	: Parti de Justice
DP	: Parti Démocrate
DTFC	: Faculté de Langue, Histoire et Géographie
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ÖSYM	: Centre d'Élection et Disposition d'Étudiants
TÜSİAD	: Association des Industriels et des Hommes d'Affaires
ÜAK	: Conseil Inter universitaire
YÖDEK	: L'Évaluation Scientifique et le développement de la Qualité
YÖK	: Conseil d'Enseignement Supérieur

RESUME

L'objectif de ce travail est de mettre en scène les mécanismes de contrôle qui sont sur les universités et les universitaires en Turquie. Les mécanismes de contrôle diffèrent selon les époques et selon les enjeux de différents types de pouvoir. Au Moyen-Age les autorités ecclésiastiques avaient des stratégies complètement différentes de celles de l'Etat moderne. Dans la mesure où ce travail se concentre sur les mécanismes de contrôle de l'Etat moderne, au début de la première partie, l'histoire de l'institution universitaire est étudiée dans le cadre des théories des 'sociétés de discipline' et des 'sociétés de contrôle' dont les évolutions sont parallèles à celle de l'Etat moderne. En essayant de décrire l'adaptation de la Turquie à ces mécanismes de contrôle, l'histoire de l'université est analysée dans le même cadre théorique : les premières tentatives de fonder une université au milieu du XIXème siècle, l'équilibre entre la modernité et la tradition, l'enseignement en tant qu'un instrument de contrôle dans la période hamidienne, les nouveaux mécanismes de contrôle propre à la République Turque forment les titres principales du deuxième chapitre. Dans la deuxième partie du travail, en se basant sur l'exemple des facultés de communication, les effets de ces mécanismes de contrôle sur les universitaires sont analysés par l'intermédiaire des entretiens approfondis et de l'observation directe.

L'université, au sens moderne, ne peut pas être pensée sans prendre en considération les effets de l'évolution et l'emprise de l'Etat-nation ou ce qu'on appelle communément l'Etat moderne. Dans ce cadre, elle aussi, est une institution disciplinaire. Avec l'évolution de l'Etat-nation au XVIème siècle, les institutions construites par ce pouvoir ont également changé de forme. Les mécanismes de discipline se transforment en des mécanismes de contrôle. Dès la fin du XIXème siècle, les sociétés de discipline décrites par Michel Foucault cèdent leur place aux

sociétés de contrôle où l'individu ne doit plus obéir à une discipline déterminée par un milieu d'enfermement et des règles strictes. Dans ces sociétés de contrôle, l'individu peut quand même résister aux mécanismes de contrôle en structurant son espace d'activité et son ethos propre.

L'espace universitaire subit plusieurs facteurs de contrôle qu'on peut regrouper sous trois titres principaux : les facteurs basés sur les politiques internationales de l'enseignement, ceux qui sont basés sur la tradition universitaire de chaque pays, ceux qui sont construits par la structure et le fonctionnement interne de l'espace universitaire. L'université, au sens moderne, n'a jamais été une institution autonome. Au XVIème siècle, avec la montée des monarchies absolues, plusieurs réformes universitaires ont été mise en place dans tout le monde entier dont le plus fameux exemple est 'Laudian Statutes' (1636) en Angleterre. La fin du XVIIIème et la première moitié du XIXème siècle ont été d'une part l'âge d'or des universités et d'autre part le temps des restrictions étatiques les plus sévères. Vers la fin du XIXème siècle, l'intérêt financier de l'Etat sur les universités augmentait à son tour. Le taux d'industrialisation dans tous les pays européens augmentait parallèlement avec le chômage dans tous les secteurs y compris la science. Dans une telle atmosphère, le modèle humboldtien a cédé sa place au modèle américain. Les politiques internationales de l'enseignement supérieur étaient gérées par les Etats-Unis, parallèlement à l'évolution du modèle américain dès le début du XXème siècle. De nos jours, les réformes internationales sur les politiques de l'enseignement supérieur sont gérées par les organisations internationales comme la Banque Mondiale ou l'OCDE. Le premier chapitre de la première partie décrit avec plus de détails tous ces faits historiques dans le cadre de la transformation des sociétés de discipline en sociétés de contrôle.

Dans le second chapitre de la première partie, la fondation de l'université moderne pendant l'Empire Ottoman est présentée dans le cadre des théories des sociétés de contrôle. Dans les périodes de Tanzimat et d'Islahat, les premières tentatives de fondation ont été directement influencées par les pays européens et en particulier par la France. Dans la période d'Abdülhamit II, l'enseignement devient un instrument du contrôle social notamment avec l'idée d'établir un équilibre entre la tradition et la modernité. D'une part, le nombre d'écoles augmente et d'autre part, les restrictions s'endurcissent. Après une courte période d'autonomie, mais sous

l'influence des partisans d'İttihat et Terakki, peu de temps après la fondation de la République, l'université perd cette autonomie et devient l'instrument de l'Etat qui sert à renforcer le régime républicain. Dès les années 60, avec les coups d'Etat qui se multiplient au début de chaque décennie, l'Etat Turc développe ces propres mécanismes de contrôle. Dès le dernier coup d'Etat en 1980, YÖK (Conseil d'Enseignement Supérieur) devient le gardien du régime républicain, et impose l'idéologie de cet Etat basé sur la logique de sécurité nationale.

En Turquie, l'espace universitaire subit en même temps les effets des politiques mondiales qui transforment les universités en des entreprises et les universitaires en des chercheurs qui travaillent au profit de l'industrie. Mais, la structure de l'espace universitaire produit d'autres mécanismes de contrôle. Malgré les différences propres à chaque pays, il y a toujours des droits d'entrée implicites ou explicites commun à tous les espaces universitaires. En Turquie, même s'il existe des critères officiels pour l'évaluation des travaux des maîtres de conférences, la loi et les réglementations sur les responsabilités d'ÜAK restent insuffisantes pour comprendre le fonctionnement de l'évaluation. Afin de mieux analyser ces critères officiels et tacites propres à chaque établissement (qui forment aussi les mécanismes de contrôle à l'intérieur de l'espace universitaire) et les autres pratiques permanents des directions des universités, nous pensons que l'observation directe et les entretiens sont primordiaux. L'un des points les plus importants d'avoir choisi comme terrain les facultés de communication pour cette recherche est dû au fait que lesdites facultés sont composés d'universitaires de diverses formations. D'autre part, au sein des facultés de communication les étudiants et les universitaires sont confrontés aux mécanismes de contrôle basés sur les relations avec le marché plus que les autres facultés car, dans ces facultés, l'enseignement est autant technique que théorique.

Nous appelons *les facteurs externes du contrôle* tous ce qui forme les mécanismes de contrôle sur l'universitaire. Les politiques mondiales ou nationales, mais aussi les techniques de contrôle propres à l'espace universitaires, comme le droit d'entrée, sont considérées comme les facteurs externes du contrôle. La raison pour laquelle nous utilisons le qualificatif 'externe' est due au fait que tous ces facteurs sont présents dans l'espace universitaire même si les universitaires construisent leurs propres espaces d'activités ou non. Nous exposons ces facteurs

externes du contrôle sur deux axes principaux : la recherche et l'interaction institutionnelle qui sont les deux principales activités quotidiennes de l'universitaire. L'activité de l'enseignement ne fait pas partie de ce cadre de ce travail parce qu'elle exige une observation directe réalisée au cours des séminaires de chaque interviewé.

Les facteurs deviennent « internes » lorsqu'ils sont appropriés par l'universitaire. Nous appelons *les techniques de refus*, toutes les activités et les stratégies construites par l'universitaire pour former son propre espace d'activité et son propre ethos. Ces *techniques de refus* peuvent être *individuelles* – comme le fait de retarder les tâches administratives pour s'occuper des tâches scientifiques – ou bien *organisées* – comme la participation à des activités syndicales etc. Les interactions quotidiennes nous intéressent autant que l'habitus de l'universitaire. Dans ce cadre, nous avons profité d'une approche mixte basée sur les théories de Bourdieu et de Lahire qui n'est privée ni des structures (capital hérité ou acquis de l'interviewé et son habitus) ni de l'interaction.

Notre échantillon est formé de 6 facultés de communication dont une privée et cinq publiques : l'université de Bilgi, d'İstanbul, d'Ankara, de Selçuk, de Marmara et de Galatasaray. Suivant les résultats du travail de terrain, nous avons constaté plusieurs facteurs externes du contrôle sur l'interaction institutionnelle. La question de l'article 50 D, selon lequel les assistants sont recrutés, pèse plus sur les assistants des facultés de communication des universités d'İstanbul et d'Ankara. La question des critères du droit d'entrée basé sur les différents types d'élitisme est un facteur externe du contrôle dans les facultés de communication des universités de Marmara et d'Ankara. L'absence de cadre universitaire dans la faculté de communication de l'université Galatasaray, les changements dans les programmes scolaires orientés par les exigences du secteur à l'université de Bilgi sont des autres facteurs externes du contrôle sur les universitaires. Quant aux facteurs externes du contrôle sur la recherche, certains des interviewés sont orientés à faire des recherches au profit du secteur des médias, d'autres sont payés pour chaque article qu'ils font publier dans des revues scientifiques. Cela les conduit à augmenter le nombre d'articles au lieu d'essayer d'améliorer leur qualité. La faculté la plus forte en facteur externe du contrôle au niveau idéologique est celle de l'université de Marmara.

En fait, la majorité des universitaires qui se trouve dans notre échantillon, subit différents facteurs de contrôle. Les techniques de refus organisés ne sont pas très développées dans la totalité de l'échantillon : seulement 11 des enquêtés sur 30 sont syndiqués. Parmi ces dix enquêtés, les cinq sont les universitaires de l'université d'Ankara, les trois sont les universitaires de l'université de Marmara, les deux sont les universitaires de l'université de Galatasaray et une est universitaire de l'université d'Istanbul. Tous prennent des responsabilités comme l'organisation des réunions ou de manifestation au sein d'un syndicat de tendance à gauche : Eđitim-sen. Parmi ceux qui ne sont pas syndiqués, il se trouve des universitaires qui ne considèrent pas l'espace syndical comme un champ de lutte et d'autres qui n'ont jamais eu besoin d'être syndiqués pour des autres raisons personnelles.

Les universitaires de l'université d'Ankara, avec le taux le plus élevé d'universitaires syndiqués et avec les autres activités comme les réunions scientifiques et le groupe de courriel sur Internet, sont ceux qui font le plus d'efforts pour structurer leur espace d'activité propre. Les universitaires de Galatasaray, d'une manière semblable, essaient également de structurer leurs propres espaces d'activité. A l'université de Bilgi, où il n'y a pas d'universitaire syndiqué, les techniques de refus restent plutôt individuelles. Or il nous est possible aussi de dire qu'ils essaient de structurer leur espace d'activité propre, en particulier à l'extérieur de l'espace universitaire en faisant des travaux collectifs avec les organisations non gouvernementales. Les universitaires de l'université de Marmara, malgré trois enquêtés syndiqués qui ne représentent pas la totalité de la faculté, ne peuvent pas développer des techniques de refus organisées. Ceux des universités de Selçuk et d'Istanbul, ne sont ni syndiqués ni organisés. Cela leur permet de développer d'autres techniques de refus. Même si tous les universitaires ne considèrent pas l'espace universitaire comme un champ de lutte, il y en a parmi eux, ceux qui échappent aux mécanismes de contrôle en structurant leur propre espace d'activité.

En fait, nous avons exposé les mécanismes de contrôle sur les universitaires des facultés de communication en précisant les facteurs de contrôle basés sur les politiques internationales et nationales de l'enseignement supérieur. Certains facteurs externes de contrôle restent insuffisants pour expliquer les comportements des universitaires. Nous pensons tout de même que cette étude pourrait nous orienter

vers une nouvelle recherche qui porterait sur les facteurs de contrôle sur les universitaires des autres facultés et qui élargirait nécessairement le champ de cette recherche en prenant en considération d'autres mécanismes de contrôle hors de l'espace univers

SUMMARY

The objective of this study is to explicate the control mechanisms which are at the universities and over the academicians in Turkey. Control mechanisms differentiate according to the periods of time and the stakes from various types of authority. For example, in the middle age, the ecclesiastical authorities had strategies completely different from those of modern state. As this study concentrates on the control mechanisms of the modern state; at the beginning of the first part, the history of the university is studied within the framework of the theories of the ‘societies of discipline’ and the ‘societies of control’ whose evolutions are parallel to that of the modern state. While trying to describe the adaptation of Turkey to these control mechanisms, the history of the university is analyzed within the same theoretical framework: first attempts to found a university in the middle of the 19th century; balance between modernity and the tradition; teaching as an instrument of control during the hamidian period; the new control mechanisms proper to the Turkish Republic form the principal titles of the second chapter. In the second part of the study, control mechanisms over the academicians are analyzed along with depth interviews and direct observation methods, by considering the sample of the Schools of Communications.

The University, in modern sense, cannot be considered without giving thought to the effects of the evolution and the influence of the nation-state. The University is also a disciplinary institution within this framework. With the evolution of the nation-state in the 16th Century, the institutions which are shaped by this authority also began to change their forms. The mechanisms of discipline are transformed into control mechanisms. As of the end of the 19th century, the societies of discipline described by Michel Foucault yield their places to the societies of control where the individual is not closed into certain places and he should not obey a discipline determined by a medium of enforcement and strict rules anymore. In the

societies of control, the individual can nevertheless resist the control mechanisms by structuring his own space of activity and ethos.

The University undergoes several factors of control which can be classified under three principal titles: the factors of control based on the international policies of teaching; those which are based on the university tradition of each country; those which are built by the structure and the inner working of the university. The university in the modern sense has never been an autonomous institution. Some regulations for the universities were brought into effect all over the world; with the rise of the absolute monarchies in the 16th century, of which ‘Laudian Statutes’ (1636) in England was the most important one.

The end of 18th century and the first half of the 19th century were both the golden age for the universities and the time of the most rigid official restrictions. Towards the end of the 19th Century, it could be seen that the financial interest of the State on the universities began to increase. The rate of industrialization in all the European countries, increased in parallel with unemployment in all the sectors including science. In such an atmosphere the model humboldien yielded its place to the American model. The international policies of higher education were directed by the United States, parallel to the evolution of the American model as of the beginning of the 20th century. Nowadays, the international reforms on the policies of higher education are directed by the international organizations like the World Bank or OECD. The first chapter of the first part describes all these historical facts with details within the framework of transformation of the societies of discipline into the societies of control.

The first attempts of establishing a university in modern sense in the Ottoman Empire is presented in the second chapter of the first part, again within the framework of the theory of the societies of control. During the eras of “Tanzimat” and “Islahat”, the first attempts of establishing a university were under the direct influence of the European countries and in particular that of France.

During the era of Abdülhamit II, teaching becomes an instrument of social control while trying to establish a balance between the tradition and modernity.

While the number of the schools increased, the rigid restrictions in the field of education had come into effect. After one short period of autonomy, nevertheless under the influence of the partisans of “İttihat and Terakki”, a little after the foundation of the Republic, the university loses this autonomy and becomes the instrument of the State which was used to reinforce the republican system. As of the Sixties, with the coups which were repeated at the beginning of each decade, the Turkish State developed these proper control mechanisms over the University. As of the last coup, “YÖK” (the Council of Higher Education) became the guard of the republican mode, imposed the ideology of this State based on the logic of national security.

In Turkey, the universities undergo both the effects of the international education policies which transform universities into companies and those of the national policies by “YÖK”. And, the academicians turned into researchers who work for the profit of industry and the private firms. However, the University itself produces different control mechanisms in its system. In spite of the specific differences to each country, there is always “a right of entry” to the university space. In Turkey, even if there exist official criteria for the evaluation of the works of the assistant professors and the associate professors, the law and the regulations on the responsibilities for ÜAK remain insufficient to explain the process of the evaluation. In order to better analyze these official and tacit criteria specific to each establishment which also form the control mechanisms inside university space, we think that the direct observation and the depth interview methods have a final importance. One of the most important reasons to have chosen the schools of communication for this research comes owing to the fact that the aforementioned schools have the academicians of various formations. In addition, within schools of communication, the students and the academicians are confronted with the control mechanisms based on the relations with the market more than other schools because in these faculties education is practical as well as theoretical.

In this study, we called all the control mechanisms over the universities as *the external factors of control*. The national and international policies over the universities as well as “the right of entry” are regarded as the external factors of control. The reason for which we use the qualifier ‘external’ it is that the external

factors of control are present in university space whether the academicians build their own space of activities or not. We try to expose these external factors of control on two main axes: the research and the institutional interaction which are the two main daily activities of the academician. The activity of teaching is not within the framework of this study because it requires a direct observation carried out during the lectures of each person interviewed. The external factors turn into *the internal control factors* when they are adapted by the academician. We call all the activities and the strategies built by the academician to form his own space of activity as *the techniques of refusal*. These *techniques of refusal* can be individual - as the fact of delaying the administrative tasks to deal with the scientific tasks - or organized - as the participation in trade-union activities. The daily interactions interest us as much as the habitus of the academician. In this context, we tried to study the control mechanisms, both its interactive and structural features (the capital of the individual inherited or asset – like his social class and marital status-) in a mixed approach based on the theories of Bourdieu and Lahire.

Our sample is made of 6 schools of communications, one private and five public: Istanbul University, Ankara University, Bilgi University (the private one), Selçuk University, Marmara University and Galatasaray University. According to the results of our field work, we noted several external factors of control occurred over the academicians in the axis of institutional interaction. One of the most important factors of control over the research assistants of Istanbul University and Ankara University is made up with the article 50 D (which is related with the employing the research assistants) of the Higher Education Law No 2547. The criteria of ‘the right of entry’ to the university based on the various types of elitism in the Schools of Communications of the Universities of Marmara and Ankara has become external factors of control for one each. The lack of the faculty (new positions for assistant and associated professors are not opened) at the Galatasaray University; changes in the curriculums in accordance with the needs/demands of the sector at the Bilgi University are the other control factors over academicians.

As for the external factors of control on research: some of the people interviewed do research in the direction of developing the sector of the media, others are paid for each article which they publish in academician journals. The school with

the strongest in external factor of control at the ideological level it is that of the Marmara University.

In fact, the majority of the academicians which is in our sample are the subject of various external factors of control. The organized techniques of refusal are not very developed in the totality of the sample: only 11 of the people interviewed out of 30 are syndicated. Among them, the five are the academicians of the Ankara University, the three are the academicians of the Marmara University, the two are the academicians of the Galatasaray University and the one is the academician of the Istanbul University. All take responsibilities in the organization like the meetings or demonstrations within a trade union in the tendency of left wing politics: Eđitim-SEN. Of the remainder who are not syndicated, some do not regard the trade-union as a field of struggle and others who never needed to be syndicated for other personal reasons. Academicians of the Ankara University, with the highest rate of academicians syndicated and with the other activities like the scientific meetings and the e-mail groups in the Internet, who are those make more efforts in order to structure their space of activity specific to them. The academicians of Galatasaray University are also in a similar way to try to structure their own spaces of activity. Those of the Bilgi University where there is no syndicated academician, the techniques of refusal remain rather individual. However, it is possible for us to say that they try to structure their space of activity specific to them, in particular outside the university space by doing collective work with the non-governmental organizations. The academicians of the Marmara University, in spite of three syndicated people interviewed who do not represent the totality of faculty, cannot develop organized techniques of refusal. Those of the Universities of Selçuk and Istanbul neither are syndicated nor organized in order to develop other techniques of refusal. Even if all the academicians do not regard university space as a field of struggle, some of them managed to escape the control mechanisms by structuring their own 'space of activity' and ethos.

We tried to expose the control mechanisms over the academicians of schools of communications by specifying the factors of control based on the international policies. Some external factors of control we defined are insufficient to explain some behaviors of the academicians. However, we hope that this study could tend new

researches considering the control mechanisms over the academicians of other schools and other factors of control out of university space.

ÖZET

Çalışmanın amacı, Türkiye’de üniversiteler ve akademisyenler üzerindeki kontrol mekanizmalarını irdelemektir. Kontrol mekanizmaları, değişik iktidar tiplerinin amaçlarına ve içinde bulunduğu döneme göre farklılaşır. Örneğin ortaçağda dini iktidarın kullandığı mekanizmalarla, modern devletin kullandıkları birbirlerinden çok farklıdır. Bu çalışmada modern devletin kontrol mekanizmaları üzerine odaklanacağımız için, birinci kısmın ilk bölümünde üniversite kurumunun tarihçesi ‘disiplin toplumları’ ve ‘kontrol toplumları’ kuramları çerçevesinde incelenmiştir. Türkiye’nin bu kontrol mekanizmalarına nasıl uyum sağladığını açıklarken de üniversitenin tarihi aynı kuramsal çerçevede anlatılmaktadır. Bu nedenle ikinci bölümün ana başlıkları arasında: 19. yüzyılın ortalarında ilk üniversite kurma girişimleri; moderniteyle gelenek arasında sürekli denge kurma çabaları; II. Abdülhamit döneminde eğitimin bir kontrol aracı olarak kullanılması ve Türkiye Cumhuriyeti’nin kendine özgü yeni kontrol mekanizmaları yer almaktadır. Çalışmanın ikinci kısmında ise, iletişim fakülteleri örneğinden yola çıkarak, akademisyenler üzerindeki kontrol mekanizmaları derinlemesine mülakat ve doğrudan gözlem teknikleriyle incelenmiştir.

Modern anlamda üniversite, ulus devletin güçlenmesi ve gelişmesinin etkilerinden bağımsız olarak düşünülemez. Bu çerçevede üniversite de bir disiplin kurumudur. Ulus devletin 16. Yüzyıldan itibaren gelişmesiyle birlikte, bu iktidar tipi tarafından biçimlendirilmiş üniversite de değişmeye başladı. Disiplin mekanizmaları, kontrol mekanizmaları haline gelmeye başladı. Michel Foucault’nun tanımladığı disiplin toplumları 19. yüzyılın sonlarından itibaren kontrol toplumlarına dönüşmeye başladı. Kontrol toplumlarında birey, disiplin toplumlarından farklı olarak, belirli mekanlara kapatılmış değildir ve bir disipline boyun eğmek zorunda kalmaz. Kontrol toplumlarında birey kendi eylem alanını ve ethos’unu biçimlendirerek, kontrol mekanizmalarına karşı direnebilir.

Üniversite, üç başlık altında sınıflandırabileceğimiz çeşitli kontrol mekanizmalarının etkisi altındadır: uluslararası eğitim politikalarına dayalı kontrol unsurları; her ülkenin kendi üniversite geleneğine dayalı kontrol unsurları ve üniversitenin kendi yapısına ve iç işleyişine dayalı kontrol unsurları. Modern anlamda üniversite hiçbir zaman tam anlamıyla özerk bir kurum olamamıştır. Mutlak monarşilerin yükselişe geçtiği 16. yüzyılda bütün dünyada üniversiteler hakkında yeni düzenlemeler yapıldı. Bunlardan en önemlisi İngiltere’de 1636 yılında yapılan ‘Laudian Statutes’ düzenlemesidir. 18. yüzyılın sonu ve 19. yüzyılın ilk yarısı üniversiteler için hem bir altın çağ hem de en katı devlet düzenlemelerinin yapıldığı bir dönem olmuştur. 19. yüzyılın sonlarına doğru devletin üniversite üzerindeki finansal ilgisinin artmaya başladığı görülür. Bütün Avrupa’da endüstrileşme oranı işsizlikle paralel olarak artıyordu. Böyle bir ortamda Humboldt modeli üniversite hakimiyetini amerikan modeline bıraktı. Amerikan modelinin egemenliğine paralel olarak, yükseköğretim üzerindeki uluslararası politikalar 20. yüzyılın başlarından itibaren Amerika Birleşik Devletleri tarafından yönlendirilmeye başlandı. Günümüzde ise bu alandaki reformlar, dünya Bankası veya OECD gibi uluslararası kuruluşlar tarafından yönlendirilmektedir. Birinci kısmın ilk bölümünde, tüm bu tarihi gelişmeler, disiplin toplumlarının kontrol toplumlarına dönüşmesi çerçevesinde detaylı olarak anlatılmaktadır.

Birinci kısmın ikinci bölümünde ise, Osmanlı İmparatorluğu’nda modern anlamda ilk üniversite kurma girişimleri yine kontrol toplumları kuramı çerçevesinde incelenmiştir. Tanzimat ve Islahat dönemlerinde yapılan ilk üniversite kurma girişimleri, başta Fransa olmak üzere Avrupa devletlerinin doğrudan etkisi altında kalmıştır. II. Abdülhamit döneminde ise eğitim, moderniteyle gelenek arasında sürekli denge kurmaya çalışan bir toplumu kontrol aracı haline gelmiştir. Bir yandan okulların sayısı artarken diğer yandan eğitim alanında katı yasaklar konulmuştur. İttihat ve Terakki partizanlarının kısmi müdahaleleri göz önünde bulundurulursa, Darülfünun’un ikinci meşrutiyet döneminde görece bir özerkliği olduğu söylenebilir. Cumhuriyetin kurulmasından kısa bir süre sonra ise, Darülfünun bu görece özerkliği de kaybetmiş ve devletin, cumhuriyet rejimini güçlendirmek için kullandığı bir araç haline gelmiştir. 60’lı yıllardan itibaren her on yılda bir tekrarlanan askeri darbeler aracılığıyla, Türkiye Devleti üniversite üzerinde kendi kontrol mekanizmalarını

geliştirmiştir. 1980'deki son askeri darbeyle birlikte YÖK, cumhuriyet rejiminin bekçisi haline gelmiş ve devletin milli güvenlik üzerine kurulu ideolojisini üniversitelere dayatmaya çalışmıştır.

Türkiye'de üniversiteler, hem uluslararası eğitim politikalarının etkisiyle şirketleşmekte hem de YÖK aracılığıyla ulusal politikaların etkisi altında kalmaktadır. Akademisyenler ise sanayinin ve şirketlerin yararı için çalışan araştırmacılara dönüşmüştür. Oysa, üniversite kendi içinde de farklı kontrol mekanizmaları üretir. Her ülkenin üniversitelerinde kendine özgü farklılıklar olsa da, üniversite alanına 'giriş hakkı' her yerde mevcuttur. Türkiye'de yardımcı doçentlerin ve doçentlerin çalışmalarını değerlendirmek için resmi kriterler olsa da, bu kriterlerin ve Üniversitelerarası kurulun yetkilerinin belirtildiği kanun ve düzenlemeler, değerlendirme sürecini anlatmakta yetersiz kalmaktadır. Bu resmi kriterlerin yanı sıra her kuruma özgü, yazılı olmayan kriterleri de daha derinlemesine inceleyebilmek için, doğrudan gözlem ve derinlemesine mülakat yöntemlerinin kullanılmasının belirleyici olduğunu düşünüyoruz. Bu yazılı ve yazılı olmayan kriterler aynı zamanda üniversite içerisindeki kontrol mekanizmalarını da oluşturur. Bu çalışmada örnek olarak iletişim fakültelerini seçmiş olmamızın en önemli sebebi bu fakültelerde çok farklı disiplinlerden gelen akademisyenlerin bulunmasıdır. Diğer yandan, bu fakültelerin öğrencileri ve akademisyenleri kuramsal olduğu kadar pratik eğitime de yöneldiklerinden, diğer fakültele oranla piyasayla daha yakın ilişkiler kurmaktadır: bu sebeple piyasaya dayalı kontrol mekanizmalarının etkisi bu fakültelerde daha açık biçimde görülebilir.

Bu çalışmada, üniversiteler üzerindeki tüm kontrol mekanizmalarını **dış kontrol unsurları** olarak adlandırdık. Üniversiteler üzerindeki uluslararası veya ulusal politikalarla birlikte üniversite alanına 'giriş hakkı' da dış kontrol unsurları olarak değerlendirilmektedir. Bu kontrol unsurlarını 'dış' kontrol unsurları olarak nitelememizin sebebi, bu kontrol unsurlarının, akademisyenlerin kendi biçimlendirdikleri eylem alanlarından bağımsız olarak üniversitede varolmalarıdır. Bu dış kontrol unsurlarını akademisyenin gündelik temel eylemlerinin oluşturduğu iki ana eksenle inceledik: araştırma ve kurumsal etkileşim. Öğretim faaliyeti bu çalışma kapsamında ele alınmamıştır çünkü bu faaliyet üzerindeki kontrol mekanizmalarını inceleyebilmek için her akademisyenin dersinde doğrudan gözlem

yapmak gerekmektedir. Dış kontrol unsurları, akademisyen tarafından özümsemiği zaman *iç kontrol unsurlarına* dönüşür. Akademisyen tarafından kendi eylem alanını biçimlendirmek için kullanılan her türlü strateji ise, bu çalışmada *red teknikleri* olarak adlandırılmaktadır. Bu *red teknikleri* –bilimsel işlerle uğraşmak için idari işleri ertelemek gibi- bireysel ya da –sendikal faaliyetlerde bulunmak gibi-örgütlü olabilirler. Bu noktada gündelik etkileşimlerden oluşan eylemler de bizi en az akademisyenin habitusu kadar ilgilendiriyor. Bu bağlamda, kontrol mekanizmalarını, hem etkileşimi hem de yapısal özellikleri (bireyin ‘miras kalan ya da sonradan kazanılan sermayesi -sınıfsal ve medeni durumu gibi-) içine alan Bourdieu ve Lahire’in kuramlarına dayalı karma bir yaklaşımla incelemeye çalıştık.

Örneklemimiz altı iletişim fakültesinden oluşuyor. Bunlardan biri özel üniversiteye diğerleri devlet üniversitelerine bağlı fakülteler: Bilgi Üniversitesi, İstanbul Üniversitesi, Ankara Üniversitesi, Selçuk Üniversitesi, Marmara Üniversitesi ve Galatasaray Üniversitesi İletişim Fakülteleri. Saha araştırmamızın sonuçlarında, kurumsal etkileşim ekseninde, akademisyenler üzerinde oluşan birçok dış kontrol unsuru tespit ettik. İstanbul ve Ankara üniversitelerinin iletişim fakültelerinde asistanlar üzerindeki en önemli kontrol unsurlarından birini 2547 sayılı yükseköğretim kanununun, asistanların işe alınmasıyla ilgili 50 D maddesi oluşturuyor. Marmara ve Ankara üniversitelerinin iletişim fakültelerinde farklı elitizm anlayışlarına dayalı olan üniversiteye ‘giriş hakkı’ kriterleri de birer dış kontrol unsuru haline gelmişlerdir. Galatasaray üniversitesindeki akademik kadro yetersizliği; Bilgi üniversitesinde yöneticilerin sektörün ihtiyaçlarına göre ders programlarını değiştirmeleri akademisyenler üzerindeki diğer kontrol unsurlarını oluşturmaktadır.

Araştırma üzerindeki dış kontrol unsurlarına gelince: bazı akademisyenlerin sektörün gelişmesine yönelik araştırmalar yaptığını, bazılarının ise bilimsel dergilerden yayınlanan her makaleleri için prim aldığını gözlemledik. Bu da onları, araştırmaların niteliğini arttırmaktan çok sayısını arttırmaya yöneltiyor. İdeolojik düzeyde en güçlü dış kontrol unsurunun varolduğu fakültenin ise Marmara Üniversitesi’nin iletişim fakültesi olduğu görülmüştür.

Örneklemimizde bulunan akademisyenlerin büyük bir kısmı, çeşitli dış kontrol unsurlarına maruz kalmaktadırlar. Örneklem bütününe baktığımızda örgütlü red tekniklerinin çok gelişmemiş olduğunu görüyoruz: görüşme yaptığımız 30 akademisyenin sadece 11'i sendikalı. Bunlardan 5'i Ankara Üniversitesi İletişim Fakültesi'nden; 3'ü Marmara Üniversitesi İletişim Fakültesi'nden; 2'si Galatasaray Üniversitesi İletişim Fakültesi'nden ve 1'i İstanbul Üniversitesi İletişim Fakültesi'nden. Sendikalı akademisyenlerin hemen hepsi, sol eğilimli bir sendikada – Eğitim-Sen- toplantı ya da gösteri yürüyüşü düzenlemek gibi aktif sorumluluklar almışlardır. Sendikalı olmayan akademisyenlerin bir kısmı sendikal alanı bir mücadele alanı olarak görmüyor. Bazıları ise kişisel sebeplerden ötürü sendikal olmaya hiç ihtiyaç duymamışlar.

En yüksek sendikalılık oranına sahip olan ve akademisyenlerin kolektif bilimsel toplantılar düzenlediği Ankara Üniversitesi, red tekniklerinin en gelişmiş olduğu ve akademisyenlerin kendi 'eylem alanlarını' ve ethoslarını biçimlendirme gayretinin en yoğun olduğu iletişim fakültesine sahip. Galatasaray Üniversitesi İletişim Fakültesi'nin asistanları da benzer biçimde kendi 'eylem alanlarını' ve ethoslarını biçimlendirmeye çalışıyorlar. Sendikalı akademisyenlerin bulunmadığı Bilgi Üniversitesi'nde ise daha çok bireysel red teknikleri görülüyor. Fakat bilgi Üniversitesi akademisyenlerinin de sivil toplum kuruluşlarıyla işbirliği yaparak ya da kendi aralarında ortak projeler geliştirerek, kendi 'eylem alanlarını' ve ethoslarını daha çok üniversitenin dışındaki alanlarda biçimlendirmeye çalıştıklarını söyleyebiliriz. Marmara Üniversitesi İletişim Fakültesi'ndeki akademisyenler ise, örneklemdeki üç sendikalı akademisyene rağmen –bu oran fakültenin sendikalılık oranını yansıtmamaktadır- örgütlü red teknikleri geliştirememişlerdir. Selçuk ve İstanbul üniversitelerinin akademisyenleri ise red teknikleri geliştirmek için ne sendikal faaliyette bulunmuş ne de başka bir biçimde örgütlenmiştir. Örneklemimizdeki akademisyenleri hepsi üniversiteyi bir 'mücadele alanı' olarak görmese de bazıları, kendi 'eylem alanlarını' ve ethoslarını biçimlendirerek kontrol mekanizmalarından uzaklaşmayı başarmışlardır.

Bu çalışmada, iletişim fakülteleri akademisyenleri üzerindeki kontrol mekanizmalarını, belirli kontrol unsurlarını somutlaştırarak incelemeye çalıştık. Belirlediğimiz bazı dış kontrol unsurları, akademisyenin bazı davranışlarını

açıklamakta yetersiz kalmıştır. Bununla birlikte, bu çalışmanın diğer fakültelerdeki akademisyenler üzerindeki kontrol unsurlarının da, üniversite alanının dışındaki farklı kontrol mekanizmalarını da göz önünde bulundurarak, inceleneceği yeni çalışmalara bir vesile olmasını umuyoruz.

INTRODUCTION

De nos jours de grandes entreprises internationales, en s'affranchissant les frontières des Etats, dominent la politique socioéconomique du monde entier et toutes les institutions de l'Etat-nation changent de forme. D'un part le nombre d'universités et de centres de recherches privées augmentent: des grandes entreprises comme Toyota fondent leurs propres universités. D'autre part les acteurs de chaque institution perdent leurs fonctions habituelles qu'ils avaient depuis la naissance de l'Etat nation. Tous ces changements mettent en question la raison d'être des universités et des universitaires. L'objectif de ce travail est de mettre en scène les facteurs de contrôle sur les universités et les universitaires de Turquie.

La transformation de l'université et celle de l'universitaire dans les sociétés modernes ne peuvent pas être traitées sans prendre en considération l'évolution de l'Etat nation. Dès sa naissance l'université et les universitaires sont restés sous l'emprise de différents types de pouvoir: le pouvoir ecclésiastique, le pouvoir féodal, le pouvoir étatique, etc. Tous ces types de pouvoir ont essayé de gérer l'université selon ses propres intérêts. L'Etat nation aussi, avait ses propres stratégies et sa logique pour gérer l'université comme pour d'autres institutions au moment de sa naissance. Michel Foucault appelle cette logique de gestion: la gouvernementalité. La gouvernementalité de l'Etat nation? qui a commencé à renforcer son pouvoir au XVIème siècle, a comme forme majeure de savoir l'économie politique et comme technique les dispositifs de sécurité et considère l'université comme une institution qu'il doit gérer. Ainsi apparaissent les sociétés disciplinaires décrites par Foucault. Ces dernières cèdent leurs places aux sociétés de contrôle vers la fin du XIXème siècle. Cependant l'institution universitaire n'a jamais été privée de ces transformations. Dans le premier chapitre de la première partie nous essayerons de décrire cette transformation de l'université avec les

exemples historiques et toujours dans le cadre des théories des sociétés disciplinaires et de contrôle.

Dans le deuxième chapitre, nous étudions la naissance de l'université dans l'Empire Ottoman et son évolution jusqu'à nos jours, toujours dans le même cadre théorique. Tout d'abord nous nous concentrerons sur les périodes de Tanzimat et d'Islahat où l'enseignement est réformé sous l'influence des pays européens et en particulier la France. Ensuite, nous tenterons de montrer comment dans la période d'Abdülhamit II, les réformes sur l'enseignement sont utilisées afin de contrôler la population. En parlant de la courte période d'autonomie universitaire pendant la deuxième monarchie absolue, nous traiterons par la suite les nouveaux mécanismes de contrôle développés durant la République turque. Dès la fondation de la république, ces mécanismes de contrôle se sont renforcés avec les coups d'Etat qui se sont répétés chaque décennie à partir des années 60. Dès le dernier coup d'Etat réalisé en 1980, le principal organe du contrôle sur les universités et les universitaires est le YÖK (Conseil d'Enseignement Supérieur).

Tous ces facteurs de contrôle formés des politiques nationales et internationales sur l'enseignement supérieur ne sont pas les seuls facteurs qui pèsent sur les universitaires. En dehors des différences basées sur la tradition universitaire de chaque pays, l'université produit ses propres mécanismes de contrôle provenant de sa structure et de son fonctionnement. Les critères de droit d'entrée dans l'espace universitaire est propre à chaque université, comme la structure politique des cadres dirigeants, etc. Tous sont des facteurs de contrôle provenant de la structure et du fonctionnement de l'université. En Turquie, même s'il existe des critères officiels pour l'évaluation des travaux des maîtres de conférences, la loi et les réglementations sur les responsabilités d'ÜAK restent insuffisantes pour comprendre le fonctionnement de l'évaluation. Afin de mieux analyser ces critères officiels et tacites propres à chaque établissement et les autres pratiques permanents des directions des universités, nous avons pensé que l'observation directe et les entretiens sont primordiaux. Dans la deuxième partie de notre travail nous nous sommes concentrés sur l'exemple des facultés de communication pour faire une telle analyse. Nous essayerons de montrer quels types de facteurs de contrôle peuvent peser sur le travail quotidien de l'universitaire et si l'universitaire peut ou non briser ces facteurs de contrôle? S'il le peut, comment? Autrement dit, nous allons voir si l'individu dans les sociétés de contrôle –ici, l'universitaire- en passant par une

période de subjectivation morale, peut structurer ou non son propre espace d'activité et son propre ethos. Structurer son propre espace d'activité est, selon Foucault, l'un des moyens principaux pour résister aux techniques disciplinaires.

Afin de mesurer l'efficacité des facteurs de contrôle sur le travail quotidien de l'universitaire, nous appellerons *les facteurs externes de contrôle* tous ce qui forme les mécanismes de contrôle sur l'universitaire. Les politiques mondiales ou nationales, mais aussi les techniques de contrôle propres à l'espace universitaires, comme le droit d'entrée, sont considérées comme des facteurs externes de contrôle. La raison pour laquelle nous utilisons le qualificatif 'externe' est due au fait que tous ces facteurs sont présents dans l'espace universitaire même si les universitaires construisent, ou pas, leurs propres espaces d'activités. Nous exposons ces facteurs externes de contrôle sur deux axes principaux : la recherche et l'interaction institutionnelle qui sont les deux principales activités quotidiennes de l'universitaire. L'activité de l'enseignement ne fait pas partie de ce cadre de travail parce qu'elle exige une observation directe réalisée au cours de séminaires de chaque enquêté. Les facteurs deviennent « internes » lorsqu'ils sont appropriés par l'universitaire. Nous appelons *les techniques de refus*, toutes les activités et les stratégies construites par l'universitaire pour former son propre espace d'activité et son propre ethos. Ces *techniques de refus* peuvent être *individuelles* – comme le fait de retarder les tâches administratives pour s'occuper des tâches scientifiques – ou bien *organisées* – comme la participation à des activités syndicales etc. Les interactions quotidiennes nous intéressent autant que l'habitus de l'universitaire. Dans ce cadre, nous avons profité d'une approche mixte basée sur les théories de Bourdieu et de Lahire qui n'est ni privée des structures (capital hérité ou acquis de l'interviewé et son habitus) ni de l'interaction.

Notre échantillon est formé de 6 facultés de communication, une privée et cinq publiques: l'université de Bilgi, d'Istanbul, d'Ankara, de Selçuk, de Marmara et de Galatasaray. Nous avons formé cet échantillon en prenant en considération plusieurs facteurs de contrôle qu'on peut rencontrer dans de différents types d'université. Dans une université privée nous pouvons rencontrer des types de facteurs de contrôle différents des universités publiques; dans une université de province nous pouvons aussi constater d'autres types de techniques de refus différentes des universités de grandes villes.

Nous nous intéressons plutôt à l'analyse des différents types de facteurs externes de contrôles et aux différentes techniques de refus, en discutant ces facteurs dans leur contexte social afin d'éviter des catégorisations strictes. En fait nous projetons de placer tous ces facteurs de contrôle et toutes ces techniques de refus dans le cadre des théories sur les sociétés de contrôle et d'interroger les moyens utilisés par l'universitaire pour résister aux facteurs de contrôle.

I-DISCIPLINE ET CONTROLE

Les scientifiques ont toujours été en rapports avec les pouvoirs de leur époque : dès l'Antiquité avec les empereurs, au Moyen Age avec l'Eglise, à la Renaissance avec les princes et aujourd'hui avec les Etats-nation. Tous ces types de pouvoir ont essayé, d'une manière ou d'une autre, d'influencer la vie universitaire toujours dans leurs propres intérêts. Or leurs logiques, leurs manières d'intervenir sur l'espace universitaire et sur les autres institutions de leur époque étaient complètement différentes. L'Etat-nation aussi, avait sa propre manière de gérer les affaires sociales. Il a développé des nouvelles techniques pour contrôler la population. Cette population ne forme plus des petites communautés religieuses et pratiquantes du Moyen Age mais une société disciplinée par les organes de l'Etat-nation.

A-L'HISTOIRE ET LE CONCEPT

L'université au sens moderne, ne peut pas être réfléchie sans prendre en considération les effets de l'évolution et de l'emprise de l'Etat-nation ou ce qu'on a l'habitude d'appeler l'Etat moderne. Dans ce cadre elle aussi, est une institution disciplinaire. Avec l'évolution de l'Etat-nation, les institutions, construites par ce pouvoir, changent de formes aussi. Les mécanismes de discipline se transforment en des mécanismes de contrôle. C'est d'ailleurs cette période de transformation que nous allons étudier dans ce chapitre en se demandant à quels points les universités étaient des institutions disciplinaires ? La structure disciplinaire de l'université cède-t-elle sa place à des mécanismes de contrôle ? Quels sont les faits historiques qui ont provoqué la transformation de cette institution disciplinaire en une société de

contrôle ? Nous allons essayer de répondre à ces questions en étudiant l'université en tant qu'institution des sociétés de discipline et puis de contrôle.

1-Des institutions disciplinaires

A la fin du XV^{ème} siècle les universités étaient plus sous le contrôle des Etats qui se développaient et qui leur fournissaient certaines gratifications financières en échange d'un enseignement orthodoxe, d'une formation dédiée aux futures élites locales et de la contribution à l'ordre social et politique établi.¹ Le rôle majeur des maîtres et des étudiants dans la fondation des universités avait cédé sa place aux initiatives des princes et des empereurs.

Selon Foucault, aux XV^{ème} et XVI^{ème} siècles, époque où l'on voit naître l'Etat moderne, plusieurs chefs d'Etats voulaient directement "disposer des choses". Pour mieux expliquer il donne une citation de Guillaume de la Perrière, penseur du XVI^{ème} siècle: le gouvernement est défini par La Perrière comme « une manière droite de disposer des choses pour les conduire, non sous la forme du 'bien commun', comme disaient les textes des juristes mais pour une 'fin convenable'; fin convenable pour chacune des choses qui sont précisément à gouverner. (...) Par exemple le gouvernement aura à faire en sorte que l'on produise le plus possible de richesses; et il aura à faire en sorte que l'on fournisse aux gens assez de subsistances (...) ».² Parce que "c'est précisément ce qui fait que le souverain, ou plutôt celui qui gouverne, ne doit gouverner que dans la mesure où il va considérer et agir comme s'il était au service de ceux qui sont gouvernés."³ Avec la transformation de l'Etat, le rôle du souverain commence aussi à se modifier. Le gouverneur n'est plus 'Le Prince' de Machiavel, seul souverain d'une principauté; il n'a plus de sujets ou de territoires à posséder mais il a des choses à mettre en place. Foucault parle alors de « gouvernementalité » de l'Etat-nation.

¹C.Charle et J.Verger, **L'Histoire Des Universités**, Paris, PUF 1994, p.19

² M.Foucault, **Sécurité, Territoire, Population**, Gallimard Seuil, Paris, 2004, p.102-103

³**Ibid.**

Si on commence à penser l'enseignement supérieur dans le cadre de cette notion de gouvernementalité qui a pour cible principale "la population", l'économie politique comme forme majeure de savoir et les dispositifs de sécurité comme techniques, on peut mieux voir pourquoi à cette époque les Etats ont commencé à surveiller et à contrôler par des lois l'éducation en générale et l'enseignement supérieur en particulier. En effet, l'éducation fournit à l'Etat moderne le développement, les acteurs du progrès, les scientifiques ou biens les ouvriers qui seulement avec leurs pratiques garantiront la continuité du système nécessaire pour cet Etat. A l'époque moderne, presque tous les souverains, même ceux des petites principautés allemandes, ont imposé à l'activité universitaire, des cadres réglementaires stricts. Les conditions d'inscription et les durées d'études, ainsi que les modalités d'examens, furent fixées avec minutie. Le contenu même des enseignements fut parfois spécifié et l'exercice des privilèges personnels des étudiants soigneusement limité. Avec la montée des monarchies absolues il y a eu des réformes universitaires dans le monde entier dont l'exemple le plus frappant est 'Laudian Statutes' (1636) en Angleterre.

Au XVIIIème siècle, le nombre des étudiants nobles dans les universités a augmenté tandis que les plébéiens ont quasiment disparu dans plusieurs villes, notamment à Oxford avec 10% de plébéiens en 1785 et 1% en 1810.⁴ Cette aristocratisation n'était pas la seule raison de l'abolition des universités en France, après la révolution, avec la loi du 15 septembre 1793. Les universités étaient depuis longtemps des institutions de l'Ancien Régime. De même, dans différents pays européens qui n'étaient pas satisfaits du fonctionnement des universités, les formations étant considérées comme insuffisantes pour fournir une véritable compétence dans le monde, des écoles spécialisées et professionnelles ont été fondées. L'intérêt des Etats pour les universités n'avait pas uniquement pour but d'instruire le citoyen moderne et nationaliste mais servaient aussi à former des gens compétents, des cadres administratifs notamment, selon les besoins. Les élites universitaires servaient la nouvelle conception de l'Etat-nation et faisaient partie de l'administration tandis que l'université forgeait « l'élite administrative non pas tant

⁴C.Charle et J.Verger, **op. cit.**, p.48

par le savoir de la science que par le savoir-faire scientifique qui dépendait moins des capacités intellectuelles de chacun.»⁵

Les Etats allemands lors de la Conférence de Karlsbad en 1819, ont décidé d'envoyer des représentants du pouvoir auprès de chaque université, même si après la révolution de 1848 les statuts de ces représentants ont changé en possédant un pouvoir plus limité. L'exclusion de sept professeurs libéraux de Göttingen pour avoir critiqué la politique officielle en 1837, constitue l'un des cas les plus significatifs de ces restrictions.

En France avec la loi de 1793, le diplôme nécessaire pour exercer une profession, n'était octroyé que par l'Etat. La réglementation uniforme et l'attribution des grades se faisaient par le biais de l'Etat car le système napoléonien avait besoin de cadres pour des postes précis dans le but de stabiliser un pays bouleversé.⁶ Les enseignants innovateurs sont exclus de l'université parce que considéré par le système comme des hommes politiques agités et dangereux, pouvant mettre en péril le régime. Il est possible de voir la naissance des premières associations d'enseignants à cette époque. La loi du 25 Juillet 1885 a attribué à l'université une caractéristique de personnalité juridique qui lui permettait de recevoir dons et héritages de toute sorte. Le représentant juridique était le doyen –la naissance de ce statut – qui était en même temps agent de l'autorité centrale. Le statut du recteur s'est formé avec la loi du 10 Juillet 1896 qui avait pour rôle d'unifier les facultés, dispersées depuis le début du siècle.⁷

Cette logique de surveillance renvoie à la gouvernementalité des Etat-nation et aux sociétés disciplinaires de ces Etats. En tant qu'une institution de l'Etat-nation, l'université aussi faisait partie de cette société disciplinaire à l'époque. Avant de donner des cours au Collège de France sur la biopolitique et la gouvernementalité, Foucault fait une analyse approfondie des sociétés disciplinaires dans *Surveiller et Punir*. Selon lui, la « discipline » ne peut s'identifier ni par une institution ni par un appareil ; elle est un type de pouvoir, une modalité pour l'exercer, comportant tout

⁵W.Frijhoff, "L'Université à L'Epoque Moderne", in **Les Universités en Europe du XVIIIème Siècle à Nos Jours**, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005, p.173

⁶J.Minot, **Histoire des Universités Françaises**, Paris, PUF, 1991, p.37

⁷A.Renaut, **Les Révolutions de l'Université**, Paris, Calman-Lévy, 1995, pp. 153-202

un ensemble d'instruments, de techniques, de procédés, de niveaux d'application, de cibles. Elle est une « physique » ou une « anatomie » du pouvoir, une technologie. Elle peut être prise en charge à la fois par des institutions spécialisées (les pénitenciers, ou les maisons de correction du XIX^{ème} siècle), ou encore par des institutions qui s'en servent comme un instrument essentiel pour une fin déterminée (les maisons d'éducation, les hôpitaux), mais également par des instances préexistantes qui y trouvent le moyen de renforcer ou de réorganiser leurs mécanismes internes de pouvoir (...), ou enfin par des appareils étatiques qui ont pour fonction, non pas exclusive mais majeure, de faire régner la discipline à l'échelle d'une société (la police) ⁸ « Dans un régime disciplinaire l'individualisation est 'descendante'. »⁹ donc en prenant en considération cette structure descendante du régime disciplinaire il nous est possible de dire que les universités n'étaient pas seulement un objet de discipline pour les Etats mais qu'elles servaient, sur le long terme, à reproduire cette discipline par l'intermédiaire des sujets.

La fin du XVIII^{ème} et la première moitié du XIX^{ème} siècle ont été en partie l'âge d'or des universités mais aussi le temps des centralisations étatiques les plus sévères. L'âge d'or a pour origine la création du modèle allemand, réalisée grâce à une structure sociale protestante mais aussi grâce au manque d'un pouvoir central lié à la présence des forces féodales et aux efforts de restauration après l'occupation napoléonienne. Les professeurs de l'université de Göttingen ont été les précurseurs des chercheurs contemporains. Les idées néo-humanistes de W. Von Humboldt, Fichte et Schleiermacher comprenant la liberté d'enseigner, la solitude et la liberté du chercheur et de l'étudiant, ont d'abord influencé les universités traditionalistes de la Prusse et par la suite, l'Europe entière, ainsi que les Etats-Unis après l'indépendance. Malgré cet espace de liberté relative par rapport aux pouvoirs centraux, la vie universitaire dans les villes allemandes n'était pas complètement privée de la structure disciplinaire des Etats. Les *Ständes* où prédominaient les nobles, supportaient les trois quarts des dépenses annuelles de l'université, et le reste provenait du *Klosterfonds*, un fonds spécial dérivant de la sécularisation des propriétés ecclésiastiques.¹⁰ C'est pourquoi, en modifiant la hiérarchie des facultés,

⁸M. Foucault, **Surveiller et Punir: Naissance de la Prison**, Paris, Gallimard, 1975, p.251

⁹**Ibid**, p.226

¹⁰ A. Saada, « Les Universités Dans l'Empire Au Siècle des Lumières », dans **Les Universités en Europe du XVIII^{ème} Siècle à Nos Jours**, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005, p. 260

c'est-à-dire en diminuant la puissance de la faculté de théologie et en s'appuyant sur celle de droit, l'Université de Göttingen ciblait les étudiants nobles qui voulaient travailler dans les cadres administratifs et non pas des étudiants pauvres qui s'intéressaient à la théologie.¹¹

L'une des œuvres ayant marqué le XVIIIème est celle de Charles Rollin, recteur de l'université de Paris à l'époque. Selon lui, la première mission des universités est de former les esprits des gens et par ce biais, les esprits des nations, la seconde est de répandre les traditions et enfin la troisième est d'observer la religion et fortifier la foi.¹² La méthode de Rollin, sévèrement critiquée par les philosophes des Lumières comme Diderot par exemple, a longtemps dominé dans les universités en France.

Tout cela démontre que les universités et les universitaires aussi sont devenus en partie des sociétés disciplinaires et ont contribué à la conservation des traditions et des statu quo grâce aux techniques disciplinaires. Les universités ont utilisé ces techniques 'comme un instrument essentiel pour une fin déterminée'. Or vers la fin du XIXème siècle les institutions disciplinaires décrites par Foucault ont commencé à céder leurs places aux institutions de contrôle. On peut alors se demander quels sont les caractéristiques de ces sociétés de contrôle et à quel point elles se différencient des sociétés disciplinaires ?

2. Des institutions contrôlées

En Allemagne les liens entre la recherche et l'économie se sont renforcés vers la fin du XIXème siècle. La fondation de Physikalisch-Technische Reichsanstalt (1887) et Kaiser-Wilhelm Gesellschaft (1911) associaient les industriels et les chercheurs. L'intérêt financier de l'Etat sur les universités augmentait à son tour. Les relations entre le monde du travail et l'université, ou encore celles entre l'Etat et l'université, peuvent s'expliquer par le mouvement industriel qui se développait en Allemagne et qui a engendré l'augmentation du nombre d'étudiant. Or ce

¹¹ **Ibid**, p.266

¹² T.Timur, **Toplumsal Değişme ve Üniversiteler**, Ankara, İmge, p.61

mouvement industriel qui n'offrait pas de nouveaux champs de travail était à la base du nationalisme des années 1880 dont l'un des principaux pionniers était Bismark.

Le taux d'industrialisation dans tous les pays européens augmentait parallèlement avec le chômage dans tous les secteurs y compris dans le domaine de la science. Le nombre des non-titulaires s'accroissait tandis que le nombre de professeurs et le prestige du métier restait le même. Tout cela a aussi provoqué un changement dans la logique et l'organisation de l'espace universitaire. L'augmentation croissante des non-titulaires avec l'élargissement de la culture et des espaces universitaires exigeait une nouvelle manière de diriger. Autrement dit, il a fallu 'contrôler les choses' dans l'espace universitaire.

Selon Deleuze, nous sommes dans une crise de tous les milieux d'enfermement; prison, hôpital, usine, école, famille : « Ce sont les sociétés de contrôle qui sont en train de remplacer les sociétés disciplinaires.»¹³ Il souligne que « le capitalisme du XIXème siècle est une concentration, pour la production, et les propriétés (...) mais dans la situation actuelle, le capitalisme n'est plus pour la production, qu'il relègue souvent dans la périphérie du tiers monde, même sous les formes complexes du textile, de la métallurgie ou du pétrole. C'est un capitalisme de surproduction, et il ajoute que, la famille, l'école, l'armée, l'usine ne sont plus des milieux analogiques distincts qui convergent vers un propriétaire, l'État ou une puissance privée, mais les figures chiffrées, déformables et transformables, d'une même entreprise qui n'a plus que des gestionnaires. »¹⁴ Deleuze ne nie quand même pas la présence des anciennes formes d'institutions disciplinaires. Il accepte par exemple que le système de prime existait aussi dans les usines du XIXème siècle mais il distingue « l'âme » de l'entreprise qui introduit une rivalité inexpiable et oppose les individus entre eux par l'intermédiaire des concours et des colloques. L'individu n'est plus enfermé mais endetté dans ces institutions. Il ne doit plus obéir à une discipline déterminée par un milieu d'enfermement mais à des règles strictes. Il s'auto-discipline afin de payer ses dettes.

L'espace universitaire est peut être l'une des institutions qui résiste le plus à cette transformation. Sa structure hiérarchique et l'autorité scientifique qui décide du

¹³G. Deleuze, « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », in *L'Autre Journal*, Paris, 1992.

¹⁴ *Ibid.*

droit d'entrée de jeunes universitaires peuvent être considérées comme des facteurs de discipline. Or même si les sociétés disciplinaires décrites par Foucault cèdent leurs places aux institutions de contrôle, cette transformation ne se réalise pas d'un coup. Deleuze accepte aussi l'idée selon laquelle deux sortes d'institutions coexistent de nos jours.

Afin de mieux décrire cette coexistence entre les sociétés de disciplines et celles de contrôle, en particulier dans le monde universitaire, nous pouvons utiliser le témoignage d'un philosophe allemand. En 1872, au cours de cinq conférences prononcées à Bâle aux universitaires, Nietzsche fait des remarques sur les établissements d'enseignement: « Deux courants en apparence opposés, pareillement néfastes dans leurs effets, réunis enfin dans leurs résultats, dominent actuellement nos établissements d'enseignement : la tendance à l'extension, à l'élargissement maximale de la culture et la tendance à la réduction de l'affaiblissement de la culture elle-même. La culture, pour diverses raisons, doit être étendue aux milieux les plus vastes, voilà ce qu'exige une tendance. L'autre invite au contraire la culture à abdiquer ses ambitions les plus hautes, les plus nobles, les plus sublimes et à se mettre au service de n'importe quelle autre forme de vie, l'Etat par exemple.»¹⁵ Ce discours de Nietzsche a une importance double : premièrement il décrit la situation de la culture et en particulier celle des établissements d'enseignement supérieur puis il témoigne du processus de transition du monde universitaire. Il ne parle plus des individus ou d'une société disciplinaire mais il parle des individus qui se taxent avec précision : « Chacun devrait pouvoir se taxer avec précision, chacun devrait savoir combien il peut exiger de la vie.»¹⁶ Cette idée renvoie à l'individu endetté de Deleuze. Ce qu'il faut alors souligner c'est que d'une part les Etats, par l'intermédiaire des institutions universitaires et des savants, essayent « d'élargir la culture » afin de créer des nouveaux besoins et des nouveaux contentements sociaux, ce qui fait référence aux sociétés de contrôle car la culture devient un produit à consommer pour tous les membres de la société. D'autre part, les instances responsables du droit d'entrée à cette espace universitaire utilisent des techniques que nous pouvons caractériser de disciplinaires. Ce sont eux qui ont le droit de faire cette production ou de décider d'offrir ce droit aux jeunes universitaires. Alors tous les universitaires qui ont obtenu ce droit ou qui essayent de l'obtenir, obéissent à

¹⁵ F. Nietzsche, *Sur l'Avenir de Nos Etablissements d'Enseignement*, Paris, Gallimard, 1973, p.43

¹⁶ *Ibid.*, p.44

l'autorité de cette communauté et à ses règles. Mais comment distinguer les techniques de disciplines de ceux du contrôle ? Pour cela il faut s'intéresser aux comportements de l'individu présentés par les deux approches.

3. L'individu discipliné et l'individu endetté

La principale distinction entre les sociétés disciplinaires et les sociétés de contrôle est la perception de ces techniques disciplinaires par l'individu. En parlant des sociétés de discipline qui se transforment en des sociétés de contrôle nous voulons surtout souligner les changements dans les perceptions des acteurs sociaux, ici, des universitaires.

Foucault accepte plus tard¹⁷ qu'en analysant l'histoire des institutions comme la prison ou l'hôpital, il a montré le pouvoir comme une domination totale et il souligne que les sociétés disciplinaires ne sont pas des sociétés qui sont disciplinées. Le pouvoir dans les sociétés disciplinaires n'est pas un pouvoir négatif qui limite toutes les activités de l'homme. Au contraire c'est un pouvoir positif qui gère ces activités humaines et les contrôle. Les techniques de disciplines ne transforment pas les hommes en des sujets complètement soumis au pouvoir. Les techniques de discipline laissent quand même un espace de résistance aux individus, sinon ces techniques ne deviendraient pas un type de pouvoir mais une sorte de domination. Or Foucault fait une distinction entre le pouvoir et la domination totale. La domination ne laisse pas d'espace de résistance aux individus. Alors nous ne pouvons pas dire que les individus dans les institutions disciplinaires sont complètement disciplinés, ils ont toujours l'occasion de résister. Cette résistance, ou ce que Foucault appelle « les pratiques de liberté », est un ethos, c'est à dire une manière de structurer nos espaces d'activités et notre vie. En utilisant cette liberté nous sommes le sujet de nos activités. C'est le processus de la subjectivation morale.¹⁸ Sur ce point l'individu quasi-discipliné de Foucault, se distingue de l'individu endetté de Deleuze. Ces deux approches se ressemblent dans la description des sociétés de nos jours. Or les moyens de résistance envers les techniques de discipline ou de contrôle se

¹⁷M. Foucault, *Özne ve İktidar*, İstanbul, Ayrıntı, p.64

¹⁸M. Foucault, « Nietzsche, la généalogie, l'histoire », *Dits et écrits*, Vol. II., p.136-156

différencient. Deleuze ne propose pas une subjectivation morale semblable à celle de Foucault. Ses analyses sur les sociétés de contrôle peuvent d'avantage nous servir pour comprendre le fonctionnement des institutions de nos jours. Cependant afin de faire une meilleure analyse des comportements des acteurs, nous devons reformuler la notion de l'individu discipliné suivant les explications de Foucault.

Dans les sociétés d'aujourd'hui l'individu est confronté à un système qui le considère comme un consommateur. Dans ce système l'individu n'est plus discipliné par des forces ou des tactiques imposées par les organes de pouvoir mais il se discipline lui-même afin de s'attribuer ses objectifs. Or ces objectifs sont souvent imposés par quelque chose d'autre : le marché. C'est le marché qui détermine les politiques des Etats autant que les objectifs des individus. Alors l'individu qui s'est approprié les valeurs du marché est contrôlé dans tous les espaces publics et privés par ces valeurs. Il n'est pas obligé d'être enfermé dans une institution puisqu'il se sent endetté envers ce système en tant que consommateur et producteur. Cet individu contrôlé peut quand même résister aux mécanismes de contrôle en structurant son espace d'activité et son propre ethos. Les mécanismes de contrôle sont répandus dans toute la société. Ce ne sont pas des mécanismes propres à un seul lieu d'enfermement ; elles ont de différents reflets dans chaque institution.

Les universitaires aussi sont confrontés aux reflets de ces mécanismes de contrôle qui prennent forme d'une manière propre à l'espace universitaire. Ces mécanismes de contrôle peuvent être construits par les politiques internationales sur l'enseignement supérieur ou bien par les traditions implicites de chaque établissement : l'attachement à une école scientifique, le point de vue politique dominant, etc. Les politiques internationales sur l'enseignement supérieur sont souvent sous l'influence des valeurs du marché qui s'étend dans le monde entier par le biais du modèle américain.

4. Les mécanismes de contrôle

L'élargissement de la culture par l'intermédiaire des espaces universitaires était plutôt contrôlé par le système d'éducation américain au début du XXème siècle.

Vers la fin du siècle ce sont les organisations internationales qui se sont approprié la logique du système américain et qui ont commencé à faire ce contrôle. Les universités du XXème siècle sont régies par ces organisations internationales puisqu'elles réforment ou inventent des nouvelles techniques de contrôle à l'intérieur de l'espace universitaire.

a. Les politiques sur l'enseignement supérieur au XXème siècle: du système américain au système global

La transformation dans le monde de l'enseignement se réalise par le biais des universités américaines ; l'enseignement se transforme en enseignement supérieur de masse. La puissance des Etats-Unis dans le monde scientifique et particulièrement dans l'enseignement supérieur est prouvée pendant la guerre froide. Pendant cette période, les investissements pour les sciences sociales ont augmenté dans les pays occidentaux.¹⁹

Aux Etats-Unis les universitaires qui ont inventé le napalm et les bombes atomiques ont attiré l'attention du président Truman qui a commencé à voir les universités comme les garants de l'éminence militaire et du bien-être social.²⁰ L'intérêt que portait Truman n'était pas uniquement limité aux universités américaines mais visait également plusieurs universités européennes influencées par les fondations américaines. *Le Social Science Research Council* de Chicago financé par la fondation Rockefeller a influencé l'orientation de plusieurs universités aux Etats-Unis et en Europe.²¹ Il s'agissait de soutenir des mouvements intellectuels et des institutions universitaires non-marxistes. En Italie par exemple, le Centre Johns Hopkins, fondé dans la ville de Bologne dont la municipalité était communiste, a eu beaucoup d'influence dans l'organisation des études et de l'enseignement des autres universités italiennes. Dans ce même centre bolonais, l'aspect utilitaire de la recherche était souligné : les sciences sociales étaient considérées comme un moyen de comprendre les problèmes de la société et de les résoudre. Autrement dit, dans

¹⁹Gülbenkyan Komisyonu, *Sosyal Bilimleri Açm*, İstanbul, Metis Yayınları, 1996, p.37

²⁰D. Bok, *Universities and the Future of America*, Duke University Press, 1990, p.2,

²¹ F. Attal, "Le Modèle Universitaire Américain en Europe dans l'Après-Guerre: Le cas d'Italie", in *Les Universités en Europe du XVIIIème Siècle à Nos Jours*, Publications de la Sorbonne, Paris, 2005, p. 226

une ville « communiste » comme Bologne, il était possible de comprendre l'évolution du communisme avec des recherches faites dans ce domaine.

En France, le véritable renversement des réformes vers le modèle américain s'est réalisé en 1920. Le biologiste Maurice Caullery, après sa visite aux Etats-Unis, a proposé une série de réformes pour les facultés de sciences en France dont la plus impressionnante portait sur le nouveau type de savant. Selon la proposition de Caullery, la figure idéale du nouveau type de savant doit être celui d'un patron d'entreprise ou d'un gérant d'une université privée à l'américaine.²²

Aujourd'hui, les politiques de l'enseignement supérieur sont créées et gérées par des organisations internationales comme la Banque Mondiale ou bien l'OCDE qui diversifient les rôles des universités. De nos jours, l'université n'est plus discutable dans son dilemme classique entre la recherche et l'enseignement. En 2007, lors de la Conférence Internationale des Etudes Supérieures, le directeur du département d'éducation de la Banque Mondiale qui avait aussi travaillé en 2005 au sein du ministère de l'éducation aux Etats-Unis, a parlé des sujets habituels comme l'enseignement et la recherche, mais a également abordé dans son discours, des notions comme le service, le développement social et économique. Il cite l'exemple de Toyota qui voulait fonder une usine dans une région des Etats-Unis et qui a signé un traité avec le *Local Community College* qui se trouve dans cette région.²³

Au cours de la même conférence, le chef de la Direction d'Education de l'OCDE soulignait l'importance de la responsabilité des universités dans le développement économique de la région où elles se trouvent et rappelait que le rendement des projets de recherche est un critère qui montre « la qualité » de la recherche.²⁴ Il précisait aussi l'importance de « la responsabilité » des universités, car les hommes politiques et les hommes d'affaires ont des doutes sur la manière d'enseigner, et surtout sur les priorités des universitaires dans le domaine de la

²² C. Charles, "Les Références Etrangères des Universitaires: Essai de Comparaison entre la France et L'Allemagne, 1870-1970", **Actes de la Recherche en Sciences Sociales**, No. 148, Juin 2003, p.13

²³ M. McLaughlin, "Higher Education Policy in US", in **Uluslararası Yükseköğretim Konferansı**, Ankara, Yüksek Öğretim Kurulu, 2007, p.364

²⁴ R. Yelland, "Recent Trends in Higher Education in OECD Countries", in **Uluslararası Yükseköğretim Konferansı**, Ankara, Yüksek Öğretim Kurulu, 2007, p.377

recherche. Les notions de « qualité » et de « contrôle » sont utilisées depuis peu pour les universités et les universitaires aussi.

Bill Readings, qui étudie l'évolution de l'université dans les pays occidentaux remarque que l'apparition de la notion de 'qualité' est directement lié au processus de globalisation. La culture nationale qui s'affaiblit avec le processus de globalisation, n'a plus besoin des universités, principaux producteurs de cette culture. Le modèle allemand que Readings appelé '*University of Culture*' a cédé sa place à '*University of Excellence*'.²⁵ Les spécialistes de qualité considèrent la notion d'excellence comme une extension du concept de qualité. Dans ce cadre, l'excellence et la qualité sont expliquées avec la satisfaction du client²⁶, donc ici, de l'étudiant.

Dès le milieu des années 90, la Banque Mondiale, UNESCO et l'OCDE ont réalisé plusieurs enquêtes et ont rédigé plusieurs rapports sur l'enseignement supérieur et sur la recherche. En 1998, Division of Sciences Resources Studies de la National Science Foundation (NSF) a tenu un atelier avec les représentants de la NSF et a publié un rapport qui donnait à la fois des conseils pour une meilleure collaboration entre des universités et des entreprises mais de manière sous-entendue et qui réformait le contenu de la recherche. Selon ce rapport, la performance de l'enseignement supérieur doit évoluer en fonction des besoins des étudiants sur le marché du travail plutôt qu'en fonction des besoins du personnel de recherche des universités.²⁷ La notion de qualité ne peut donc pas être prononcée par les autorités mais l'importance consacrée à la satisfaction de l'étudiant est visible.

La même année, un groupe d'experts de l'OCDE a publié un rapport intitulé « La Recherche Universitaire en transition ». Parmi les conseils habituels de collaboration entre l'université et l'entreprise, une tendance à la diminution de la production de thèses de doctorat orientées par la seule curiosité intellectuelle des étudiantes est remarquée, mais cette baisse tendancielle n'est prouvée par aucune mesure statistique. En 1999, le groupe d'experts a publié un nouveau rapport où ils s'interrogeaient sur les relations entre science et innovation. Les pratiques

²⁵B.Readings, **The University in Ruins**, Cambridge, Harvard University Press, 1996, p.180-193

²⁶ L.W.Kennedy, **Quality Management in the Nonprofit World**, San Francisco, Jossey-Bass, 1991, p.27

²⁷P. Millot, "La Reconfiguration des universités selon l'OCDE: Economie du Savoir et Politique de L'Innovation", in **Actes de la Recherche en Sciences Sociales**, No. 148, Juin 2003, p.69

institutionnelles du partenariat et de l'entrepreneurship universitaire y sont présentées comme des pratiques exemplaires qui peuvent permettre au personnel scientifique de s'adapter aux changements, tout comme l'évaluation quantitative de la performance des institutions et l'analyse bibliométrique de la production des chercheurs.²⁸ Même si cette fusion entre l'université et l'entreprise se distingue plus facilement dans la discipline biomédicale ou des technologies de l'information et de télécommunication, les sciences sociales aussi subissent les mêmes types de restrictions. Les études sociologiques portant sur le choix d'un objet de recherche qui aurait des résultats de bonne qualité peuvent apporter à un chercheur plus de réputation et de ressources que les résultats d'un objet socialement moins important.²⁹

En fait le modèle américain et sa logique de business se sont étendus dans le monde entier soit grâce aux efforts des institutions américaines soit par le biais des organisations internationales. Les recherches faites par la seule curiosité intellectuelle cèdent leur place aux recherches qui répondent à l'intérêt commercial du marché. Les universités sous le contrôle de cet intérêt commercial deviennent des instruments du contrôle social. Elles essayent de répondre aux besoins du marché avec des programmes scolaires plus pragmatiques. Le contentement du client, de l'étudiant, déterminant plus 'la qualité' de l'enseignement, exige le recrutement d'universitaires plus aptes à ce système. En plus des universités privées plus proche du modèle américain, les universités publiques aussi, participent à cette concurrence. Elles font des collaborations avec des entreprises privées soit pour le financement de recherches scientifiques soit pour promouvoir le monde du travail à ses étudiants. Dans ce processus de transformation de l'espace universitaire, il est difficile de dire que les universitaires ont les mêmes motivations, les mêmes ambitions scientifiques et les mêmes principes dans leurs travaux personnels. Alors les modes et les techniques de contrôle à l'intérieur de l'espace universitaire changent aussi.

²⁸ **Ibid.**, p.71-72

²⁹ M. Trépanier et M.P Ippersiel, « Hiérarchie de la Crédibilité et Autonomie de la Recherche : L'impensé des analyses des relations universités-entreprises », **Actes de la Recherche en Sciences Sociales**, No. 148, Juin 2003, p. 75

b. L'intérieur du monde universitaire : les techniques de contrôle propre aux universitaires

Au XIX^{ème} siècle le système de tenure avait des caractéristiques avantageuses pour les universitaires américains parce que les principaux donneurs des universités pouvaient virer les professeurs arbitrairement. En 1900 les recteurs des universités de Harvard, de Columbia et de Chicago ont fait des déclarations s'opposant aux interventions des donneurs. Dès l'apparition du système de tenure les professeurs ont eu plus de droits garantissant leurs positions. Aujourd'hui même s'il offre des avantages à quelques professeurs, il est devenu l'élément majeur de la concurrence dans le monde universitaire. Dans des autres pays, comme en France et en Allemagne, recrutements et promotions relèvent essentiellement de concours, au sens où quelques postes sont ouverts à un grand nombre de candidats dont seuls quelques-uns seront recrutés ou promus. Aux Etats-Unis, on trouve aussi des concours (notamment pour accéder à un poste qui donnera la possibilité d'obtenir la *tenure* – quasi-emploi à vie – six ou sept ans plus tard) mais la progression, elle, (l'accès à la *tenure* ou les promotions) ne dépend pas de l'ouverture de poste mais de la qualité du dossier du candidat à la promotion : si elle est jugée satisfaisante, il/elle est promu(e). Cela rend la carrière indépendante de la gestion des postes, mais aussi plus liée à la satisfaction de critères « locaux », c'est à dire ceux de l'établissement où l'on se trouve.³⁰ Nous avons vu que ces critères « locaux » ne sont pas toujours au profit des chercheurs qui font des travaux par la seule curiosité intellectuelle. Selon Henry Rosovsky, ancien doyen de la Faculté des Sciences et de la Littérature, le système de tenure est la garantie de la discipline interne. Une fois qu'on prend la tenure, il est impossible de perdre le titre de professeur. Le coût d'une tenure pour une faculté est assez cher. Alors les critères pour son obtention deviennent plus durs en garantissant la discipline interne de l'universitaire.³¹

Le modèle américain engendre plus de concurrence entre les collègues et surtout entre les plus jeunes. De plus ces jeunes universitaires ont d'avantage de cours et sont moins bien payés. Pour ceux qui ont déjà obtenu la tenure, ils n'ont pas le souci de perdre leur emploi. Or les maîtres de conférences et les assistants n'ont

³⁰ http://www.cso.edu/dossier.asp?do_id=2 Entretien avec Christine Musselin, directrice de recherche CNRS au CSO sur son livre **Marché des Universitaires**, 2003

³¹H. Rosovsky, **Bir Dekan Anlatiyor**, Tübitak, 2000, p.188

pas les prérogatives nécessaires pour faire la production culturelle. Les promotions ou les frais de participation à une conférence sont d'abord offertes aux professeurs. Ils sont obligés de se taxer dans ce même système plus que les professeurs. Ils doivent faire des publications répondant aux besoins du marché culturel ou économique ou bien ils doivent 'périr'. Alors ce sont eux qui vont être disciplinés et ceux sont les professeurs qui ont la responsabilité de décider du droit d'entrée qui vont établir ces techniques de disciplines. Bien que des responsabilités administratives comme la direction de l'université ou de la faculté aient une importance cruelle ; les responsabilités scientifiques comme les directions des thèses et les jurys sont suffisantes pour qu'ils décident du droit d'entrée.

Malgré les différences propres à chaque pays, il y a toujours des droits d'entrées implicites ou explicites à l'espace universitaire. Pendant son dernier cours Bourdieu essaye de montrer qu'il y a un lien fondamental entre « scientificité et autonomie ».³² L'autonomisation est liée à l'élévation du droit d'entrée implicite ou explicite à l'espace universitaire. Dans cette espace, chaque chercheur est soumis au contrôle de tous les autres et en particulier de ses concurrents les plus compétents. Encore aujourd'hui, dans cet espace, la reconnaissance par ses pairs constitue l'unique reconnaissance légitime parce que c'est l'unique reconnaissance produite par des acteurs capables (puisque'ils ont payé le droit d'entrée) de reconnaître³³. Lagasnerie en faisant référence à Bourdieu³⁴, critique la croyance sur le titre scolaire et précise que croire dans le titre scolaire, c'est croire à une frontière arbitrairement produite par l'Ecole. C'est la valider. C'est la faire passer pour légitime et fondée. C'est être victime de l'idéologie scolaire et méritocratique.³⁵ En se référant cette fois à *Homo Academicus*, De Lagasnerie avance sa thèse et souligne que dans chaque discipline s'oppose un pôle producteur et un pôle reproducteur, un pôle créatif et un pôle reproductif, un pôle tourné vers la recherche et un pôle tourné vers l'enseignement. Or ce sont les professeurs les plus tournés vers l'enseignement et non ceux qui se consacrent à la recherche et au travail intellectuel, qui contrôlent les organes de reproduction du corps et les instances chargées de la sélection. Ensuite il demande qui donne à l'institution scolaire la légitimité à attribuer à ce corps des

³² P. Bourdieu, *Science de la Science et réflexivité*, Paris, Raison d'agir, 2001, p.169

³³ *Ibid.*, p.101

³⁴ P. Bourdieu, *La Noblesse d'Etat*, Paris, Minuit, 1989, p. 163

³⁵ G. De Lagasnerie, *L'Empire de l'Université : Sur Bourdieu, les intellectuels et le journalisme*, Paris, Éditions Amsterdam, p.54

prérogatives dont il peut réclamer avec un certain succès le monopole.³⁶ Selon De Lagasnerie, l'Etat est le dernier maillon de la longue chaîne des actes officiels de consécration et par l'intermédiaire de l'Ecole, institue la frontière entre l'Université et ses marges.

Les droits d'entrée propres à chaque pays et à chaque université déterminent les facteurs de contrôle sur les universitaires. Parfois ces droits d'entrée se forment sur des critères locaux qui prennent leurs bases dans la dynamique implicite de l'université, comme par exemple dans l'approche politique ou scientifique dominante, ou bien par rapport à une même école, à une même secte religieuse, etc. Quelque fois les critères prennent leurs bases dans les dynamiques explicites, par exemple au travers des liens avec les entreprises, l'intérêt économique ou social et les politiques nationales et internationales sur l'enseignement supérieur. Que les dynamiques soit implicites ou explicites elles forment les règles officielles ou tacites de cette institution auxquelles les jeunes universitaires doivent obéir pour obtenir le droit d'entrée.

Ces facteurs de contrôle sont utilisés par des organes ou des instances qui ont de pouvoir sur les individus faisant partis de ces institutions. Or les politiques internationales sur l'enseignement supérieur et les techniques de contrôle qui se développent à l'intérieur de l'espace universitaires, ne sont pas obligatoirement acceptées par les universitaires. Afin de distinguer l'individu contrôlé de celui qui échappe à ce contrôle, nous qualifions ces facteurs de facteurs externes du contrôle. Nous allons expliquer ces notions avec plus de détails dans la deuxième partie du travail.

Dans un espace culturel comme l'université, les universitaires sont contrôlés par divers moyens. Le droit d'entrée est l'un des principaux facteurs de contrôle mais ce n'est pas l'unique. En effet, il existe d'autres facteurs tels que le contrôle idéologique sur les recherches scientifiques, surtout sur celles de jeunes universitaires, le contrôle sur l'enseignement, le contrôle sur les horaires, le contrôle sur les traditions institutionnelles etc. Chaque établissement a ses propres traditions basées sur les relations entre les universitaires et leurs habitus. Par exemple nous

³⁶Ibid., p.67

pouvons remarquer dans les universités provinciales de la Turquie des rapports hiérarchiques basées sur un respect paternaliste. Dans une université privée d'Istanbul, la participation active des universitaires à la direction de la faculté, peut être considérée comme une valeur démocratique de la tradition de cette université. Afin de mieux analyser les comportements des universitaires par rapport à ces facteurs de contrôle il faut donc connaître la structure et la tradition de l'espace universitaire en Turquie.

B-L'UNIVERSITE MODERNE EN TURQUIE: L'HISTOIRE ET LES MECANISMES DE CONTRÔLE

L'évolution de l'institution universitaire en Turquie et ses rapports avec l'Empire ou l'Etat ne sont pas directement comparables avec les universités occidentales mais il existe tout de même des similitudes. Quand on définit l'université comme une institution d'enseignement supérieur qui instruit les élites et les classes dirigeantes de la société, il est impossible de se borner aux qualificatifs « féodal » et « européen ». La Chine, l'Inde ou le Japon connaissaient ses propres formes institutionnalisées d'enseignement supérieur. Dans ce cadre, les madrasas des pays musulmans peuvent être considérées comme des institutions d'enseignement supérieur tout comme les institutions de l'Antiquité.³⁷

Taner Timur, l'un des historiens connu et spécialisé sur l'histoire de l'Empire Ottoman, dans son livre intitulé *Toplumsal Değişme ve Üniversiteler*, fait une remarque sur les évolutions parallèles des universités-églises et des madrasas-mosquées dont le point commun était de développer une science ayant pour base la foi : la scolastique et le *Kalam*.³⁸ Cette différence principale de ces nouvelles institutions les plaçait en pionniers. En Europe, c'étaient les enseignants-prêtres ou les étudiants qui jouaient un rôle important dans la fondation. Or, dans les pays

³⁷W. Frijhoff, op.cit, p.164

³⁸T.Timur, op.cit., pp. 38-41

musulmans la fondation était souvent assurée par les organes de l'Etat ou plutôt de l'Empire.³⁹

Au XIXème siècle, l'intérêt croissant des Etats dans le monde entier pour l'éducation massive montre que les Etats interviennent plus que jamais sur la vie quotidienne de leurs peuples. Pour ces Etats, l'éducation est devenue le moyen principal de garantir la participation d'un pays à la concurrence économique avec les autres pays. Donc l'Empire Ottoman se doit aussi de transformer les politiques de l'enseignement supérieur. A cette époque les pays comme la Chine ou la Russie avaient également les mêmes problèmes que l'Empire Ottoman au sujet de l'enseignement supérieur. A la différence des autres Etats l'objectif de ces derniers était de construire un nouveau système d'éducation au lieu de réformer l'ancien. Ces trois Etats ont développé des stratégies religieuses dans le domaine de l'éducation afin de préserver l'avenir de l'Empire. Dans son travail intitulé *Imperial Classroom : Islam, State and Education in the Late Ottoman Empire*, Fortna expose d'une manière très détaillée les méthodes utilisées par Abdülhamit II pour briser les effets de l'occidentalisation. La reconstitution de la synthèse de l'Islam et du système d'éducation occidentale est l'un des traits significatifs de l'époque hamidienne. A cette époque, l'occidentalisation brutale des périodes de Tanzimat et d'Islahat s'adoucit au contact des traditions islamiques. Ces réformes de l'Etat sur l'éducation montrent l'intention d'orienter la jeune population afin de former une nouvelle identité ottomane. Cette intention d'instruire les citoyens qui vont servir au sultan, a poussé Abdulhamit II à utiliser des nouvelles techniques de discipline dans les écoles. Fortna en analysant ces techniques de discipline souligne que les étudiants obéissaient parfois à ces techniques mais que de temps en temps ils résistaient aussi à la rhétorique islamique de cet enseignement.⁴⁰

Il nous est donc possible de dire que les techniques de discipline, au sens utilisé par Foucault, sont appliquées au système d'éducation ottoman à l'époque hamidienne. A cette époque nous voyons d'une part les influences des réformes imposées par des pays européens, d'autre part celles des restrictions des sultans qui essayent de conserver la morale sociale. Dans les périodes de Tanzimat et d'Islahat

³⁹*Ibid.*, pp.42-50

⁴⁰B.C. Fortna, *Imperial Classroom: Islam, State and Education in the Late Ottoman Empire*, Oxford University Press, 2002, p.26

l'enseignement était aussi un moyen de contrôle social bien sûr, mais les réflexes religieux des sultans n'étaient pas tellement durs. La République turque a développé ses propres techniques de contrôle. Chaque période avait ses propres techniques de contrôle et des rapports différents entre le pouvoir et le peuple.

1. Entre la modernité et la tradition : la fondation du contrôle social dans l'Empire Ottoman

Le mouvement de modernisation s'imposait pour éviter la dissolution de l'Empire et le mouvement de réforme avait commencé dès le début du XIXème siècle. Les nations qui revendiquent leur indépendance poussaient les dirigeants ottomans à faire des réformes. Les périodes de *Tanzimat* et *Islahat* marquaient ces changements influencés en grande partie par la France et l'Angleterre.

Si l'université moderne de l'Empire Ottoman n'a pas ses propres dynamiques basées sur une révolution industrielle et sur une urbanisation croissante, elle est influencée par des motifs externes comme les relations commerciales avec des pays européens et la diplomatie internationale qui exigeaient d'avoir des professionnels dans ces domaines. Durant les périodes de *Tanzimat* et d'*Islahat*, ce besoin de professionnels a poussé les dirigeants à imiter les institutions européennes car les sultans réformateurs savaient que les cadres dont ils avaient besoin n'étaient plus les *oulémas* qui sortaient des *madrasas*. L'imitation de l'Europe par l'Empire ne s'est pas réalisée du jour au lendemain. Depuis la période de règne de Mahmut II, il existait plusieurs petites écoles fondées pour instruire des fonctionnaires. Le mouvement de modernisation de Mahmut II a évolué parallèlement à celui de Mehmet Ali Pacha en Egypte. Malgré les différences, les deux mouvements de modernisation étaient basés sur l'éducation des élites et non du peuple.⁴¹ C'est encore à l'époque de Mahmut II qu'ont été créés les « *Rüşdiyye* » (les lycées qui, à l'époque, avaient dans leur programme des cours de religion en même temps que d'autres cours modernes), et le Ministère des Ecoles de *Rüşdiyye* (*Mekatib-i Rüşdiyye Nezareti*). Jusqu'en 1845 ledit ministère était dirigé par un membre de l'ouléma et il conseillait de faire un

⁴¹B. Williamson, **Education and Social Change in Egypte and Turkey**, London, The MacMillan Press Ltd., 1987, pp.57-68

enseignement religieux. Selon Somel, malgré ces tendances modernistes, cette première période de la modernisation du système d'éducation est marquée par le contrôle et la discipline sociaux qui inculquent les valeurs religieuses et morales aux élèves. La présence et l'effectivité des écoles de Coran et des Rüşdiye en sont la preuve.⁴²

Pour établir un système d'enseignement supérieur semblable à ses contemporains il y a eu plusieurs tentatives dont la première est la fondation d'un conseil d'éducation provisoire en 1845. Ledit conseil,⁴³ en déclarant la fondation du *Darülfünun* (nom largement utilisé pour désigner l'université à l'époque), faisait un appel à tous ceux qui voulaient recevoir une éducation scientifique – quelque soit le domaine – et travailler au service du sultan. Mais le Conseil de l'Éducation Publique fondé en 1846, mettait encore l'accent sur l'éducation morale (*tehzib-i ahlak*) et la correction de soi (*islah-ı zat*) dans l'éducation humaine (*terbiyye-i insaniyye*) dans son rapport datant du 31 Décembre 1846. De même, l'intention de « correction des sujets » (*terbiyye-i tebaa*) est visible en 1848 dans la déclaration sur le renouvellement des Rüşdiyes. En 1856, en Albanie, au moment où la tension entre les chrétiens et les musulmans augmente, la décision de fonder une école de Rüşdiyes a été mise en vigueur sans perdre de temps.⁴⁴ Bien que les exemples cités par Somel soient convenables pour exposer le fonctionnement du contrôle social, il faudrait également ajouter qu'avec le développement socio-économique, la société ottomane a subi d'autres types de contrôles sociaux différents des précautions réactionnaires. On peut donc remarquer que parfois les réglementations modernistes peuvent à leur tour créer un type de contrôle social.

La deuxième tentative de modernisation a été faite en 1859, par la fondation de *Mekteb-i Mülkiye* qui avait pour objectif principal d'élever de nouveaux juristes qui remplaceraient les cadis. La sélection d'une centaine d'étudiants a été faite entre les employés des institutions étatiques, les nobles de province qui descendaient de la famille de sultan et les élèves qualifiés suivant l'ordre du sultan et selon le gré des hommes de pouvoir.⁴⁵

⁴²S.A. Somel, **The Modernization of Public Education in the Ottoman Empire 1839-1908: Islamization, Autocracy and Discipline**, Leiden, Brill, Vol.22, 2001, p. 58

⁴³ O.Ergin, **Türkiye Maarif Tarihi**, İstanbul, 1940, vol.2, p. 453

⁴⁴S.A. Somel, op.cit, p.58-59

⁴⁵M. A. Çankaya, **Mülkiye Tarihi ve Mülkiyeliler**, Ankara, 1951, vol.1, p.10

La troisième tentative a vu le jour avec la fondation de *Mekteb-i Sultani* (ancien nom du lycée Galatasaray), suivant les conseils du ministre de l'éducation Victor. Ses conseils portaient avant tout sur les droits des minorités chrétiennes. Surtout après la guerre de Crimée, les sultans ottomans considéraient Napoléon III comme un protecteur puissant et la France comme un pays de référence pour emprunter plusieurs modèles comme le système d'enseignement ou le système administratif. Les conseils de Duruy sur l'éducation étaient efficaces et ont été appliqués : 50 % des élèves de *Mekteb-i Sultani* étaient chrétiens et le reste était musulmans.⁴⁶ Selon Fortna, en permettant d'instruire ensemble, musulmans et chrétiens, les dirigeants ottomans projetaient de donner aux élèves l'identité ottomane lorsque les dirigeants français voulaient instruire des élites pro-français.⁴⁷

La fondation de *Mekteb-i Sultani* a influencé le système d'enseignement et l'opinion publique. La réglementation de *Maarifi Umumiye* datant de 1869, qui est l'un des effets les plus concrets, portait la signature de Sadullah Pacha proche des Nouveaux Ottomans. Sadullah Pacha a étudié l'évolution du système d'éducation français depuis la révolution de 1789 et l'a adapté à l'Empire Ottoman par des réformes tout en prenant en considération la situation actuelle du pays.⁴⁸ Cette réglementation sur la nouvelle *Darülfünun* est constituée de 49 articles parmi lesquels il est possible d'en trouver un qui projette de construire trois facultés au sein de *Darülfünun* : les facultés de droit, de lettres et de sciences de la nature. Il faut également insisté sur le fait que les principaux objectifs de cette réglementation portent sur l'enseignement et non pas sur la recherche. Le rejet des périodiques pendant l'achat de livres pour la bibliothèque de *Darülfünun* en est la preuve. Safvet Pacha, le ministre de l'éducation avait acheté plusieurs œuvres classiques sur l'humanisme et sur le positivisme, qui coûtaient à l'époque 3500 FF, pourtant parmi ces œuvres il n'y avait aucun périodique.⁴⁹

Ce comportement par rapport à la recherche montre que dans ce processus de modernisation les structures institutionnelles étaient imitées de manière superficielle.

⁴⁶V. Engin, *Mekteb-i Sultani, Galatasaylılar Derneği Yayınları*, Istanbul, 2003, p.33

⁴⁷B. Fortna, op.cit., p.101

⁴⁸E. İhsanoğlu, *Darülfünun Tarihçesine Giriş*, Belleten, 1990, no.210, transféré par T. Timur, op.cit, p. 109

⁴⁹*Ibid.*, p.718, transféré par T. Timur, ibid., p.112

Les réformes sur les sciences, l'université et la recherche étaient faites pour répondre aux besoins du régime et non à ceux du peuple. Dans ces réformes, il n'était pas possible de trouver l'humanisme et le positivisme, les courants scientifiques de l'époque que les intellectuels ottomans se sont appropriés, parce qu'il n'existait pas de tradition de recherche scientifique. A cette époque les dirigeants ottomans ne voyaient pas le peuple comme une population à contrôler.

a. La période hamidienne : du sujet fidèle au sultan au sujet contrôlé de l'Etat

La principale raison de l'absence d'une politique stable d'éducation était au fait du processus de transformation que la société ottomane vivait à l'époque. Bien qu'il existe plusieurs facteurs jouant dans la formation d'une nation, le rôle des universités n'est pas négligeable surtout chez des Etats-nation européens. Dans l'Empire Ottoman les éléments pour former cette nation n'étaient pas très favorables. Il n'y avait ni de langue commune, ni de religion commune. Les élites parlaient ottoman, alors que le peuple parlait turc, alors seule langue comprise et parlée par les minorités chrétiennes. Le français, la langue de diplomatie, était développé chez les bureaucrates et chez les élites. C'est pourquoi l'éducation à la française de *Mekteb-i Sultani* dérangeait parfois les dirigeants ottomans et a même poussé Ali Pacha à imposer de parler et d'écrire en turc pour pouvoir travailler dans les cadres administratifs. La peur d'absence d'identité nationale poussait les intellectuels 'libéraux' et les pionniers ottomans du positivisme de l'époque comme Namik Kemal, Ziya Pacha etc., à s'opposer à la fondation de *Mekteb-i Sultani*. Cette même peur poussait le sultan Abdülhamit II, qui jusqu'en 1891 essayait de renouveler le système d'enseignement supérieur en réformant *Mekteb-i Mülkiye*, à éliminer les cours de philosophie, de littérature, etc. Par un nouveau décret, il a accordé le droit de nommer les professeurs de *Mekteb-i Mülkiye* au ministre de l'éducation ; il a interdit aux professeurs de parler de la politique et a licencié plusieurs enseignants. Les inspecteurs surveillaient les professeurs de Darülfünun pendant les cours pour empêcher qu'ils critiquent le régime. Les institutions de censure comme *Encümen-i Teftiş ve Muayene Heyeti* (la Commission d'Inspection et l'Assemblée de Contrôle)

qui contrôlaient le flux d'information et de savoir scientifique avec les pays étrangers, se sont renforcées toujours à cette même époque. Après la fuite de Mizancı Murat, historien d'avant garde et révolutionnaire de l'époque, Abdülhamit II a aussi interdit l'éducation à l'étranger. En 1877, il a nommé Ali Suavi comme le directeur de *Mekteb-i Sultani*. Ali Suavi n'était pas seulement un membre respecté de l'ouléma mais était aussi connu par ses articles anti-occidentalisme publiés dans des journaux comme *Muhbir*.

En plus de ces précautions dites réactionnaires, le sultan Abdülhamit a développé le système d'enseignement. C'est ce pouvoir positif qui nous montre la formation d'un nouveau rapport entre le sultan et le peuple. Il ne s'intéressait pas seulement à l'instruction des élites mais aussi à celle du peuple. Dans cette période plus de 10.000 écoles sont construites dans tout l'Empire.⁵⁰ L'Etat a commencé à remplacer les parents par le biais des bureaucrates locaux qui se trouvent dans chaque école. Son statut est renforcé par le développement du système d'internat au niveau des idadîs (lycée). Grâce à ce système, les élèves étaient surveillés et contrôlés de très près par l'Etat.⁵¹ Avec les livrets sur la morale, les cartes de l'Empire exposées dans des lieux publics, les nouvelles constructions d'écoles et d'internats, le gouvernement d'Abdülhamit II crée un nouveau rapport entre l'Etat et l'individu. Le sujet fidèle du sultan commence à devenir l'individu contrôlé de l'Etat.

L'élection et le contrôle permanent des enseignants aussi étaient l'un des objectifs du gouvernement central. Il n'y a pas beaucoup de documents qui expose les critères de cette élection mais en s'appuyant sur les travaux de Fortna nous remarquons qu'il y a une tension entre le choix des enseignants qui respectent les valeurs morales et politiques et ceux qui sont aptes à enseigner les cours modernes. Selon la réglementation de *Maarifî Umumiye*, les critères d'élection pour les enseignants des écoles publiques sont très élevées. Les candidats devaient être des descendants de la famille de l'Empire Ottoman et être diplômés des écoles d'enseignants (*Darülmüallimin*). Les rapports sur un professeur d'histoire de Mekteb-i Mülkiye, qui dans son cours enseigne l'histoire de l'Antiquité (Rome et Egypte) est critiqué puisque ce thème est vu comme une perte de temps pour les

⁵⁰B. Fortna, op.cit., p.99

⁵¹ *Ibid.*, p.234

élèves et un manque de respect pour leurs valeurs religieuses.⁵² C'est sous le règne d'Abdülhamit II que les nouveautés, limitées à Istanbul, ont commencé à se répandre dans tout l'Empire. Dès 1879 il a fait fonder un centre administratif d'éducation dans chaque région. Dix ans plus tard, chaque région, à part Hicaz, en avait un.⁵³ Dans les années 1890 les nouveaux mouvements nationalistes dans les Balkans et à l'est - avec les arméniens- ont augmenté la peur et ont poussé Abdülhamit II à prendre des précautions plus sévères et à essayer de renforcer l'identité islamique des ottomans en accentuant son identité de 'sultan-calife'. Mais cela n'a pas eu de succès pour l'éducation des sujets pratiquants du sultan. L'échec de ces efforts est souligné dans les critiques de Cevdet Pacha où il reproche au sultan le fait de ne pas accorder suffisamment de place aux cours de religion dans les écoles de *Rüşdiyye*.⁵⁴ L'autre preuve significative de cet échec, sont les intellectuels qui ont été éduqués sous le régime hamidien : les intellectuels de l'époque qui étaient partisans des idées des Lumières et de la culture positiviste ont fondé la Seconde Monarchie Parlementaire en 1908.

b. Une période de liberté relative : l'autonomie de Darülfünun

Lors de la Seconde Monarchie Parlementaire, plusieurs débats sur le système d'éducation ont eu lieu. L'une des questions principales était basée sur la restauration de ce système et sur la prise de décision au niveau de l'enseignement où les réformes commenceraient à être appliquées. Emrullah Efendi, le ministre de l'éducation de l'époque, avec son allégorie de l'arbre de *Tuba* se trouvant au paradis, a marqué les discussions de cette période. Selon cette allégorie, les branches de cet arbre se trouvent sous la terre et les racines s'élèvent vers le ciel. Emrullah Efendi suggérait donc que le changement commence en haut et qu'au lieu de réformer les madrasas et les *mekteb*, il fallait d'abord réformer *Darülfünun*. Emrullah Efendi argumentait son idée en soulignant deux missions principales de *Darülfünun*: répandre / enseigner les nouvelles sciences et technologies et les développer.⁵⁵ Selon Timur, c'est la première

⁵² *Ibid.*, p.236-237

⁵³ I. Tekeli et S. İlkin, **Osmanlı İmparatorluğu'nda Bilgi Üretim Sistemlerinin Oluşumu ve Dönüşümü**, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basım Evi, 1993, pp. 75-84

⁵⁴ S.A. Somel, *op.cit.*, pp.185-186

⁵⁵ Du journal *Sabah*, le 13 Décembre 1912, transféré par H.Z. Ülken, **Türkiye'de Çağdaş Düşünce Tarihi**, İstanbul, 1992, p.193

fois qu'on met en vigueur une législation sur une université moderne suivant le modèle humboldtien qui a un équilibre entre la recherche et l'enseignement.⁵⁶ L'invitation de vingt professeurs allemands en 1915 après la mort d'Emrullah Efendi, sans demander l'avis des professeurs de *Darülfünun*, peut être considérée comme un autre marque de sympathie pour le modèle humboldtien.

Darülfünun a donc été l'une des premières institutions réformées dans cette période. Tout d'abord il ne s'appelait plus *Darülfünun-i Şahane* d'Abdülhamit mais *Darülfünun-i Osman-i*. En 1911, a été créé le premier conseil des enseignants au sein même de *Darülfünun*. En 1912, Emrullah Efendi a restauré *Darülfünun* en y distinguant cinq disciplines: la médecine, le droit, la littérature, les sciences appliquées et la théologie. Mekteb-i Mülkiye a aussi été réformé. Les cours qui étaient interdits sous le règne d'Abdülhamit II ont été replacés dans le nouveau programme.

Dans cette période *Darülfünun* était plus vif, non seulement en raison des nouveautés organisationnelles qui paraissent plus libérales mais en raison des guerres des Balkans, et du militantisme des étudiants qui augmentait.⁵⁷ Entre deux guerres, juste après le traité de Montrose, en 1919, la nouvelle réglementation sur *Darülfünun* lui accordait une autonomie scientifique. Malgré le contrôle du ministère de l'éducation, il a été possible pour la première fois dans l'histoire, d'être témoin d'une telle autonomie de *Darülfünun*. Cette réglementation était préparée par İsmail Hakkı Baltacıoğlu, considéré comme un des professeurs importants de *Darülfünun*, jusqu'à la réforme kémaliste de 1933. Baltacıoğlu définissait cette autonomie non pas comme une liberté totale mais comme un passage d'un état de dépendance à un autre état de dépendance : la dépendance de ses propres conseils d'enseignants.

Malgré cette période de liberté relative, dès la fondation de la seconde monarchie parlementaire, les dirigeants de l'époque, qui sont généralement membre du parti İttihat ve Terakki ont tenté de reformer *Darülfünun* en licenciant les professeurs ayant des points de vue politiques opposés aux leurs. Bien que le premier recteur de *Darülfünun* dans la période de République, İsmail Hakkı Baltacıoğlu, ne soit pas opposé aux politiques du nouveau régime, l'autonomie de *Darülfünun* est

⁵⁶T. Timur, op.cit., p. 207

⁵⁷İ. Tekeli et S. İlkin, op.cit., p.96

profondément interrogée par les députés du parlement. Au début il y avait le souci de développer cette institution au niveau scientifique mais un peu plus tard ce souci a cédé sa place à l'intention de transformer l'institution en un instrument qui accentue le caractère du pouvoir politique.⁵⁸

2. L'Université de la République

Après la fondation de la République, la loi du 3 Mars 1924 déclarait la fermeture des madrasas et toute autre école religieuse. Toujours la même année, *Darülfünun-i Osman-i* est devenu *Darülfünun d'Istanbul* en obtenant le statut de personnalité juridique. A partir de cette année jusqu'à la réforme de 1933, *Darülfünun* a été l'un des plus grands débats de l'opinion publique. Les républicains et surtout les écrivains de la revue *Kadro* avaient fait plusieurs critiques sur la mentalité « des professeurs qui n'avaient même pas écrit une seule page sur la révolution républicaine »⁵⁹. Les ministres de l'éducation avaient plusieurs fois proposé à İsmail Hakkı Baltacıoğlu de licencier les anciens professeurs de *Darülfünun*. Or, lui pensait que ce licenciement ne changerait pas beaucoup de chose parce qu'il croyait que *Darülfünun* se développerait avec la République, lentement, et que les nouveaux professeurs qui seraient recrutés ne répondraient pas aux besoins de *Darülfünun*.⁶⁰ Baltacıoğlu était un professeur libéral et démocrate. Durant la période pendant laquelle il a enseigné, il y avait une liberté scientifique à *Darülfünun*. Il était aussi pour une éducation laïque et nationaliste. Il n'a pas voulu licencier les professeurs et il a démissionné du rectorat à cause d'accusations publiées dans les journaux. Ce qui a accéléré la réforme universitaire a été l'invitation d'un spécialiste qui préparerait un compte-rendu sur le cas de *Darülfünun*: le professeur Malche.

⁵⁸ M. Tunçay et H. Özen, "1933 Tasfiyesinden Önce Darülfünun", in **Yapıt: Toplumsal Araştırmalar Dergisi**, Octobre-Novembre 1984, p.21

⁵⁹ Şevket Süreyya Aydemir, "Darülfünun İnkılap Hassasiyeti ve Cavit Bey İktisatçılığı", *Kadro*, Février 1933, no:14, transféré par T. Timur, ibid., p.231

⁶⁰ M. Tunçay et H. Özen, op.cit., p.24

Dans son rapport Malche faisait des remarques sur le manque de publications scientifiques, sur la situation des professeurs qui étaient obligés de faire autre chose pour gagner leur vie, sur les programmes d'échanges pour les futurs professeurs de la Turquie, etc. Malche critiquait en même temps la négligence des sciences sociales dans les politiques d'enseignement supérieur et le contrôle de *Darülfünun* par le ministère d'éducation. Désormais, ce que le pouvoir républicain demandait à Malche était le licenciement de 240 enseignants et de leurs assistants. Pourtant, Malche a refusé de prendre la responsabilité d'une telle élimination en utilisant comme prétexte son court séjour en Turquie et sa connaissance insuffisante sur les professeurs.

Le pouvoir républicain, mécontent de ne pouvoir obtenir les résultats concrets qui répondraient à ses demandes et d'entendre de plus, des reproches sur la dépendance de *Darülfünun* au ministère de l'éducation, a pris la décision de faire une réforme universitaire avec le ministre de l'éducation de l'époque, Reşit Galip. Avec la loi du 31 Mai 1933 *Darülfünun* a perdu son autonomie scientifique, administrative et financière.⁶¹ Les événements ayant conduit *Darülfünun* à cette décadence avaient débuté avec les discussions pendant les élections du rectorat en 1930, et s'étaient intensifiés pendant le congrès d'histoire en 1932; congrès qui a cristallisé les différents points de vue sur les nouvelles thèses d'histoire des républicains. L'un des professeurs a démissionné après ce congrès et plusieurs autres ont été licenciés après la mise en vigueur de la loi du Mai 1933. Le nouveau cadre de l'université était donc formé de 59 professeurs de *Darülfünun* (avant la loi, le nombre des professeurs s'élevait à 151), des nouveaux professeurs et des professeurs étrangers.

Il faudrait s'intéresser aux objectifs de cette loi pour saisir les vraies motivations du pouvoir. D'abord, il s'agit de construire une coopération entre l'université et les réformes de la République (les étudiants qui ne pouvaient pas prendre le certificat de l'Institut de Révolution fondé dans ce but, ne pouvaient obtenir de diplôme). Ensuite, l'université est chargée de la résolution des problèmes

⁶¹A. Kuyaş, "Üniversite Uzmanı Malche İstanbul'da", in *Cumhuriyet Ansiklopedisi 1923-1940*, vol.1, İstanbul, Yapı kredi Yayınları, 2002, pp.188-189

du pays et enfin il faut contrôler l'université économiquement et administrativement.⁶²

Afin de montrer les limites de ce contrôle sur l'université nous pouvons citer l'exemple d'un universitaire dit 'conservateur' de cette époque. Turhan, dans son travail sur les transformations culturelles, fait une distinction entre la transformation culturelle imposée et la transformation culturelle libre. 'La transformation culturelle imposée', implique qu'une culture étrangère s'impose à la culture locale par l'intermédiaire des élites. Cette définition décrit, de manière sous-entendue, la situation culturelle sous le régime kémaliste. Turhan parle également des réactions de la culture locale qui peuvent durer longtemps. Même si Turhan critique ces mouvements réactionnaires de la culture locale⁶³, il trouve dangereux « d'interdire les anciennes techniques (culturelles) avant l'appropriation des nouveautés par la société.»⁶⁴ Ce discours indirect est un des résultats du contrôle du régime kémaliste sur l'esprit scientifique. Turhan étant un intellectuel représentatif de l'époque ne peut pas exprimer directement ses idées contre la révolution. Il était pour les réformes, qui seraient lentement inscrites dans l'esprit du peuple, et non pas pour la révolution jacobine qui rejetait brusquement toute sorte de pratique religieuse - faisant partie de la culture locale. Le régime kémaliste et en particulier la période du parti unique avait établi des mécanismes de contrôle sur l'université d'une manière directe. L'objectif était de protéger le régime de toute sorte de danger. L'espace universitaire bien qu'il gagne son autonomie un peu plus tard s'est soumis plusieurs fois à l'autorité du régime kémaliste.

3. D'une autonomie administrative au contrôle centraliste de l'Etat

L'université a regagné son autonomie avec la loi de 13 Juin 1946 après le passage au système multipartiste. Pendant les discussions faites au parlement avant la

⁶²A.Kuyaş, "Darülfünun kapandı, üniversite açıldı", in **Cumhuriyet Ansiklopedisi 1923-1940, vol.1**, İstanbul, Yapıkredi Yayınları, 2002, pp. 210-211

⁶³E.Kongar, **Türk Toplum Bilimcileri**, Vol 2, İstanbul, Remzi Kitabevi, 1996, p.242

⁶⁴M.Turhan, **Kültür Değişmeleri**, İstanbul, İstanbul üniversitesi Edebiyat Fakültesi Yayınları No. 479, 1959, p. 55

mise en vigueur de cette loi, certains députés avaient défendu la liberté scientifique alors que d'autres avaient pris leur distance par rapport à cette liberté « qui peut se transformer en intégrisme dans les têtes de ceux qui ne sont pas avertis. »⁶⁵ Le troisième article de la loi définit le profil de l'étudiant qui serait diplômé de l'université. Cette fois-ci, il ne s'agissait pas seulement de la peur des mouvements réactionnaires mais aussi de la peur du communisme – répandue par l'intermédiaire de l'atmosphère de la guerre froide. En 1949 et en 1951, c'est-à-dire à la fois pendant le gouvernement de CHP (Parti Populaire Républicain) et celui de DP (Parti Démocrate), des articles du code pénal de l'Italie fasciste qui interdisaient d'exprimer toute sorte d'idées de gauche ont été importés dans le code pénal turc.⁶⁶

La caractéristique autoritaire de cette période a été visible à l'université en 1947, par l'exclusion de professeurs dits de gauche de l'Université d'Ankara dans DTFC (Faculté de Langue, Histoire et Géographie). En effet depuis 1942, dans cette faculté, le conflit psychologique contre les professeurs s'était aggravé. En 1945, après les attaques au journal Tan, de tendance gauche, un groupe d'étudiants avait commencé à faire des préparatifs pour des manifestations. Le ministre de l'éducation a lancé une enquête sur les professeurs de DTFC accusés de provoquer ces étudiants. Enfin bien qu'il n'ait été possible de trouver des preuves ou des liens entre les professeurs et les protestations, dans le rapport rendu au ministère après l'inspection, l'exclusion de ces professeurs a été décidée tout en disant qu'ils étaient de tendance de gauche. En 1946 la Cour de Cassation a refusé cette décision et les professeurs ont pu réintégrer l'université. Pourtant la joie de cette rentrée n'a pas duré longtemps. A l'époque, le nombre des organisations de jeunesse nationaliste flottantes pour lutter contre les communistes, augmentait et ces organisations étaient soutenues par le pouvoir.⁶⁷ Au mois de janvier 1947, le discours du ministre des affaires intérieures et les manifestations des étudiants nationalistes au mois de mars, ont intensifié le conflit. Parmi ces étudiants, il y en avait plusieurs qui ne connaissaient même pas les professeurs voire qui ne connaissaient même pas leurs noms.⁶⁸ En décembre, des étudiants nationalistes ont cette fois-ci marché vers DTFC et ont essayé de faire un

⁶⁵ E.Hirsh, **Dünya Üniversiteleri ve Türkiye'de Üniversitelerin Gelişmesi**, Vol 2, İstanbul, Ankara Üniversitesi Yayınları, 1950, p.901

⁶⁶ T.Timur, op.cit., p.249

⁶⁷ F.Ahmad, "DTFC'de Cadı Kazanı", in **Cumhuriyet Ansiklopedisi 1941-1960, vol.2**, İstanbul, Yapı kredi Yayınları, 2002, p.121

⁶⁸ M.Çetik, **DTFC'de Cadı Kazanı: 1948 DTFC Tasfiyesi ve Pertev Naili Boratav'ın Müdafaası**, İstanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1998, pp.66-68

lynchage au recteur qui défendait ses professeurs. Les militaires l'ont sauvé. Après ces événements une deuxième inspection a commencé contre les six professeurs et cette fois, ils ont été licenciés de manière définitive.

Le coup d'état du 27 Mai 1960, avait donné l'impression d'un mouvement libérateur après les pratiques de censure et de surveillance du pouvoir de DP (Parti Démocrate), mais le peuple avait vite remarqué la tendance despotique des militaires. Le Comité d'Union Nationale a licencié 147 professeurs enseignants sans aucune inspection, ni explication. Avec une opération professionnelle, organisé par l'ancien chef national İsmet İnönü, les 'radicaux' du Comité d'Union Nationale ont été renvoyés à l'étranger et le reste a essayé de réparer leurs fautes.⁶⁹ L'université faisait partie des organisations autonomes avec l'article 120 de la Constitution du 1961. Elle était reconnue comme personnalité juridique ayant une autonomie scientifique et administrative. Cette autonomie n'avait pas de signification puisque les universités n'avaient jamais vécu dans une vraie liberté scientifique à cause de la peur des mouvements réactionnaires ou communistes.

Les années 60 étaient plus calmes pour les politiques socialistes et les idées marxistes mais ce n'était pas tout à fait le cas pour la vie universitaire. En 1965, TİP (le Parti Ouvrier de la Turquie) a été fondé, l'un des plus grands syndicats Türk-İş s'est divisé en deux parties, plusieurs autres syndicats, même celui de la Police avaient des groupes de tendance de gauche. Malgré cette agitation dans la société, les discussions et les critiques faites par ces groupes n'a pas eu d'échos dans la vie scientifique. La montée au pouvoir d'AP (Parti de Justice) en 1965 a radicalisé les socialistes et a accéléré les événements qui ont provoqué la deuxième intervention de l'armée en 1971.

Le ministre Nihat Erim, qui lui aussi était un professeur, exprime sa haine contre ses collègues plutôt à gauche : « Tout en disant qu'il existe la liberté scientifique et éducative, tu vas dire derrière ton chaire que ce ne pas un ordre démocratique, c'est la spéculation de la bourgeoisie et que la vraie liberté c'est celle de Mao, de Che Guevera et de Lénine et que tu le répéteras tout le temps. Ce n'est

⁶⁹T.Timur, op.cit., p.270

pas possible ! »⁷⁰ Les années 1970 étaient dures pour les professeurs de l'université. Même dans la société ottomane la classe intellectuelle n'avait pas subi de telles difficultés. Ils étaient humiliés, insultés et même torturés pendant cette période. Les pionniers de 1971 avaient demandé de faire des changements dans la Constitution et précisé leur demande dans le mémorandum présenté au Président de la République.⁷¹ Ainsi les articles sur l'autonomie universitaire ont été modifiés et une nouvelle loi sur les universités a été votée. Celle-ci comportait une description stricte du profil de l'étudiant qui recevrait le diplôme: « des intellectuels nationalistes attachés à leur patrie et à leurs traditions qui ont une forte conception et conscience de l'histoire nationale. »⁷² Cette description du profil de l'étudiant peut nous servir d'exemple pour insister sur le degré du contrôle social.

Cette loi donnait la priorité à l'enseignement et non pas à la recherche.⁷³ L'activité scientifique n'était pas seulement contrôlée par la loi mais aussi par un Conseil d'Enseignement Supérieur fondé par cette même loi, qui est à l'origine de YÖK (Conseil d'Enseignement Supérieur) contemporain. Cette institution a été fermée par la décision de la Cour Constitutionnelle suite aux plaintes portées par l'Université d'Ankara et de CHP (Parti Populaire Républicain). Pourtant le contrôle sur la liberté scientifique n'a pas cessé tout d'un coup, au contraire elle a augmenté avec les manifestations d'étudiants devenus, ou apparus comme, « des radicaux ».

4. Du coup d'Etat de 1980 jusqu'à nos jours

Le 12 Septembre 1980 l'armée turque a fait un troisième coup d'Etat. Une période très dure a commencé pour tous les intellectuels et les universitaires. Déjà avec la réglementation de 24 Janvier 1980 le néo-libéralisme était lancé en Turquie. Le coup d'Etat était un moyen pour briser toute sorte de résistance sociale. Alors les universités, siège de l'opposition pendant les années 60 et 70, deviennent

⁷⁰ *Milliyet*, le 9 Mai 1971, transféré par Timur T., *ibid.*, p.291

⁷¹ B.Tanör, *Osmanlı-Türk Anayasal Gelişmeleri*, İstanbul, Der Yayınları, 1995, p.345

⁷² T.Timur, *op.cit.*, p.293

⁷³ E.Hirsch, *Üniversite Kavramı ve Türkiye'deki Gelişimi*, İstanbul, İstanbul Üniversitesi Yayınları, 1979, p.13

profondément contrôlées pendant les années 80. Le contrôle sur l'espace universitaire se faisait par deux moyens: au niveau politique et au niveau économique. Au niveau politique, le rejet de la politique de l'espace universitaire déterminait le cadre de contrôle alors qu'au niveau économique les universités privées et leur logique de l'entreprise étaient imposées par les institutions chargées de l'enseignement supérieur.

a. Le contrôle au niveau politique

Le Conseil d'Enseignement Supérieur (YÖK) a été fondé par la loi du 4 Novembre 1981, mise en vigueur deux jours plus tard, le 6 Novembre. Dès sa fondation YÖK a été un instrument de l'Etat qui servait à rejeter toute sorte d'idéologie dans l'espace universitaire. YÖK qui s'est formé comme une institution de l'Etat de sécurité nationale, continue à accomplir la fonction de police politique. Ce n'est pas seulement les membres de cette institution qui accomplissent cette fonction mais ce sont la majorité des membres de l'espace universitaire d'une manière hiérarchique. Dans le cadre de cette logique de l'Etat, logique de sécurité nationale, YÖK a suivi différentes stratégies selon la conjoncture politique. Au début des années 80, YÖK a été le pionnier de la politique officielle de l'Etat, basée sur le renforcement de la synthèse turco-islamique contre le communisme et le séparatisme.⁷⁴ A la fin de sa première année, YÖK a licencié 148 professeurs enseignants. La majorité de ces professeurs avaient des tendances de gauche. Dans cette période YÖK a encouragé le recrutement d'un personnel universitaire, convenable à cette synthèse turco-islamique, au lieu d'engager des professeurs plutôt à gauche. Dans les médias, l'opinion générale pensait que le licenciement de ces professeurs était le résultat du fait qu'ils se trouvaient plutôt à gauche sur l'échiquier politique et du fait de leurs attitudes envers le YÖK et envers le coup d'Etat, géré par les commandants d'Etat de siège et non pas par le YÖK. En fait, la loi numéro 1402 permettait le licenciement des professeurs enseignants par les commandants d'Etat de siège. De nombreux professeurs ont été licenciés avec cette loi. Mais le rôle de

⁷⁴A. İnsel, "Bir zihniyet tarzı olarak YÖK", in *Toplum ve Bilim*, no 97, 2003, p.76-77

YÖK n'est pas négligeable : les professeurs ayant gagné le procès après leur licenciement, ont fait la demande au YÖK pour regagner leur poste mais le YÖK a refusé ces demandes, même après le passage au système parlementaire.⁷⁵ Le président de YÖK, à l'époque était le professeur İhsan Doğramacı. Il refusait toute accusation orientée vers YÖK et disait que toute la responsabilité appartenait aux commandants d'Etat de siège. Mais 15 ans plus tard, dans une interview publiée dans le journal *Hürriyet*, en parlant de ses souvenirs il mettait en scène toute sa capacité à orienter les commandants à l'époque.⁷⁶ On peut remarquer que le président de YÖK influençait les cadres universitaires et avait aussi le pouvoir de rendre leurs postes aux professeurs licenciés par la loi 1402 sans pour autant l'avoir fait.

Dans la période suivante, avec l'aggravation de la question kurde, le YÖK a cette fois encouragé le recrutement du personnel universitaire partisan d'un nationalisme pur. En particulier dans des universités fondées pendant cette période le YÖK a encouragé le recrutement des nationalistes et des ultras nationalistes.

La vision de la 'menace' que cet Etat de sécurité nationale avait dès le début du coup d'Etat, a commencé à changer de forme au milieu des années 90. Après la victoire du parti Refah pendant les élections de 1995, les hommes politiques et les présidents du YÖK ont changé leurs comportements envers les islamistes. La lutte contre les recrutements de personnes dites 'réactionnaires' et l'interdiction du port du voile dans l'espace universitaire sont devenues les nouvelles stratégies du YÖK. Dans toutes ces périodes les documents confidentiels qui définissent les activités d'investigation et de surveillance que les rectorats doivent mener, sont dictées par le YÖK. Les recommandations ou bien les propositions de la soutenance des politiques étatiques sur les questions kurdes, arméniennes et chypriotes, sont transférées aux directions des universités.⁷⁷

Le YÖK a toujours eu des droits assez larges comme le droit de décider l'ouverture ou la fermeture d'une faculté ou d'un département de n'importe quelle université sans demander l'avis des responsables administratifs de cette institution

⁷⁵ S. Gürsel, "148 Öğretim Üyesi İşten Atıldı", **Cumhuriyet Ansiklopedisi 1941-1960, vol.4**, İstanbul, Yapıkredi Yayınları, 2002, pp.44-77

⁷⁶ Y. Süsoy, *Hürriyet*, "YÖK'ün Babası Prof. Dr. Doğramacı 12 Eylül Anılarını ilk kez Hürriyet'e Açıkladı: Aldıkaçtı'ya Torpil Yapıldı", 18 Octobre 1999, p.5

⁷⁷ A. İnsel, op.cit., p.77

(Article 7 de la loi 2547). Le conseil de Contrôle du YÖK, est formé de cinq professeurs élus par le conseil du YÖK, un professeur élu par les candidats proposés par la Cour Suprême, un membre élu par le chef d'Etat majeur et un autre membre élu par le ministère de l'éducation. Ce conseil a le droit de gérer toutes les investigations sur les crimes commis par les professeurs ou les employés de l'université (Article 53). Cette investigation doit être dirigée directement par le procureur de la République, si ces crimes sont commis « avec des buts idéologiques » qui attaquent ou ont le but d'abolir « l'unité indivisible de l'Etat avec sa patrie et sa nation » ou « la République dont les caractéristiques basées sur les différences de langue, de race, de classe, de religion et de secte sont indiquées dans la Constitution ». ⁷⁸ Le YÖK est également responsable du contrôle scientifique (Article 42) chaque année par l'intermédiaire des doyens et des recteurs. En plus au sein de l'ÜAK (le conseil interuniversitaire), qui a la responsabilité de nommer les professeurs et les maîtres de conférences agrégés, on trouve aussi un membre élu par le chef d'Etat majeur. (Article 11) ÜAK est l'organisation qui décide du droit d'entrée des candidats à l'espace universitaire. La présence d'un membre élu par le chef d'Etat majeur dans ce conseil donne une idée sur le contrôle de l'Etat de sécurité nationale à l'intérieur de l'espace universitaire.

L'accent mis sur l'unité indivisible de l'Etat avec sa patrie et sa nation est devenu un slogan couramment utilisé par les militaires et les hommes politiques dans les années 80, surtout après l'attaque du PKK à Erzurum. Le PKK avait à cette époque des recommandations plus radicales liées à sa tendance marxiste et séparatiste. Après la chute de l'URSS, ces recommandations se sont adoucies : l'organisation a quitté les idées séparatrices peu à peu et elle a commencé à insister sur les droits culturels de la population kurde. Or les années 80 sont marquées par le combat entre le PKK et l'armée turque et la question kurde est devenue taboue sous le régime kémaliste. Contrairement au sujet du port du voile qui touchait aux étudiantes, cette fois c'étaient les universitaires qui étaient contrôlés par l'Etat. Les recherches sur la question kurde sont devenues taboues dans l'espace universitaire.

Le contrôle au niveau politique qui est basé sur la logique de sécurité nationale nous renvoie à la théorie de Michel Foucault qui considèrerait les dispositifs

⁷⁸http://www.yok.gov.tr/mevzuat/mevzuat_kanun.htm

de sécurité comme les techniques de la gouvernementalité de l'Etat nation. En fait, le contrôle au niveau politique n'était pas le seul moyen de contrôler l'espace universitaire. En plus il devait être soutenu par les changements au niveau économique. YÖK était aussi un acteur majeur de ces changements.

b. Le contrôle au niveau économique

Le premier président du YÖK, Dođramacı est également le fondateur de la première université privée : Bilkent. Aujourd'hui, il est le patron de la grande holding Bilkent dans laquelle se trouvent des groupes comme Tepe et Meteksan. Meteksan est la firme qui fournit tout le matériel aux examens centraux d'ÖSYM (Centre d'Élection et Disposition d'Étudiants). Dođramacı est aussi partenaire de plusieurs autres entreprises internationales comme Metro Grossmarket, Praktiker et Cinemaxx.⁷⁹

L'intention de privatiser le terrain universitaire par l'intermédiaire d'une organisation centrale n'a pas été achevée sous la présidence de Dođramacı. Il y a eu un courant de commercialisation de l'enseignement supérieur pendant la présidence de Kemal Gürüz. En 1994 l'équipe du professeur Gürüz a offert à TÜSİAD (Association des Industriels et des Hommes d'Affaires) un rapport détaillé pour importer le modèle d'organisation américaine aux universités turques. Selon les auteurs « l'université moderne doit être considérée comme une organisation dirigée par les techniques de gestion moderne » et doit être « convenable à l'économie de marché et aux conditions de l'offre et de demande ».⁸⁰ Ils proposaient aussi de former des commissions de dirigeants à l'américain dont les membres seraient choisis par le ministère de l'éducation. On peut dire en résumé que l'intention de transformer les universités en entreprises est encore dominante chez les présidents du YÖK.

⁷⁹T.Demirer et S.Özbudun, "Çürüyen Üniversiteler ve Yeni Politik İlişki", dans **Eđitim, Üniversite, YÖK ve Aydınlar**, Ankara, Ütopya Yayınevi, 2006, p.66-68

⁸⁰**Türkiye'de ve Dünya'da Yüksek Öğretim, Bilim ve Teknoloji**, Tüsiad, 1994, p.146

Pendant la présidence d'Erdoğan Teziç la transformation de l'espace universitaire s'inspirait plutôt du modèle européen et non pas du américain. Dans cette période la Turquie est devenu un des acteurs du processus de Bologne.

Après la destruction du bloc socialiste en Europe, l'enseignement supérieur était devenu un business dans les nouveaux pays de l'ancien bloc. A cette époque, à peu près tous les pays européens, à l'exception de l'Angleterre, avaient des systèmes d'éducation centralisés et peu qualifiés par rapport aux exigences du marché. Avec le processus de Bologne, qui date de 1999 et formé par 29 pays européens, la garantie de la 'qualité' est devenu un des débats principaux dans les pays européens. La Turquie y a adhéré en 2001. L'objectif principal, déterminé par les pays participants, était de former un espace européen de l'enseignement supérieur jusqu'en 2010. A Berlin en 2003 et à Londres en 2007 on insistait encore sur la question de la qualité et il y avait 40 pays participants.

L'un des effets principaux du Processus de Bologne en Turquie est la mise en vigueur de la réglementation sur YÖDEK (L'Evaluation Scientifique et le développement de la Qualité) le 20 septembre 2005, basée sur la pétition de Berlin et d'ENQA (Européen Association for QA in HE) dont la Turquie est devenu membre le 15 Juin 2007. Selon cette réglementation, toute institution d'enseignement supérieur, sont inclus les instituts techniques, doit faire une évaluation interne chaque année.⁸¹ La principale responsabilité de cette commission est de contrôler la qualité des universités selon la stratégie du Conseil d'Enseignement Supérieur (YÖK). Quelques uns des sujets à contrôler sont : la recherche et son efficacité, la participation et la satisfaction des universitaires aux travaux institutionnels et le service social. Quant à l'organisation de la commission, elle est formée de neuf universitaires élus par l'ÜAK (le conseil interuniversitaire) et un représentant du conseil national d'étudiants. Le président du conseil, qui existe dans chaque université, formé par cette commission d'évaluation, est toujours le recteur de l'université dans laquelle il travaille. Il est impossible d'évaluer ces 'réformes' sans prendre en considération les politiques des organisations internationales sur l'enseignement supérieur. L'accent mis sur l'efficacité de la recherche fait allusion

⁸¹http://www.yodek.org.tr/download/yonetmelik_dl.pdf, le 17 Décembre 2007

au point de vue utilitaire de ces organisations qui dévalorise les recherches faites par la seule curiosité scientifique.

Le président actuel du YÖK, Yusuf Ziya Özcan, a montré son intention de privatiser dès son entrée au YÖK en décembre 2007. Selon lui, « L'Etat doit dépenser l'argent directement pour les étudiants au lieu de le consacrer aux universités »⁸². Quand il est question de « dépenser l'argent pour les étudiants », il s'agit d'attribution de bourses ; mais bien sûr aux plus méritants. Les propositions de privatisation ont eu de grands échos dans l'opinion publique. Les professeurs connus pour leurs idées démocrates et leur tendance à gauche ont commencé à parler des avantages de la privatisation dans l'enseignement supérieur.⁸³ Les discussions à propos de la privatisation ont cédé, aujourd'hui, leur place aux discussions sur le port du voile, nées à nouveau via les politiques des nouveaux recteurs, nommés par Abdullah Gül. Parce qu'après l'élection d'Abdullah Gül devenu président de la République en 2007 et la nomination de Yusuf Ziya Özcan comme le président du YÖK, le pouvoir de l'AKP avait gagné plus de puissance dans l'espace universitaire. En août 2008, les nominations inattendues de quelques recteurs par Gül sont discutées dans l'opinion publique et sont considérées encore une fois comme une menace par l'Etat de sécurité nationale.

Nous pouvons donc conclure qu'en Turquie le lien étroit entre les politiques centralistes du YÖK et les politiques néolibérales de privatisation des universités n'est toujours pas brisé et demeure un élément fort du contrôle de l'espace universitaire. Or le YÖK, qui était dès sa fondation indépendante⁸⁴ du gouvernement, est pour le moment devenu dépendant du pouvoir d'AKP. Ce changement dans les rapports du YÖK avec l'Etat de sécurité nationale peut provoquer la formation de nouvelles sortes de techniques de contrôle. La nouvelle dépendance du YÖK peut engendrer des changements structurels permanents ou peut rester comme une caractéristique de la période d'AKP. Ce sont les réformes et les politiques du nouveau YÖK qui vont éclairer ce schéma.

⁸² www.ntvmsnbc.com le 7 Janvier 2008

⁸³ B.Oran, "Bedava Üniversite Ezberi", **Radikal 2**, le 13 Janvier 2008

⁸⁴ A. İnsel, op.cit., p.77

II- LE FONCTIONNEMENT DES TECHNIQUES DE CONTRÔLE : L'EXEMPLE DES FACULTÉS DE COMMUNICATION

Le fait d'examiner le cas des facultés de communication est à la fois avantageux et désavantageux pour plusieurs raisons. C'est avantageux parce que nous pourrions nous servir de la technique d'observation pour recueillir plusieurs souvenirs intimes entre les professeurs et les assistants lorsque nous travaillons dans l'une d'elles. Ensuite, nous prenons en considération les changements intra-individuels basés quelques fois sur des raisons privées mais parfois sur des raisons professionnelles comme la perte de pouvoir administratif, etc. De plus le langage professionnel qu'utilisent les universitaires d'une discipline commune peut faciliter la mise en évidence des degrés de la violence symbolique que l'universitaire pratique dans la vie quotidienne. Donc pour un chercheur de la même discipline il serait plus facile de distinguer les termes professionnels de l'usage d'un discours quotidien et simple. En revanche, cela peut causer aussi un désavantage: la facilité à communiquer avec les termes professionnels peut influencer l'enquête et le pousser à s'exprimer professionnellement.

L'un des avantages les plus significatifs dans le choix de ce terrain pour cette recherche provient du fait que lesdites facultés ont des universitaires de diverses formations. Puisque la discipline n'est pas très ancienne en Turquie – il est à remarquer que l'usage répandu de la radio et de télévision simultanément dans la vie quotidienne s'est fait tardivement, pendant les années 1980 – à peu près tous les professeurs ont une formation différente de celle de la communication. Ce qui est le moyen d'avoir un éventail plus large du monde scientifique. Même si l'étude de cas est limitée avec la faculté de communication, il serait possible de prendre en considération l'expérience des autres disciplines et les différences dans leur fonctionnement. D'autre part, au sein des facultés de communication les étudiants et

les universitaires sont confrontés aux mécanismes de contrôle basés sur les relations avec le marché plus que les autres facultés car dans ces universités l'enseignement est autant technique que théorique. Contrairement aux facultés de droit, des sciences politiques ou de philosophie, les étudiants en communication n'ont pas beaucoup l'occasion de travailler dans des entreprises publiques et sont plutôt en contact avec le secteur des médias. Ce dilemme entre le marché et la recherche théorique orientée par la seule curiosité peut éviter de faire des études critiques sur les médias. Les prises de positions des universitaires à travers ce dilemme peuvent nous servir pour mesurer les degrés et les formes de contrôle. C'est pour cette raison que nous avons choisi comme terrain d'enquête, les facultés de communication. L'objectif est d'exposer les mécanismes propres à ces établissements sans généraliser les résultats de ce travail en formant des jugements sur l'ensemble des facultés et des universités en Turquie.

A-LE CONTROLE A L'INTERIEUR DE L'UNIVERSITE

Dans les chapitres précédents nous avons essayé de décrire les mécanismes de contrôle dans le cadre des politiques d'enseignement supérieur dans le monde entier et plus particulièrement en Turquie. Or dans un premier temps, nous avons précisé qu'il y avait des mécanismes de contrôle à l'intérieur de l'espace universitaire aussi. Nous avons vu qu'il était difficile d'afficher les critères du droit d'entrée ou de la nomination des universitaires en raison du manque de document au XIXème siècle. Au XXème siècle aussi, il y a peu de documents officiels déterminant les droits d'entrée dans l'espace universitaire.

De nos jours, en Turquie les maîtres de conférences et les agrégés sont plutôt élus par rapport à l'évaluation de leurs travaux. Or pour les assistants, qui sont au niveau le plus bas dans la hiérarchie universitaire n'ayant pas assez de travaux à évaluer, les critères deviennent ambigus. Même s'il existe des critères officiels pour l'évaluation des travaux des maîtres de conférences, la loi et les réglementations sur les responsabilités d'ÜAK restent insuffisantes pour comprendre son

fonctionnement. Cette évaluation dépend aussi du point de vue scientifique ou politique du professeur chargé par ÜAK. De plus, avec les politiques et les pratiques permanentes des directions des universités sur les activités des universitaires, les mécanismes de contrôle se diversifient et ouvrent ainsi de nouveaux champs de recherches.

Pour mieux analyser ces critères officiels et tacites propres à chaque établissement, qui forment aussi les mécanismes de contrôle à l'intérieur de l'espace universitaire et les autres pratiques permanentes des directions des universités, on peut penser que l'observation directe et les entretiens sont d'une grande importance.

1. Le cadre d'Analyse

Les politiques mondiales et nationales sur l'enseignement supérieur sont établies en Turquie par l'intermédiaire du YÖK qui jusqu'à nos jours a été supra-gouvernementale et a défendu seulement les intérêts du régime selon les différentes conjonctures politiques. Nous avons souligné que ces techniques de contrôle n'étaient pas seulement pratiquées par les membres du YÖK mais par la majorité du monde universitaire qui s'est approprié ces techniques. Dans le cadre du travail de terrain nous allons essayer d'interroger les universitaires afin de savoir comment ils s'approprient ces techniques de contrôle. Par ailleurs, nous ne supposons pas que tous les membres de l'espace universitaires obéissent à ces techniques de contrôle. Nous pensons qu'en structurant 'leur espace d'activité et leur propre ethos', les universitaires peuvent résister à ces mécanismes. L'universitaire qui résiste ne peut pas être considéré comme un individu contrôlé, discipliné ou endetté. Comment mesurer cette résistance de l'universitaire dans notre travail de terrain?

Nous appelons *facteurs externes de contrôle* tout ce qui forme les reflets des mécanismes de contrôle sur l'universitaire. Soit les politiques mondiales ou nationales soit les techniques de contrôle propres à l'espace universitaires comme le droit d'entrée, seront considérées comme des facteurs externes de contrôle. Il est possible d'y inclure les effets du système néolibéral et l'adaptation de la recherche

aux exigences de la Banque Mondiale ou aux critères du processus de Bologne autant que les politiques de privatisation ou la logique de l'Etat de sécurité nationale appliquées par le YÖK. Il nous faut seulement la présence d'une réglementation ou tout simplement d'une politique permanente de la direction de la faculté ou de l'université. Afin de d'identifier un facteur externe de contrôle il faut qu'il y ait une permanence dans le fait de contrôler que ça soit sous la forme d'une réglementation ou des pratiques continues de la direction. La raison pour laquelle nous utilisons le qualificatif 'externe' c'est que tous ces facteurs sont présents dans l'espace universitaire, que les universitaires construisent ou non leurs propres espaces d'activités. Ils sont indépendants des espaces d'activités construits par chaque universitaire d'une manière *sui generis*. Alors les facteurs externes de contrôle sont qualifiés comme tels en raison de leurs rapports avec l'universitaire. Nous avons catégorisé ces facteurs externes de contrôle afin de distinguer les mécanismes de contrôle basées sur les politiques mondiales et nationales de l'enseignement supérieur de celles basées sur le fonctionnement intérieur de l'espace universitaire (les critères du droit d'entrée, la structure politique de l'institution, etc.) Afin de voir les effets des mécanismes de contrôle qui proviennent de l'extérieur de l'université nous avons décidé d'analyser les facteurs de contrôle qui pèsent sur les travaux scientifiques: comment font-ils le choix du thème? Avec quelles motivations accomplissent-ils leurs travaux? Subissent-ils ou non des restrictions idéologiques?

Les motivations d'un universitaire pour faire un travail scientifique, le processus de ce travail, les manières et les habitudes de l'universitaire pendant ce processus et enfin son choix de thème et sa problématique peuvent nous donner une idée sur le degré de contrôle qu'il subit. Le travail scientifique constitue l'un des axes de recherche de notre travail pour analyser les habitudes scientifiques de l'universitaire. Si le travail de terrain était réalisé dans une faculté d'ingénierie ou de médecine, les censures de l'Etat de sécurité nationale ne seraient pas importantes pour la recherche scientifique de l'universitaire alors qu'elles seraient d'une importance cruciale pour un sociologue ou un historien.

Notre deuxième axe de recherche sera l'interaction institutionnelle. Le comportement de l'universitaire par rapport aux critères du droit d'entrée, la structure politique dominante de l'institution, sa place dans la hiérarchie universitaire

et les rapports avec l'autorité administrative, la concurrence entre les collègues et toutes les autres activités qui ne sont pas scientifiques, déterminent le cadre de l'interaction institutionnelle. Le droit d'entrée peut apparaître comme un élément qu'il aurait fallu placer dans l'axe du travail scientifique car ce sont les travaux scientifiques du candidat qui seront pris en considération par les professeurs. Or décider du droit d'entrée d'un candidat est plus une affaire administrative que scientifique parce que le professeur décidant du droit d'entrée, ne fait pas de production scientifique ; il ne fait qu'une évaluation basée à la fois sur les critères personnels et les critères officiels.

Tableau 1.1. Les Facteurs Externes du Contrôle

Les Facteurs Externes du Contrôle	
a- Les Facteurs influents sur le travail scientifique	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>L'accent mis sur 'l'innovation' et le pragmatisme dans la recherche de réglementations de l'université</i> ➤ <i>Les relations institutionnelles ou personnelles avec le secteur des médias</i> ➤ <i>La logique de l'Etat de Sécurité dominante dans la direction de l'université</i> ➤ <i>Etc.</i>
b- Les Facteurs influents sur l'interaction institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>La structure politique de l'institution et des cadres administratifs</i> ➤ <i>Les critères du droit d'entrée</i> ➤ <i>Les directives sur le personnel universitaire</i> ➤ <i>Les conditions et le fonctionnement du travail quotidien</i>

Les facteurs deviennent « internes » quand ils sont appropriés par l'universitaire. Comment distinguer l'universitaire qui s'approprie ces facteurs de celui qui ne se les approprie pas ? L'universitaire adopte ces facteurs n'a pas d'approche critique sur ces facteurs. Il les considère comme le principe de son propre assujettissement –au sens utilisé par Foucault. Il n'interroge pas la raison d'être de ces facteurs. Un tel universitaire n'a plus besoin de structurer son propre espace

d'activité et son propre ethos. Dans ce cas les facteurs externes de contrôle présents dans l'espace universitaire deviennent *les facteurs internes de contrôle* pour cette universitaire parce que ces facteurs deviennent aussi valables dans son propre espace d'activité. Nous pouvons alors dire que lorsque les limites entre l'espace universitaire et l'espace d'activité propre à un universitaire deviennent flous, les facteurs de contrôle deviennent internes et l'individu devient contrôlé. Quand nous parlons de l'individu contrôlé, il faut rappeler que l'individu contrôlé n'obéit pas seulement aux règles et aux restrictions de l'espace où il se trouve puisqu'il n'est pas enfermé dans cette espace. Les mécanismes de contrôle sont rependus dans toute la société mais ce que nous souhaitons étudier ici, c'est le comportement dans l'espace universitaire. Alors nous acceptons que les facteurs qui forment le contrôle sur l'individu ne proviennent pas toujours de l'espace universitaire. Parfois, les statuts familiaux, économiques ou sociaux ont plus de poids sur l'individu contrôlé. En prenant en considération tous ces facteurs nous nous concentrons sur les activités de l'universitaire dans l'espace universitaire.

Afin de mieux saisir si l'universitaire a vraiment approprié *les facteurs externes de contrôle* ou bien, s'il se comporte conformément aux règles de l'institution sans se les approprier – sans y croire comme des principes idéaux de la vie universitaire, autrement dit, sans les rendre le principe de son propre assujettissement- il nous faut aussi décrire l'espace d'activité propre à cet universitaire et son ethos. Il faut encore une fois souligner que cette espace d'activité propre à l'universitaire peut se répandre aux autres espaces, en dehors de l'espace universitaire, puisque l'universitaire/l'individu n'est pas enfermé dans cette institution. Mais ce qui nous intéresse, c'est le point d'intersection de cet espace d'activité propre à l'universitaire avec l'espace universitaire.

Nous appelons *les techniques de refus*, toutes les activités et les stratégies construites par l'universitaire pour former son propre espace d'activité et son propre ethos. Ces *techniques de refus* peuvent être *individuelles* – comme le fait de retarder les tâches administratives pour s'occuper des tâches scientifiques – ou bien *organisées* – comme la participation à des activités syndicales etc.

Tableau 1.2 Les Techniques de Refus Organisées et Individuelles

<i>Les techniques de Refus</i>	<i>Organisées</i>	<i>Individuelles</i>
<i>a- Dans la recherche</i>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Activités Syndicales (Education)</i> ➤ <i>Engagement politique ou social</i> ➤ <i>Autres activités collectives organisées avec les collègues ou avec d'autres groupes</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Travail scientifique sur des sujets qui ne sont pas appropriés à la logique de l'Etat de sécurité nationale</i> ➤ <i>Autres sortes de recherches non-scientifiques</i> ➤ <i>Etc.</i>
<i>b-Dans l'interaction institutionnelle</i>		<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>absence de respect pour la hiérarchie</i> ➤ <i>retarder les affaires administratives</i>

En définissant les facteurs externes et internes de contrôle et les techniques de refus, nous projetons d'exposer les moyens de briser les mécanismes de contrôle dans l'espace universitaire. Notre but n'est donc pas de faire le portrait de l'idéal type de l'universitaire ou de les catégoriser selon les différents variables –comme le statut économique de la famille, le sexe, l'âge etc.- mais de mettre en scène tous les moyens possibles pour briser le contrôle. Nous ne nions pas l'importance de ces variables mais nous consacrons aussi une grande importance à l'interaction. Par exemple le fait de participer à une manifestation, en sachant que ce n'est pas autorisé pour les universitaires en Turquie, peut être un moyen de briser ce contrôle mais il n'est pas une caractéristique de l'universitaire qui forme son habitus. Il existe des activités réalisées au sein de différentes interactions qui ne peuvent pas être expliquées par le sexe ou par l'âge. Les interactions quotidiennes nous intéressent autant que l'habitus de l'universitaire. Dans ce cadre nous allons profiter d'une approche mixte qui ne se prive ni des structures ni des interactions.

2. La méthodologie

Pierre Bourdieu, un des sociologues les plus critiqués par les interactionnistes, a reformulé la notion d'«*habitus*» en la replaçant dans des rapports de forces et des rapports de sens. L'une des raisons principales pour laquelle sa méthode est appelée 'le constructivisme structuraliste', est le lien qu'il souligne entre l'*habitus* et le champ: « le principe de l'action historique, celle de l'artiste, du savant ou du gouvernant comme celle de l'ouvrier ou du petit fonctionnaire, n'est pas un sujet qui s'affronterait à la société comme à un objet constitué dans l'extériorité. Il ne réside ni dans la conscience ni dans les choses mais dans la relation entre deux états du social, c'est à dire, l'histoire objectivée dans les choses, sous forme d'institutions et l'histoire incarnée dans les corps, sous la forme de ce système de dispositions durables que j'appelle *habitus*⁸⁵ ». Le principe du monde social est donc chez Bourdieu, la rencontre du corps et des choses. Ce qui est continu dans la relation entre ces deux éléments, est l'appropriation des choses: les traditions, les règles de la vie sociale – l'extériorisation de l'intérieur – la personnalité de l'agent. Chaque champ est en même temps un champ de forces et un champ de luttes. Et il existe aussi un champ de pouvoir où les détenteurs de différents pouvoirs s'affrontent.

En ce qui concerne notre champ de recherche nous constatons certains parallélismes entre les notions d'«espace d'activité propre à un individu» et le «champ de lutte». On peut penser que leur point commun c'est d'être la preuve de la lutte de l'individu contre toute sorte de pouvoir. Or elles se différencient par rapport à la définition du pouvoir de Foucault et de Bourdieu, toutes deux différentes. La définition de Bourdieu fait toujours référence à la possession de différents types de capitaux (culturel, économique, etc.). Pour Foucault, le pouvoir n'a pas toujours un sens négatif et il se distingue de la domination. Alors il serait possible de dire que pour structurer son propre espace d'activité l'individu n'est pas obligé de lutter contre une sorte de pouvoir. Or on peut penser qu'au contraire, afin de faire parti d'un champ de lutte, l'individu doit lutter contre un certain pouvoir.

⁸⁵P. Bourdieu, *Leçon sur la leçon*, Paris, Minuit, 1982, p. 37-38

Le fait d'accorder une prédominance aux structures – à celles que l'on a dans la tête et à celles qui sont dans les institutions- a conduit Pierre Bourdieu à négliger le poids des interactions du face à face dans le processus de construction de la réalité sociale.⁸⁶ Pour lui les interactions cachent les structures qui s'y réalisent et ne constituent que « l'actualisation conjoncturelle de la relation objective »⁸⁷. Or, c'est impossible de nier les critiques faites à Bourdieu par d'autres sociologues contemporains qui eux ne négligent pas l'importance des interactions et de l'observation de la vie quotidienne comme Jean-Claude Kauffman⁸⁸ et Bernard Lahire⁸⁹. Ces deux chercheurs sont les représentants d'un nouveau courant de recherche en France, basé sur la pluralité de l'acteur social. Kaufmann rappelle que les sources d'où nous tirons nos apprentissages sont diverses : la famille, l'école, le travail, les médias, etc. Bernard Lahire, souligne en particulier que la famille est aujourd'hui rarement un espace de socialisation homogène, mais un assemblage plus composite⁹⁰ qui réunit un père analphabète, une sœur à l'université etc. De même, au cours de sa socialisation, l'individu vit des expériences variées. Cela forme un stock de dispositions qui au gré des interactions entre les personnes, sont activées ou mises en sommeil. Lahire refuse l'idée que le passé vécu par chaque individu ait une influence systématique sur le comportement présent et interroge les habitudes sociologiques, c'est à dire celles:

- d'agréger les gens dans des groupes ou des catégories basés sur les propriétés communes
- de lister les traits les plus fréquemment attachés statistiquement à ces groupes ou à ces catégories
- et de broser un portrait idéal typique du groupe et de sa culture.⁹¹

Selon Lahire, « l'individu est un fait à conquérir et à construire et non à «enregistrer» comme une simple évidence »⁹² et « les catégorisations et les typifications sociologiques ont des fondements (et des limites) politiques (...) Par

⁸⁶P. Corcuff, **Les Nouvelles Sociologies**, Paris, Nathan, 1995, p.41

⁸⁷P. Bourdieu, S. Bouhedja et C. Givry, "Un contrat sous contrainte" dans **Actes de la recherche en sciences sociales**, no 81-82, Mars 1990, p.34

⁸⁸J.C. Kaufmann, "Rôles et Identités: l'exemple de l'entrée en couple", dans **Cahier Internationaux de Sociologie**, 1994

⁸⁹B. Lahire, **L'Homme pluriel**, Paris, Nathan, 1998

⁹⁰P. Corcuff, "Respect Critique", dans **Sciences Humaines**, numéro spécial, L'œuvre de Pierre Bourdieu, 2002, p. 65

⁹¹B. Lahire, "Catégorisations et Logiques Individuelles: les obstacles à une sociologie des variations intra-individuelles", dans *Cahier Internationaux de Sociologie*, Vol. CX, 2001, p.73

⁹²**Ibid**, p.75

exemple, l'oubli, pendant très longtemps, dans la sociologie d'enquête de la variable sexe et l'importance actuelle de cette même variable, n'est pas sans lien avec le produit des mouvements et des luttes féministes et la prise de conscience *publique* des différences de socialisation et de conditions de vie entre hommes et femmes dans nos sociétés»⁹³. Lahire propose ne pas nier les variations intra-individuelles: « Lorsque le sociologue croise habituellement des catégories (socioprofessionnelles, sexuelles, d'âges...) avec des pratiques, préférences, goûts, etc., il privilégie une logique de variations inter-catégories. Lorsqu'en revanche il constitue des profils culturels individuels un tant soit peu complexes (individu qui fait ci *et* ça, qui aime ci *mais* aime *aussi* ça, qui aime ceci *mais* déteste *en revanche* cela...), alors il préserve les données individuelles de son enquête et saisit des variations intra-individuelles.»⁹⁴

Bourdieu et Lahire, deux sociologues qui se situent à deux pôles opposés de cette discussion sociologique et dont les travaux sur le système d'éducation ont eu d'importants échos dans le monde universitaire, seront les deux axes de notre approche mixte. Nous essaierons de prendre en considération et d'utiliser selon le cas, les différentes techniques de ces deux sociologues.

Dans l'espace universitaire, il est possible d'observer plusieurs sortes de rencontres entre plusieurs corps comme professeurs-assistants, professeurs-étudiants, assistants-étudiants, assistants-assistants et professeurs-professeurs. En nous intéressant à l'interaction entre l'assistant et le professeur, nous essaierons de faire une observation du point de vue du professeur, qui a plus de pouvoir par rapport à l'assistant; nous verrons si celui-ci utilise son pouvoir pour fortifier ce champ de forces ou pour créer là-bas un champ de lutte. D'autre part nous essaierons de montrer comment les assistants se situent dans ce champ. Sont-ils toujours dominés ou dominant-ils aussi? Suivant la structure hiérarchique, comment se comportent-ils entre eux et comment prennent-ils position par rapport aux professeurs ou au doyen? Nous nous pencherons particulièrement à ce que disait Bernard Lahire et nous essaierons d'observer les comportements des universitaires, sans faire de catégorisations structurales ou déterministes, dans plusieurs champs ou dans plusieurs domaines d'action comme l'organisation des conférences afin de voir par

⁹³Ibid, p.67-68

⁹⁴Ibid, p.70

exemple l'esprit d'équipe, la recherche, l'enseignement et les engagements sociaux ou politiques dans la vie privée, etc.

Cependant, « les indicateurs » de *capital hérité* ou *acquis*, comme le métier du père, le lieu de naissance, le sexe, la religion, le statut matrimonial, le nombre d'enfant, la résidence, que Bourdieu propose⁹⁵ ne peuvent pas être complètement exclus de notre recherche. Bien que ces catégories ne puissent pas indiquer ou déterminer tel comportement de l'universitaire, il faut prendre en considération toutes les structures qui peuvent avoir différentes influences sur les variations intra-individuelles des acteurs.

3. Les techniques de recueil

Contrairement aux questionnaires à choix multiples faits sur les grandes populations en utilisant un échantillon représentatif, des entretiens approfondis sont plus favorables pour observer de petits groupes, voire les individus. Les questionnaires à choix multiples risquent de porter des qualifications artificielles à cause de la grandeur du nombre de participants et de son arrangement. Dans ces types de recherche, même si l'observation existe, elle n'est guère approfondie. D'autre part dans les entretiens approfondis, le contenu et les détails sont plus importants que la grandeur de l'échantillon.⁹⁶ Dans notre travail de terrain nous avons essayé de comprendre la nature et le contexte social des comportements (comment la pensée change-t-elle? Comment les événements sont-ils mis en place? Dans quelles conditions propres à la nature des acteurs? etc.) Dans un tel type de recherche qualitative, il est plus important de montrer comment les gens pensent, comment ils agissent et de mettre en cause tous ces actes dans le contexte social.⁹⁷

Dans sa typologie des techniques de recueil, Denzin⁹⁸ souligne que la meilleure technique de recueil pour des recherches sur les organisations est

⁹⁵ P. Bourdieu, *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984, p.253-257

⁹⁶ M. Duverger, *Sosyal Bilimlere Giriş*, Ankara, Bilgi, 1999, p.245.

⁹⁷ R.K. Schutt, *Investigating the Social World. The Process and Practice of Research*, Pine Forge Press, 2006, p.313.

⁹⁸ N.K. Denzin, *The Research Act: a Theoretical Introduction to Sociological Methods*, New York: McGraw-Hill, 1978, p.30

l'entretien. Les entretiens approfondis respectent une esquisse de thèmes prédéterminés suivant laquelle des questions cohérentes entre elles sont posées aux membres d'un groupe choisi. Contrairement aux enquêtes pré-structurées, les entretiens sont formés de questions ouvertes et durant ces entretiens les questions spécifiques peuvent varier. L'objectif est de former un cadre détaillé sur les comportements ou les activités des interviewés en partant de leurs discours. Avec cette technique, le chercheur doit prendre en considération la multiplicité des réponses que l'enquêté peut donner aux questions et suivre un plan de sondage pour arriver à l'objectif final, au lieu de former un questionnaire.⁹⁹

Dans le choix de corpus, nous avons considéré plusieurs éléments qui pourraient devenir *les facteurs externes du contrôle* pour certaines universités. En Turquie, il existe au total 77 universités publiques et privées. Il existe 26 facultés de communication au sein des universités.¹⁰⁰ Notre échantillon est formé de 6 facultés de communication dont une privée et cinq publiques.

B-L'ANALYSE

Pendant le travail de terrain, nous avons dû garantir l'anonymat des enquêtés car bon nombre ont demandé, au début de l'entretien si nous allions afficher leurs prénoms et noms dans ce travail. Ils préféraient, de manière générale, ne pas être nommés. C'est pourquoi nous avons fait une codification suivant laquelle les interviewés sont énumérés et codifiés par les trois premières lettres de leurs universités.

Parfois ce sont les règlements sur les critères de nomination ou de promotion – l'Université d'Ankara et d'Istanbul – qui ont déterminé notre choix ; parfois la direction par les hommes d'affaire - l'Université de Bilgi. L'université de Konya est parmi les universités choisies, en raison du grand nombre d'universitaires ayant signé la pétition défendant le droit du port du voile. L'influence de la communauté de

⁹⁹R.K.Schutt, *op.cit.* p.325.

¹⁰⁰www.yok.gov.tr

Galatasaray issue du lycée Galatasaray –*Mekteb-i Sultani*- soit dans le processus de la fondation soit dans le fonctionnement actuel de l'Université de Galatasaray et les pratiques hiérarchiques à l'Université de Marmara sont les raisons pour lesquelles elles ont trouvé leur place dans le corpus. Pendant le travail de terrain nous avons clairement remarqué que certains de ces éléments étaient valables pour d'autres universités aussi, certains ne risquent pas de devenir un *facteur externe de contrôle*, etc. Par ailleurs, nous avons également remarqué que chaque université a ses propres *facteurs externes de contrôle* malgré les similitudes existantes. Le fait d'être le produit d'une même société peut être la raison principale de ces similitudes. Les techniques de refus changent de formes selon l'université dans laquelle l'universitaire travaille. Nous avons donc essayé d'étudier les données récoltées grâce au travail de terrain et nous avons essayé d'interpréter les similitudes et les attitudes générales.

1- L'université d'Istanbul: La question du 50 D

La Faculté de Communication de l'Université d'Istanbul est l'une des facultés où les pratiques de l'article 50 D de la loi 2547 sont fréquemment utilisées. Selon cette loi, il existe deux moyens de nommer les assistants chargés de recherche. Le premier prend sa base dans l'article 33 A de la même loi qui dit que: « Les assistants chargés de recherche sont des assistants de l'enseignement supérieur qui aident aux activités de recherche, d'analyse et d'expérimentation et qui accomplissent les autres tâches ordonnées par les responsables.» Ils ont le droit d'être nommé pour trois ans au maximum mais leurs contrats peuvent être renouvelés.¹⁰¹ En général, en Turquie, les assistants, nommés selon cet article, n'ont pas de problème de sécurité de travail. Quelques fois ils sont menacés d'être licenciés par les doyens ou bien par leur chef de département mais leurs contrats sont en général renouvelés. Or la même chose n'est pas valable pour les assistants nommés selon l'article 50 D. Il n'existe même pas de définition de leur tâche. Ils sont « des étudiants, qui, peuvent profiter des bourses alors qu'ils peuvent être nommés, chaque fois pour une période de deux semestres, aux cadres des assistants de l'enseignement supérieur ». Le fait d'être des

¹⁰¹ http://www.yok.gov.tr/mevzuat/mevzuat_kanun.htm

assistants boursiers, n'est pas une spécialité de l'enseignement supérieur en Turquie. Le problème provient du fait qu'en Turquie ces mêmes assistants risquent d'être chargés de toutes sortes de travaux administratifs, voire des affaires personnelles des professeurs dont ils sont assistants, puisque leur tâche n'est guère définie par la loi.

Le problème du 50 D n'existe pas uniquement pour les assistants de la faculté de communication mais pour tous les assistants de l'université. De grandes manifestations ont été réalisées dans les trois grandes villes de Turquie pour revendiquer la sécurité du travail de ces assistants le 13 mai 2007. A Istanbul, Eylem Özdemir, un assistant de l'université d'Istanbul, a énoncé les demandes des assistants et a lu le communiqué de presse.¹⁰² L'article 50 D demeure donc un véritable problème pour les assistants de cette université ce qui nous permet de le catégoriser comme un *facteur externe de contrôle* à la fois sur la recherche et sur l'interaction institutionnelle.

Nous avons remarqué que pour les assistants de la faculté de communication ce facteur externe de contrôle pèse plus sur l'interaction institutionnelle que la recherche. Dans l'échantillon de cette faculté on trouve trois assistants : IST 1, IST 3 et IST4. IST 2 et IST 5 sont des maîtres de conférences et pendant leurs périodes d'assistance elles ne se sont jamais confrontées à un tel modèle de recrutement. Nous leur avons demandé quels étaient les moyens de répression dans l'espace universitaire. Le point commun entre les réponses des trois assistants était l'article 50 D.

IST 1, qui vient d'une famille de classe moyenne, habite avec son époux, assistant lui aussi, dans un quartier modeste d'Istanbul. Elle travaille dans cette faculté depuis 6 ans et elle est la première assistante de la faculté de communication qui a commencé à lutter contre l'article 50 D d'une manière organisée avec les assistants des autres facultés et des autres universités. Elle est membre d'un syndicat de tendance gauche. Elle a été membre du parti SDP du même bord politique. Son approche critique envers le système d'enseignement supérieur se cristallise dans son opposition contre le 50 D mais ce n'est pas seulement cette opposition qui nous fait remarquer son propre espace d'activité.

¹⁰²http://www.egitimsenankara2.org/index.php?option=com_content&task=view&id=197&Itemid=60

Tableau B.1.1. Les Facteurs Externes du contrôle sur l'interaction institutionnelle

UNIVERSITE D'ISTANBUL	Les Facteurs Externes du contrôle sur l'interaction institutionnelle
IST1	Nous voyons ici, dans cette faculté un tout petit reflet du YÖK, l'institution qui est la cause principale du processus de la dépolitisation et de la transformation des universitaires en employés. Le problème des assistants avec le 50 D s'y ajoute. (...) Nous nous transformons en assistants employés. D'ailleurs personne n'est conscient de ses droits personnels. Tous sont reconnaissants, et essaient de mener leurs affaires par l'intermédiaire des relations personnelles. Personne ne devient docteur tout seul, mais on lui accorde son titre de docteur ! Personne ne devient maître de conférences mais on lui accorde ce titre. Vu que tout se déroule toujours de la même manière, les assistants essaient toujours de résoudre leurs problèmes en se réconciliant avec l'administration et les responsables. Or ce n'est pas la peine. Tout le monde a des droits qu'on retrouve dans la loi. Si on les connaît, on n'hésite pas à partir à la manifestation à cause de la peur d'être licencié. Si vous êtes embauchés grâce au 50 D, c'est comme s'il y a toujours un bâton au dessus de votre tête. Vous risquez de vous faire taper à tout moment. On nous donne souvent ce message : « Si vous vous disputez avec nous pendant que vous faites votre doctorat ici, vous risquez d'être chassé! ». Ça, c'est le problème le plus important de tous les assistants.
IST 2	Je n'ai pas trop de problèmes avec les dirigeants. Parfois j'ai de problèmes sur le programme scolaire mais pas sur autre chose.
IST 3	Au début de la carrière tu es influencé par cette menace du 50 D. D'ailleurs, on n'ose pas beaucoup parler lorsqu'on est nouveau quelque part. Mais je pense que cela est lié à la personnalité et aux occasions. Ceux qui ne sont pas soutenus par leurs familles au niveau financier et ceux qui n'ont pas d'expérience sectorielle restent plus passifs. Moi j'ai travaillé longtemps dans le secteur. Mais les périodes de passage –de master au doctorat- sont dures. Moi je travaillais au rectorat et j'ai entendu une fois le recteur dire : « Si vous ne faites pas ces choses (administratives ou quelques fois personnelles) vous serez licencié. »
IST 4	Ils peuvent nous charger très facilement des affaires administratives même s'il n'y a pas un tel règlement officiel parce qu'ils ont le droit de nous licencier s'ils le veulent dans le cadre du 50 D. Il y a aussi une limite d'âge. C'est pourquoi il y a eu des personnes qui ont fait leur master et qui n'ont pas pu commencer la recherche doctorale. Ceux-ci ont perdu leurs travaux. Sur ce point tout est sous le contrôle des dirigeants.
IST 5	Personne ne nous encourage à faire des travaux scientifiques. Les affaires administratives ont toujours pesé plus ici. Pour moi le problème essentiel c'est ça.

Elle écrit des articles non scientifiques sur le cinéma et participe aux projets de documentaire et court-métrage. Le souci de « partager le savoir avec le plus de gens possible »¹⁰³ est remarquable chez IST 1. Nous voyons que son propre espace d'activité ne reste pas limité à l'espace universitaire. Le fait de trouver d'autres exemples d'opposition dans son passé nous montre que son comportement n'est pas lié à une interaction. Les termes qu'elle utilise dans son discours et ses phrases exclamatives sont les signes de sa caractéristique opposante. Elle s'exprime à propos de la pression dans le milieu du travail comme ci-dessous:

¹⁰³Entretien fait avec l'enquêté IST-1, İstanbul, 02.04. 2008

« Les assistants ont des problèmes d'horaires. (...) On fait du contrôle. Il y avait une fiche de signature ! Dieu merci il n'y en a plus maintenant. On a beaucoup lutté pour cela. Depuis 2 ans il n'y a plus de fiche. Mais le doyen fait des promenades devant nos bureaux. Il m'a envoyé deux fois des avertissements écrits. J'ai écrit ma réponse en précisant que j'étais à la bibliothèque au moment de sa promenade. Quand il a lu ma réponse, il m'a dit que ce n'était pas une excuse et que je devais me trouver dans mon office entre 9 heures et 17 heures. (...) Notre université est dirigée comme une caserne.»¹⁰⁴

Nous pouvons dire que pour IST 1, les facteurs externes de contrôle ne se sont pas transformés en des facteurs internes de contrôle puisqu'elle a pu structurer son propre espace d'activité. Ce n'est pas seulement le résultat d'être syndiquée ou organisée mais c'est aussi le résultat d'éloigner le plus possible ce facteur externe de contrôle de son espace propre. En réalité, le fait d'être membre d'un syndicat de gauche n'explique pas tout; elle fait des efforts pour former cet espace d'activité qui lui est propre, aussi au niveau individuel: « Etre syndiquée, ne me cause pas de problèmes pour le moment mais si on pense aux attitudes apolitiques des gens de cette faculté, ça pourrait en causer. Mais moi, je m'en fiche. Jamais je ne prends en considération ce genre d'attitudes pour décider ce que je ferai. Ça ne m'a pas empêché d'aller aux manifs. Au cours de la dernière manifestation il y avait une réunion. Mais j'y suis allée quand même avec demi-heure de retard. J'essaie d'organiser mon horaire. »¹⁰⁵ *La réorganisation de ses horaires afin de consacrer plus de temps à la recherche et aux manifestations devient ici une technique de refus individuelle pour IST 1.* Grâce à cette technique de refus elle peut structurer son espace d'activité et son ethos personnel. Or nous ne pouvons pas observer les mêmes techniques de refus chez les autres assistants.

IST 4, issue d'une famille de classe moyenne, est célibataire et habite avec ses parents dans un quartier modeste d'Istanbul, à Üsküdar. Elle travaille dans cette faculté depuis 6 ans aussi. Nous remarquons chez elle, un discours critique envers l'article 50 D mais pas envers le système d'enseignement supérieur. En effet, elle défend la nécessité d'une organisation comme le YÖK et elle le considère comme le garant de l'homogénéité dans l'espace universitaire. Quand nous lui demandons son approche politique, elle se présente comme elle-même « la fille pro-CHP d'une famille pro-CHP, une kémaliste ». Elle soutient donc, comme CHP avoue-t-elle, les politiques du YÖK interdisant le port du voile dans l'espace universitaire. Quant à son

¹⁰⁴Entretien fait avec l'enquêté IST-1, Istanbul, 02.04. 2008

¹⁰⁵Entretien fait avec l'enquêté IST-1, Istanbul, 02.04. 2008

comportement envers le 50 D, grâce à son amitié avec IST 1 elle a commencé à s'apercevoir de la nécessité de s'organiser autour de cette question. Elle est devenue membre du groupe de messagerie dans lequel on discute sur Internet à propos de la question du 50 D et on organise les manifestations. Or dans son passé il n'y a pas d'exemple d'une telle opposition contre la direction : « Pour le moment je n'ai pas de problème avec la direction. Mais au début le fait d'être nommé par le 50 D influençait mes décisions. Je n'ai pas pu contester le fait d'être chargé au rectorat parce qu'on était nommé par le 50 D. »¹⁰⁶ Le manque de technique de refus individuelle chez IST 4 devient plus visible dans son discours sur la recherche scientifique :

Puisque votre contrat se renouvelle chaque année vous êtes obligés d'écrire plusieurs articles. Vous êtes obligés de faire des projets qui vous feront gagner des points. A la fin du semestre le conseil scientifique vous apprécie ou non selon vos travaux. Ce n'est pas sûr qu'on renouvelle votre contrat. Ils peuvent vous chasser. Ils peuvent utiliser cela comme un moyen de menace sur vous.¹⁰⁷

En fait, il n'existe ni réglementation ni pratique appliquées par la direction ordonnant le licenciement d'un assistant qui ne fait pas de production scientifique dans cette faculté. Même si les contrats sont renouvelés chaque année le contrôle sur les travaux scientifiques n'est pas tellement dur. Les autres assistants n'ont pas le même souci sur la recherche scientifique. IST 4 aime son métier, mais le sentiment d'être obligée de faire un travail scientifique dans des périodes régulières et strictes afin de ne pas être licencié montre qu'elle a approprié ce facteur externe de contrôle. Elle s'est disciplinée pour faire une production scientifique même si elle n'est pas toujours contente de son résultat. Elle se plaint de ne pas pouvoir consacrer assez de temps à ses travaux. Les affaires du secrétariat et les autres responsabilités administratives l'empêchent de travailler comme elle veut. Ce qui nous fait penser que son opposition à l'article 50 D est plutôt liée aux interactions qu'elle a avec des amis opposants mais que ça ne fait pas parti de son habitus. Alors nous pouvons aussi dire qu'elle n'a pas pu structurer son propre espace d'activité du moins sur le plan de l'interaction institutionnelle.

IST 3, le dernier assistant de cet échantillon habite dans un quartier riche d'Istanbul, à Florya, seul et il est le propriétaire de son appartement. Il est célibataire et issu d'une famille de classe moyenne mais dont le statut économique est un peu

¹⁰⁶ Entretien fait avec l'enquêté IST 4, Istanbul, 02.04.2008

¹⁰⁷ Entretien fait avec l'enquêté IST 4, Istanbul, 02.04.2008

plus élevé par rapport aux familles des autres assistants. L'accent qu'il met donc sur le soutien financier de sa famille, est l'une des raisons de son comportement insouciant envers la question du 50 D. Bien qu'il se plaigne des effets de l'article 50 D et des mauvaises expériences qu'il a vécu au début de son assistance, il défend la présence d'un tel article :

Quand vous observez les motifs qui ont provoqué ce changement dans la loi, vous pouvez comprendre la logique de la présence de cet article: ceux qui sont embauchés selon l'article 33 A ne viennent pas beaucoup à l'université, travaillent dans des autres entreprises, ne font aucun effort pour être promus dans leur carrière et essaient ainsi d'être retraités. Or dans la pratique à cause du mauvais traitement, cet article 50 D a été transformé en l'épée de Damoclès. C'est un facteur de menace sur les assistants.¹⁰⁸

Selon IST 3 ce n'est pas la logique d'un tel article mais c'est la logique des dirigeants qui abuse de son fonctionnement dans l'espace universitaire. Nous voyons que son point de vue critique est limité sur les effets de l'article. Il ne fait pas de critique sur le système d'enseignement supérieur et il est aussi d'accord avec les politiques du YÖK. Il n'a pas pu se structurer un espace propre d'activité. L'expression qu'il utilise en parlant de ses réactions envers les pratiques du 50 D expose mieux son attitude: « Tu feras ce qu'ils veulent jusqu'à ce qu'ils te fassent ce qu'il te faut.»¹⁰⁹ Dans son discours nous ne remarquons aucune intention d'opposition contre le 50 D. Il est convaincu que le vrai problème de l'espace universitaire c'est la bureaucratie qui empêche les universitaires de s'occuper d'autres activités commerciales :

L'université n'est pas un lieu où on peut briser la routine. Ce qui fournit la continuité de cette routine c'est la bureaucratie. Tout le monde est qualifié ici, les gens ont la capacité de faire des affaires qui lui apporteront des gains supplémentaires. Par exemple on pourrait publier une revue si la bureaucratie ne l'empêchait pas. (...) La bureaucratie apaise les affaires et vous devez vous adapter au groupe, si vous ne le faites pas vous pouvez avoir des problèmes.¹¹⁰

Nous constatons dans ce dernier discours que l'interviewé ne considère pas l'université comme un champ de lutte. S'il s'agissait de lutter contre cette bureaucratie, nous pourrions alors dire qu'il essayait de structurer son propre espace d'activité contre un facteur externe de contrôle. Or cette critique est basée sur son intérêt pour des affaires commerciales. Il est possible de dire que cette critique de la

¹⁰⁸ Entretien fait avec l'enquêté IST 3, Istanbul, 02.04.2008

¹⁰⁹ Entretien fait avec l'enquêté IST 3, Istanbul, 02.04.2008

¹¹⁰ Entretien fait avec l'enquêté IST 3, Istanbul, 02.04.2008

bureaucratie provient du pragmatisme de l'interviewé. Ce souci financier a déterminé les choix professionnels d'IST 3 aussi dans son passé. Il avoue lui-même avoir quitté sa carrière de journaliste afin d'avoir un salaire régulier, sans avoir de passion scientifique. Il est possible de dire que cette absence d'approche critique envers le YÖK provient d'un parallélisme entre les intérêts personnels de l'interviewé et les politiques du YÖK.

IST 2 qui travaille depuis 9 ans dans cette faculté comme le maître de conférences, habite avec son époux architecte dans un quartier modeste d'Istanbul, à Göztepe. Elle est issue d'une famille de classe moyenne: son père est commerçant et sa mère est couturière. Bien qu'elle ait se place à gauche d'un point de vue politique et qu'elle reproche aux institutions d'avoir été construites par le coup d'Etat, elle n'a pas une approche critique envers le YÖK: « Ce qui est idéal c'est l'autonomie des universités mais elles ont une structure tellement convenable, à être orientée par certaines idéologies. C'est le cas maintenant (la période de Yusuf Ziya Özcan), dans la période de Teziç ce n'était pas comme ça. »¹¹¹ Selon elle, cette autonomie ne peut être réalisée que dans le cas où il n'y a plus de menace sur la République turque. Nous observons dans son discours les reflets de la logique d'Etat de sécurité nationale. Elle apparaît nettement lorsqu'elle parle « du mouvement réactionnaire géré par le pouvoir AKP et soutenu par des forces étrangères. »¹¹² Cette logique de l'Etat de sécurité nationale, ne forme peut être pas un facteur externe de contrôle dans cette faculté de l'université d'Istanbul : aucun des interviewés n'a parlé d'un tel facteur. Alors nous ne pouvons pas dire que IST 2 a transformé cette logique en un facteur de contrôle interne parce qu'elle n'a pas approprié cette logique dans l'espace universitaire mais dans des autres espaces. Elle est la seule interviewée qui ne critique pas le poids des affaires administratives dans l'espace universitaire. On peut penser que la raison de cette apathie c'est sa caractéristique, qui donne la priorité à l'enseignement mais pas à la recherche : « Moi, je ne me considère pas comme un universitaire (...) Je pense que dans une faculté de communication il doit y avoir plus de cours pratiques et professionnels. Bien sûr qu'il doit y avoir aussi des cours théoriques mais ceux qui enseignent ici doivent avoir une expérience sectorielle.»¹¹³ Lorsqu'elle donne plus d'importance à l'enseignement, elle n'a pas besoin de plus de

¹¹¹Entretien fait avec l'enquêté IST 2, Istanbul, 02.04.2008

¹¹²Entretien fait avec l'enquêté IST 2, Istanbul, 02.04.2008

¹¹³Entretien fait avec l'enquêté IST 2, Istanbul, 02.04.2008

temps pour faire des travaux scientifiques. Le seul sujet sur lequel elle s'oppose dans la faculté est le comportement des universitaires pro-AKP. Or cette opposition n'est pas orientée vers une politique répressive et régulière de la direction, ou vers un facteur externe de contrôle. Nous pouvons dire alors qu'elle est en accord avec la direction dont elle ne critique guère les activités: sur ce point elle a approprié la logique de la direction qui donne la priorité aux affaires administratives et à l'enseignement. Alors il nous est possible de dire qu'elle n'essaye pas de se structurer son propre espace d'activité.

IST 5, qui depuis 13 ans est maître de conférences dans cette faculté, habite seule en tant que locataire dans un appartement modeste d'un quartier riche, Koşuyolu. Elle est issue d'une famille de classe moyenne. Elle a une approche critique sur le système d'enseignement supérieur et du YÖK. Elle critique les politiques du YÖK interdisant le port du voile dans l'espace universitaire et souligne que ce sont toujours les femmes qui se sont confrontées à de telles interdictions. Elle a toujours voté pour de petits partis à tendance gauche, non pas pour qu'ils viennent au pouvoir mais pour qu'ils rentrent dans le parlement.¹¹⁴ Différente d'IST 2, en tant que maître de conférences, elle aussi, subit des pratiques de la part de la direction, qui ne laisse pas assez de temps aux universitaires pour leurs travaux scientifiques :

Bien sûr qu'il y a des affaires administratives dont on doit s'occuper. Mais quand ces affaires deviennent la routine, j'ai commencé à faire mon propre emploi de temps. Il y a eu des problèmes avec les dirigeants, il y en a encore sur cet emploi du temps. Les universitaires demandent un jour férié dans la semaine pour aller à la bibliothèque. Mais puisqu'il n'y a eu aucun changement j'essaie d'organiser mon propre temps libre.¹¹⁵

IST 5 a eu des problèmes avec l'administration et elle en a toujours. Ces problèmes proviennent des horaires de travail. Elle affirme qu'au début, elle s'était disputée avec les membres de l'administration pour ne pas faire les affaires administratives, mais elle y a ensuite renoncé en pensant que rien ne changerait. Elle n'est pas non plus membre d'un syndicat, parce qu'elle trouve que les syndicats contemporains ne fonctionnent pas de manière effective. Le fait de renoncer à faire évoluer les choses avec sa direction peut apparaître comme un facteur interne de contrôle. Mais nous remarquons chez elle une tentative de réorganiser l'horaire afin de consacrer plus de temps à la recherche ou bien aux autres activités qui

¹¹⁴Entretien fait avec l'interviewé IST 5, Istanbul, 02.04.2008

¹¹⁵Entretien fait avec l'interviewé IST 5, Istanbul, 02.04.2008

l'intéressent au lieu de s'occuper des affaires administratives ou du secrétariat. La réorganisation de l'horaire est devenue pour elle aussi une technique de refus individuelle. Pour elle, le travail scientifique n'est pas limité à l'espace universitaire :

C'est un travail que je fais dans mon horaire de travail mais jamais je ne limite ma production culturelle à cet horaire. Tous les universitaires qui travaillent dans des disciplines sociales continuent leurs activités scientifiques au moment où ils contactent les gens. Nous faisons des travaux de terrain. On choisit des sujets de la vie quotidienne pour ces travaux, grâce aux contacts avec diverses personnes.¹¹⁶

Nous observons chez elle une curiosité scientifique présente dans tous les domaines de sa vie: les titres et les problématiques de ses travaux justifient cette curiosité. Elle a fait des travaux sur la jeunesse et leurs perceptions en regardant les programmes de télévision autant que des travaux qui interrogent le rôle de l'acteur social dans des organisations. Elle suppose que par le biais de ce métier on peut s'adresser à tous les gens lettrés et pas seulement aux universitaires. Elle essaye de structurer son espace d'activité à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'espace universitaire.

D'autre part aucun des interviewés ne sont restés face à des limites idéologiques ou à une logique de l'Etat de sécurité nationale pour le contenu de leurs thèses. Peut-être pouvons nous parler de l'absence de *facteur externe de contrôle* sur les contenus. Cependant, il faudrait aussi préciser que tous les interviewés travaillent sur des sujets qui ne touchent pas à la politique actuelle. Par exemple IST 2 pense que son sujet de recherche sur la publicité, ne lui permet pas de se sentir ni réprimée, ni limitée par un facteur. IST 3 qui travaille sur les organes de distribution dans les médias ne se sent pas non plus réprimé dans la recherche : « Nous sommes des êtres sociaux et nous devons respecter les règles du milieu social dans lequel nous travaillons. Si on se comporte d'une manière incongrue, on ne peut travailler nulle part. (...) Mais la vraie limite est dans la tête de la personne. Moi, je ne peux pas accepter une autre sorte de limitation »¹¹⁷. En plus du point de vue politique, il apparaît aussi pragmatique. Il dit qu'il peut supporter n'importe quel parti si ledit parti prend les bonnes décisions selon la conjoncture sociopolitique. Il est content de la politique d'AKP dans le cadre des relations avec l'Union Européen mais il est

¹¹⁶Entretien fait avec l'interviewé IST 3, Istanbul, 02.04.2008

¹¹⁷Entretien fait avec l'interviewé IST 3, Istanbul, 02.04.2008

nationaliste: « Dans l'actualité, ce qui me fait le plus de souci aujourd'hui c'est la question de la terreur. On peut résoudre d'une manière où d'une autre les problèmes économiques. Peut être que l'on ne peut pas acheter de nouveaux vêtements chaque semaine mais si on ne vit pas dans la famine on peut se débrouiller. Ce sont des choses éphémères mais la mort n'est pas éphémère et les hostilités qu'elle produit non plus. Il faut éviter toute chose qui cause la terreur. »¹¹⁸ Alors son approche politique l'empêche de faire des travaux scientifiques qui serait limités par un facteur externe de contrôle. Nous pouvons faire le même commentaire pour IST 4 qui apprécie les pratiques du YÖK aussi. Pour IST 1 et IST 5 qui ne sont pas d'accord avec ces politiques, nous pouvons dire qu'elles ne se sont pas restées face à un tel facteur de contrôle mais elles le pourront dans le futur.

Les effets les plus concrets du 50 D apparaissent plutôt dans l'interaction institutionnelle. Les maîtres de conférences ne sont pas menacés par les responsables administratifs. Or ils doivent respecter aussi les horaires et ils n'ont pas le droit de briser les limites horaires même pour aller à la bibliothèque. Il y a encore deux ans auparavant, il existait un système de contrôle par le biais d'une fiche de signature. Ce mécanisme de contrôle sur l'horaire a conduit les universitaires à produire une *technique de refus organisée*. Le délégué des assistants a rédigé une pétition sous laquelle se trouvaient les signatures de tous les universitaires. Pendant une réunion quelques universitaires – qui n'étaient pas des assistants – ont exprimé leurs problèmes sur le contrôle des horaires et ont présenté cette pétition au doyen. Pourtant cette pratique n'a pas été stoppée d'un coup. Les techniques de refus individuelles comme 'ne pas signer' la fiche même si on est dans son bureau, 'faire semblant d'oublier' etc. ont montré l'inhabilité de cette pratique. Or cette technique de refus organisée n'est pas basée sur l'habitus commun des universitaires. Cette opposition organisée reste l'unique exemple d'une technique de refus basée plutôt sur l'interaction et les changements *intra individuelles* des universitaires. La majorité des maîtres de conférences, des maîtres de conférences agrégés et des professeurs restent désintéressés aujourd'hui en ce qui concerne la question de 50 D et la considèrent comme une période de concours pour les assistants. Nous avons vu également que les capitaux hérités ou acquis des enquêtés semblables l'un à l'autre ne provoquaient pas chez eux des approches similaires envers les facteurs externes du contrôle.

¹¹⁸Entretien fait avec l'interviewé IST 3, Istanbul, 02.04.2008

En résumé, dans la faculté de communication de l'Université d'Istanbul, les universitaires souffrent surtout de l'article 50 D et malgré quelques réactions individuelles, ils n'ont pas de techniques de refus organisées permanentes ou influentes. La réorganisation de l'horaire semble être une technique de refus individuelle effective permettant aux universitaires de structurer leurs espaces d'activités propres. Au niveau idéologique, les universitaires ne sont pas confrontés à des facteurs externes du contrôle mais cela ne veut pas dire qu'il n'en existe pas. En fait, les interviewés de cette facultés sont contrôlés par les facteurs externes du contrôle sur l'interaction institutionnelle. Malgré la présence de quelques techniques de refus, ils n'ont pas pu trouver les moyens d'une résistance permanente et influente. Seul, IST 1 est syndiquée ; les autres ne sont pas syndiqués. Au niveau de la recherche, il semblerait qu'ils ne soient pas contrôlés : des sujets loin de l'actualité politique et orientés plutôt vers des recherches sectorielles peuvent être le signe d'autres mécanismes de contrôle qui sont développés hors de l'espace universitaire. Tous les enquêtés sont diplômés d'une faculté de communication et deux d'entre eux (IST 2 et IST 3) ont des expériences sectorielles. Il paraît que l'importance consacrée à l'enseignement plutôt qu'à la recherche pousse les universitaires à de tels sujets. D'autre part cette importance consacrée à l'enseignement peut être le signe d'un facteur externe du contrôle sur l'universitaire : l'accent mise sur le poids de l'expérience sectorielle peut être basé sur le souci de 'contenter le client', ici l'étudiant que nous avons précisé dans les chapitres précédents.

2- L'Université d'Ankara: le droit d'entrée et l'élitisme scientifique

La faculté de communication de l'Université d'Ankara est la deuxième institution d'enseignement supérieur fondée en Turquie. Dans la fondation, il y avait l'initiative de l'association des journalistes d'Ankara. En 1965 l'UNESCO a envoyé un rapporteur, le professeur Clause Roger de l'université de Bruxelles. Suite à la visite du rapporteur, il a été décidé de fonder la faculté au sein de l'Université

d'Ankara. Sa structure a donc été établie plutôt par des professeurs de la faculté des sciences politiques. C'est la raison pour laquelle la faculté de communication d'Ankara s'est orientée vers les sciences de la communication plutôt que vers l'enseignement professionnel, comme c'est le cas à l'université d'Istanbul.

De nos jours, il est toujours possible d'observer la suite de cette collaboration dans les relations entre les universitaires des deux facultés. Dans un même campus, on constate que deux facultés peuvent organiser des réunions scientifiques ensemble et pratiquer l'échange de professeurs. La question de 50 D existe également à l'Université d'Ankara mais là-bas, les assistants y sont plus actifs que ceux de l'université d'Istanbul. Deux ans auparavant, toujours en collaboration avec les universitaires de la faculté des sciences politiques, les professeurs de l'université d'Ankara ont formé un groupe de courriels pour créer un réseau d'information pour informer les universitaires sur l'article 50 D et sur leurs droits personnels.

Dans cette faculté, nous avons constaté trois facteurs externes du contrôle qui pèsent sur les universitaires : le premier concerne la question de 50 D ; le second porte sur les critères de nomination et de promotion et le dernier correspond au droit d'entrée à cette faculté. Nous savons déjà que la question de 50 D pèse plus sur les assistants. Les critères de nomination et de promotion pèsent sur les doctorants et les maîtres de conférences qui veulent prendre le titre de maître de conférences agrégé. Le dernier est un facteur pour tous les candidats qui veulent être universitaires dans cette faculté. Dans cet échantillon, nous voyons que les définitions des facteurs externes du contrôle se groupent selon ces catégories d'universitaires. Les deux assistants ANK4 et ANK 5 se plaignent de 50 D tandis que les deux maîtres de conférences, ANK 2 (agrégée) et ANK 3, critiquent les critères de nomination et de promotion. ANK 1, qui est un professeur dans le cadre des dirigeants, met en scène le fonctionnement du droit d'entrée.

Tableau B.2.1. Les Facteurs Externes du contrôle sur l'interaction institutionnelle à l'Université d'Ankara

UNIVERSITÉ D'ANKARA	Les Facteurs Externes du contrôle sur l'interaction institutionnelle
ANK 1	Il y a plus d'investigation sur les étudiants que des universitaires. Il y a eu seulement deux investigations. On avait raison de lancer ces investigations. L'un de ces universitaires a pris sa retraite.(...) Je ne peux pas dire la raison de cette retraite. Mais c'était quelque chose d'important. Ce n'était pas un problème personnel mais institutionnel. (...) Deux assistants chargés de recherche ont été licenciés aussi à cause de l'insuffisance scientifique. L'un de ces assistants a essayé de m'insulter. La fille a démissionné. Le fils est rentré à l'université de Kocaeli. Il y avait un autre assistant qui avait de problèmes psychologiques. C'est l'institut des sciences sociales qui l'a renvoyé. En général, nous avons des problèmes avec les assistants qui viennent ici par le biais du programme de formation des universitaires. Nous n'avons pas de problèmes avec les assistants qui sont diplômés de notre faculté.
ANK 2	Moi, j'ai été maître de conférences agrégée 3 ans après avoir obtenu mon doctorat. Mais je n'ai pu être nommée dans cette faculté que 3 ans après avoir obtenu ce titre. Pendant cette période j'ai pris le salaire d'assistant. Il y avait deux raisons pour un tel retard de nomination. La première provenait des critères de nomination et de promotion de cette université qui sont basé sur une production scientifique en langue étrangère mais non sur une production en turque. La deuxième provenait de la structure administrative de cette faculté. Certaines choses marchent avec les relations de sympathie et d'antipathie. Mais ce genre de relation existe partout. Ce sont des faits ordinaires. C'est pourquoi ça ne vous ennuie pas beaucoup quand ça se termine. En fait la période qui vous gêne est restée au passé.
ANK 3	Le problème essentiel sont les critères de nomination et de promotion. Il n'y a pas eu de problème personnel (...) C'était plutôt lié à la direction de cette période-là. La mode de SSCI avait juste commencé. Lorsqu'ils ont décidé de l'appliquer ici, ils l'ont imposé tout d'abord aux assistants qui sont au fond de cette structure hiérarchique. A cette époque, plusieurs de nos amis ont dû démissionner. C'est parce qu'ils ne pouvaient pas faire publier leurs articles ou parce qu'ils n'ont pas pu être nommé longtemps ou parce qu'ils ont dépassé la limite de durée consacrée à une recherche doctorale. (...) A la base de tous ces problèmes se trouvait l'intention du rectorat de participer à une concurrence interuniversitaire avec l'idée que l'université d'Ankara allait gagner un statut plus haut.
ANK 4	J'ai le statut d'étudiant boursier, je suis embauchée par 50 D. Dans le cadre de cet article, vous n'êtes pas obligés de faire quelque chose. Vous êtes seulement des étudiants boursiers (...) mais la mise en pratique est plus différente. On vous prend pour un jeune universitaire mais on vous charge des affaires qui ne font pas directement partie de l'activité scientifique. (...) Alors il y a des corvées (...) La majorité des assistants n'ont pas de connaissance sur leurs statuts juridiques quand ils sont embauchés. Au début, on résistait contre la logique de cet article. Ça veut dire qu'on considérait les assistants comme des collègues futurs. Or avec le temps on a commencé à penser avec la logique de cet article. (...) D'ailleurs 2 ans après ma nomination comme assistant, le sénat de l'université a fait une réglementation sur ce sujet dans laquelle il précise qu'il ne suffit pas de passer devant le jury pour être nommé pour un statut quelconque de l'université.
ANK 5	Tu te sens souvent une telle pression: Tu peux être chassé tout d'un coup, tu peux perdre ton travail. Aujourd'hui j'ai réfléchi quand je surveillais pendant un examen. Je me disais que ce sont toujours les assistants qui assurent le fonctionnement du système. Tout simplement s'il n'y avait pas d'assistants ici, qui pourrait surveiller les examens ? Malgré cela, ils sont toujours confrontés au risque d'être licenciés. En principe dans cette université, les dirigeants ne font pas cela. Mais ça ne veut pas dire qu'ils ne le feront jamais parce qu'ils détiennent un tel pouvoir. Ça me gêne de voir des gens qui me donnent le message qui détiennent ce pouvoir, même s'ils ne l'utilisent pas.

Les enquêtés de cette faculté n'ont pas fait de définition de facteurs externes du contrôle sur la recherche. Ils ne se sont pas confrontés aux limites idéologiques par les dirigeants ou par leurs directeurs de thèses. Pour avoir une idée générale sur

les points de vue des enquêtés, en ce qui concerne le milieu de recherche scientifique, la description de ANK 2 peut être citée:

Quand vous travaillez avec des dirigeants qui soutiennent l'autonomie scientifique de l'universitaire et qui encouragent ses projets nationaux ou internationaux, vous pouvez être très motivés. Le salaire et les autres problèmes deviennent des questions secondaires. La vraie satisfaction se trouve dans les travaux, dans les projets collectifs que vous faites avec vos collègues. Vous vivez dans un milieu scientifique vif où tout le monde est au courant des travaux des autres. Bien sûr que les dirigeants doivent fournir les conditions nécessaires pour cela. (...) Il y a une telle tradition dans cette faculté. Il y a eu des périodes où cette tradition est interrompue mais en général ça existe.¹¹⁹

ANK 2 est maîtresse de conférences depuis 2005. Elle est issue d'une famille de classe moyenne. Son père est avocat, sa mère est femme au foyer. Elle est propriétaire d'un appartement où elle habite avec son époux et leur enfant. Elle est issue d'une famille de classe moyenne. Elle a plusieurs fois participé aux séminaires consacrés aux correspondants des journaux locaux. Pendant ces séminaires elle travaille en collaboration avec BIANET, qui a aussi un site de journal électronique indépendant sur Internet financé par les fonds européens. Elle travaille aussi avec d'autres associations spécialisées sur les droits des femmes. Elle n'a pas de soucis en ce qui concerne la création d'un changement social dans ces associations ou communautés ; elle y consacre son temps, pour connaître le champ journalistique et la vie sociale des gens, ce qui lui fournit aussi des pistes pour rédiger des articles scientifiques. De même, elle est parfois désemparée face aux comportements désintéressés des auditeurs. Elle déclare se sentir plus à l'aise parmi les étudiants ; et elle affirme que les professeurs peuvent s'entendre avec les étudiants en formant un langage commun et plus scientifique.¹²⁰ Elle pense que le langage scientifique est une partie de son identité et qu'il est difficile de l'adapter à divers auditeurs. Elle avoue que son discours demeure parfois élitiste pour des correspondants des journaux locaux. Malgré cela, nous pouvons dire qu'elle structure un espace d'activité qui lui est propre. Un autre facteur de contrôle sur la recherche pour ANK 2 s'est formé lorsqu'elle a déposé sa candidature afin d'être maîtresse de conférences agrégée. YÖK l'avait nommée comme maîtresse de conférences agrégée, mais en raison des critères de promotion et de nomination de cette faculté qui prévoyait de faire des publications convenables à SSCI. Comme nous pouvons le remarquer dans le discours d'ANK 3 (voir le tableau ci-dessus), il s'agissait d'une politique du

¹¹⁹ Entretien fait avec l'interviewé ANK 2, Ankara, 31.03.2008

¹²⁰ Entretien fait avec l'interviewé ANK 2, Ankara, 31.03.2008

rectorat qui voulait participer à la concurrence universitaire. Il n'était pas possible de nommer un universitaire s'il y avait déjà trois universitaires dans le même département. Donc, selon les discours d'ANK 3 et d'ANK 2, la nomination a commencé à dépendre plutôt des relations personnelles des universitaires et du doyen. C'est le point où les critères de nomination sont devenus un facteur de contrôle externe sur l'interaction et sur la recherche. En effet, même si l'universitaire est libre pour le choix du contenu de sa recherche, il est obligé de faire des publications en langues étrangères. Cela pousse parfois les universitaires à faire des publications sur des sujets qui ne les intéressent pas en général. Sur ce pont, le facteur externe du contrôle n'est peut être pas idéologique, mais il est présent puisque la publication en langues étrangères détermine le choix du thème. Or, les universitaires ont développé une technique de refus organisée à cette époque. En effet, ils ont fait une campagne de signature et ont pu changer les politiques du rectorat qui projetait de participer à une concurrence scientifique avec les autres universités d'Ankara. Jusqu'à aujourd'hui, il suffit d'avoir publié un article scientifique pour être promu.

ANK 3, qui est maître de conférences depuis 13 ans, lui aussi a subi les mêmes répressions de la part du rectorat. Issu d'une famille ouvrière, il habite avec son épouse et leurs deux enfants dans un appartement où ils sont locataires. En tant que chef de département, il s'est confronté aux autres facteurs externes du contrôle. L'Université d'Ankara, et surtout ce campus où se trouvent les facultés de sciences politiques et de communication, est un lieu de rencontre pour les étudiants de différents points de vue politique. Les investigations dictées par la préfecture ne pèsent pas sur les relations des universitaires entre eux-mêmes mais sur celles qui existent entre les universitaires et les étudiants:

Parfois la préfecture nous envoie une ordonnance qui nous oblige à lancer une investigation sur les étudiants qui se disputent...Certaines choses sont dictés aux universités. Ce fait dépend directement de la présence d'une institution comme YÖK (...) Il affecte nos relations avec les étudiants d'une manière négative. Chaque fois nous leur transmettons nos connaissances. Nous précisons que nous nous rendons compte du fait que les étudiants seront doublement jugés par les instances judiciaires et par les mécanismes de discipline de cette institution. D'autre part nous sommes obligés de faire ce qu'il faut. Nous sommes face à un dilemme. Selon moi, le principal problème c'est la logique qui prend la direction de l'université pour une instance judiciaire ou pour un procureur de l'Etat.¹²¹

¹²¹Entretien fait avec l'interviewé ANK 3, Ankara, 31.03.2008

Cela nous montre de nouveau, la puissance de YÖK et son influence sur les relations institutionnelles et sur le processus de dépolitisation dans les universités. Même si les universitaires n'apprécient pas les politiques de YÖK, ils sont obligés d'appliquer, à l'université, les décisions de YÖK et de la préfecture. Cela ne cause pas de grands problèmes pour ceux qui se sont appropriés la logique de l'Etat de sécurité nationale. Par contre, ANK 3 puisqu'il n'est pas influencé par ce facteur externe du contrôle, se trouve face à un dilemme. D'une part, il croit aux valeurs démocratiques. Par ailleurs, il devient involontairement le juge du *statu quo* en dépit de l'exigence de son poste. Face à cette situation, ANK 3 n'a pas pu développé une technique de refus même si ceux-ci ne l'ont pas découragé d'en développer contre des autres facteurs de contrôle. Comme ANK 2, ANK3 structure son espace d'activité propre, en développant plusieurs techniques de refus individuelles ou organisées. Il participe de temps en temps à des séminaires dans les chambres de métier et contrairement à ANK 2, il considère ces chambres de métier comme un champ de lutte.

Quant à la question de 50 D, à l'université d'Ankara, depuis le milieu des années 90, les assistants sont recrutés selon l'article 50 D. Or, ce qui diffère par rapport à l'Université d'Istanbul est que la majorité des assistants sont diplômés de cette faculté et, généralement, ils n'ont pas de problème de nomination. Les deux assistants dont parlait ANK 1, ont été licenciés en raison d'un problème de retard dans leurs recherches. Les assistants recrutés par 50 D ont le statut d'étudiants en doctorat et, s'ils ne peuvent finir leurs travaux à temps, ils seront considérés comme inaptes en ce qui concerne l'obtention du doctorat. Ainsi, ils perdent à la fois le statut d'étudiant et leur travail. Il est à remarquer que l'inscription de l'un de deux assistants a été invalidée par l'Institut des Sciences Sociales et non par la faculté. Pour avoir un peu plus d'idées sur la mise en vigueur de 50 D, il serait intéressant de prendre en considération les propos des assistants. ANK 4 et ANK 5 sont plus dérangés par la présence de cet article que par les politiques du doyen à propos de 50 D. Lors de l'entretien, ANK 4 et ANK 5 ont également parlé de ces assistants qui ont été licenciés. Cependant, dans leurs discours, il n'y a pas de critique envers l'administration de la faculté. Ils disent qu'ils n'ont jamais été menacés d'être licenciés par l'administration ou par un professeur. Malgré tout, cela ne les éloigne pas de l'inquiétude de perdre leur travail.

Issu d'une famille ouvrière, ANK 4 est depuis 7 ans assistant dans cette faculté. Il est locataire de l'appartement où il vit seul. Il déclare avoir voté pour la première fois pour ÖDP (le Parti de Liberté et de Solidarité), et par la suite, pour des partis kurdes. Pourtant il est difficile de le définir comme un nationaliste kurde. Il est plutôt pour la représentation des kurdes au sein du parlement. Selon lui, le principal facteur externe du contrôle c'est l'article 50 D. Différent des assistants de l'université d'Istanbul, lui aussi, développe des techniques de refus organisées contre ce facteur. Il est membre actif d'un groupe de courriel sur Internet qui informe tous les assistants recrutés par 50 D au sein de la Turquie. Il organise et participe aux manifestations sur les droits des assistants. Il ne limite pas ses activités aux problèmes de l'espace universitaire dans lequel il travaille. En réalité, il s'intéresse aux problèmes de tous les universitaires. Au niveau de l'interaction institutionnelle, il essaie de structurer son propre espace d'activité. Mais, au niveau de la recherche, il ne définit pas un facteur externe du contrôle propre à cette faculté même s'il a été témoin d'un tel fait :

Au niveau scientifique, personne ne met des limites devant vous. Bien sûr qu'il y a une autorité dans la nature de l'académie. Au début je ne pensais pas comme ça mais maintenant je vois que l'université est un milieu conservateur. (...) Mais, on peut dire que dans cette faculté, l'autorité qui vous limite et qui vous oriente est rationnelle. Je dis conservateur parce qu'il y a des instances qui contrôlent la production scientifique : le directeur de thèse, le conseil interuniversitaire (ÜAK) etc. Et il y a une tradition scientifique à laquelle les instances et les jurys ne peuvent échapper. (...) Bien sûr, dans le domaine des sciences sociales il y a aussi d'autres restrictions. Il y a des sujets délicats connus dans ce pays. (...) Je ne suis pas confronté moi-même à une telle restriction, mais j'en ai entendu parler. (...) C'était il y a 4 ou 5 ans, il y avait un étudiant dont le directeur de thèse n'avait pas aimé le sujet de mémoire. Moi, j'ai entendu cela du directeur de thèse. (...) On ne peut pas travailler très facilement sur des sujets comme la question kurde, la question du voile ou l'islam politique. On ne vous le 'conseille' pas. Mais on ne vous conseille pas d'une manière assez gentille. Résister exige du courage. Et les assistants ne peuvent pas montrer ce courage dans de telles conditions de travail. Pour ceux qui n'ont pas la sécurité de travail, il est difficile de faire de la production scientifique librement.¹²²

Ce qu'ANK 4 décrit est un phénomène représentatif du milieu scientifique en Turquie. Mais à partir de ce fait on ne peut pas faire une induction pour tous les universitaires de la faculté de communication. Par exemple ANK 4, lui-même a fait une recherche intitulée « L'identité, la culture et la politique: inter-culturalisme à Mardin ». Il y a aussi d'autres gens qui travaillent sur les sujets 'délicats' de la Turquie dans cette faculté.

¹²²Entretien fait avec l'interviewé ANK 4, Ankara, 31.03.2008

ANK 5, issue d'une famille ouvrière elle aussi, travaille depuis 4 ans comme assistante dans cette faculté. Elle est locataire de l'appartement où elle vit seule. Sur l'échiquier politique, elle se considère comme étant de gauche et a toujours voté pour ÖDP. Elle aussi, se plaint surtout de l'article 50 D. A côté des affaires habituelles des assistants, elle s'occupe de l'atelier de photographie et donne des séminaires aux étudiants. Elle est plus occupée par rapport aux autres assistants et elle n'a pas assez de temps pour faire sa recherche doctorale. Elle est aussi membre du même groupe courriel sur Internet, mais elle ne peut pas participer aux manifestations et aux réunions organisées par les responsables de ce groupe parce qu'elle n'en a pas le temps. Nous pouvons dire que les affaires administratives l'empêchent de structurer son propre espace d'activité. Ce facteur de contrôle n'est pas devenu interne chez elle, mais elle ne peut pas développer une autre technique de refus que celle qui consiste à participer à ce groupe de courriel.

Issue d'une famille de classe moyenne, ANK 1 est l'une des premiers doctorants spécialisée en sciences de la communication. Elle est professeur depuis une vingtaine d'année dans cette faculté. Parmi les enquêtés de cette faculté, elle est la seule à être diplômée de la faculté de Sciences Politiques. Tous les autres sont diplômés de la faculté de communication. Elle est le propriétaire de l'appartement où elle habite avec son époux qui est général de division retraité. A part ANK 1, tous les enquêtés sont membres d'un syndicat à gauche. Pourtant, ANK 1 ne se présente pas contre le syndicat non plus. Par ailleurs, elle le trouve utile mais elle déclare ne pas avoir eu de temps à y consacrer en raison des travaux scientifiques et administratifs. Elle est aussi la seule enquêtée qui apprécie certaines politiques de YÖK. Malgré ses articles sur la communication politique, elle se définit comme apolitique. Mais son comportement envers les étudiantes est le signe de son idéologie kémaliste : « Elles sont toujours prêtes à faire des agitations. C'est pourquoi je prends toujours de la distance envers elles. »¹²³ En tant que chef de département avec son approche politique, elle ne forme pas un facteur externe du contrôle. Aucun des interviewés n'est dérangé par une imposition politique de sa part. Nous pouvons dire qu'au moins au niveau politique elle n'essaie pas de renforcer sa position dans le champ de force. Par contre en tant que responsable des affaires administratives, y compris du

¹²³

Entretien fait avec l'interviewé ANK 1, Ankara, 31.03.2008

recrutement des universitaires, elle a des critères non officiels de nomination qui sont devenus un facteur externe du contrôle. La majorité des universitaires qui travaillent dans la faculté sont diplômés de cette faculté : « On a généralement des problèmes avec ceux qui viennent d'autres facultés. On embauche plutôt les diplômés de cette faculté. Il y a une telle tradition ici. »¹²⁴ Bien sûr qu'il existe des universitaires qui sont diplômés d'autres facultés, mais ils doivent avoir des lettres de référence des professeurs de cette faculté qui les connaissent *a priori*. Les paroles d'ANK 5, assistante dans le département de cinéma et télévision, aussi justifient cette structure communautaire : « Je ne pense pas qu'il y ait des professeurs qui voudraient travailler avec un assistant qui n'a aucune connaissance scientifique, qui est issu d'une université provinciale quelconque, qui ne connaît rien sur la théorie critique et qui n'a pas un point de vue différent sur les questions sociales. »¹²⁵ Cet aveu nous sert de preuve pour mieux comprendre les comportements des professeurs de cette faculté. Il est évident que la volonté de travailler avec des gens ayant plus de connaissances et disposant de différents points de vue sur les questions sociales n'est point étrange au milieu scientifique. Or, ce qui met en scène l'élitisme d'ANK 5 autant qu'ANK 1, est son regard envers les universitaires des universités de province. Nous voyons que cet élitisme basée sur le choix des universitaires diplômés de cette faculté est devenu un facteur interne du contrôle pour tous les enquêtés et non seulement pour ANK 1 et ANK 5. Lorsqu'ANK 1 parle d'une telle tradition, ce n'est pas elle qui a formé ce facteur externe du contrôle, mais au cas où elle défend la nécessité de ce critère, la présence d'une telle pratique dépend d'elle. D'autre part, elle ne subit aucun facteur de contrôle externe puisqu'elle est d'accord avec les politiques actuelles de YÖK.

En résumé, nous pouvons dire que la lutte que mènent les universitaires de cette faculté contre l'article 50 D n'a pu atteindre aucun de ses objectifs initiaux. Malgré tout, il est possible de dire que cet effort a permis d'informer et d'organiser les universitaires de toute la Turquie autour de cette question. C'est grâce à ce groupe de message que les assistants de l'université d'Istanbul ont gagné en lucidité et que les universitaires se sont rendus compte que des assistants subissaient les mêmes problèmes à Izmir. Par ailleurs, dans cette faculté, contrairement aux universitaires de la faculté de communication d'Istanbul, les maîtres de conférences aussi

¹²⁴Entretien fait avec l'interviewé ANK 1, Ankara, 31.03.2008

¹²⁵Entretien fait avec l'interviewé ANK 5, Ankara, 31.03.2008

soutiennent d'une manière active la lutte des assistants. Ils participent aux manifestations et aux réunions organisées par les responsables du groupe courriel. A part ANK 1 ils sont tous syndiqués et diplômés de cette faculté. Ils n'ont jamais eu d'expériences sectorielles.

Quant aux techniques de refus individuelles, dans cette faculté, les assistants ont la souplesse de désobéir à leurs directeurs de thèse, au doyen et au recteur¹²⁶ dans des discussions scientifiques plus que les autres assistants des facultés de communication comprises dans notre échantillon. Le refus individuel ou organisé qui se réalise en dehors de l'université, est mis en scène en général par des maîtres de conférences ou par des professeurs. Les assistants sont plutôt occupés par leur thèse de doctorat et par des affaires administratives. Mais, plusieurs professeurs de la faculté de communication organisent volontiers des séminaires en collaboration avec des organisations non-gouvernementales. Nous avons vu que dans cette faculté aussi, le capital hérité ou acquis des enquêtés n'influe pas sur leurs réactions envers les facteurs externes du contrôle. Issue d'une famille de classe moyenne ANK 2 est autant active dans des organisations non-gouvernementales que les universitaires issus des familles ouvrières de cette faculté.

La faculté de communication de l'Université d'Ankara a une structure communautaire plus forte que d'autres facultés de communication étudiées dans le cadre de notre recherche. Ce fait devient parfois un avantage qui pousse les universitaires aux travaux collectifs et à la solidarité professionnelle. Par exemple, les assistants recrutés par l'article 50 D n'ont pas peur des dirigeants mais des potentiels dégâts de l'article. Il est possible de remarquer que cette structure communautaire les pousse parfois à un élitisme scientifique qui les distinguerait d'un universitaire d'une université de province ou du public auquel ils s'adressent pendant un séminaire. Cet écart ressenti risque de les conduire à un désespoir social comme dans le cas d'ANK 2. Les origines de cette structure communautaire peuvent provenir de la vie sociopolitique ou culturelle de la capitale ou d'une tradition universitaire qui doit être analysée dans le cadre d'une future recherche. Dans chaque faculté se trouvent des critères de nomination des assistants. Mais à l'université d'Ankara, ces critères sont un peu plus élitistes et communautaires et deviennent

¹²⁶Entretien fait avec l'interviewé ANK 4, Ankara, 31.03.2008

visibles même dans le discours des enquêtés. En fait, dans cette faculté, les enquêtés essaient de briser les mécanismes de contrôle par divers moyens. Même s'ils paraissent être contrôlés sur certains sujets (comme la logique élitiste des critères du droit d'entrée et l'investigation sur les étudiants) ils ont développé plusieurs techniques de refus qui sont devenues permanentes et influentes.

3- L'université de Bilgi: la transparence, le conseil d'administration et les ONG

L'Association d'Education et de la Culture de Bilgi a été fondée en 1994. Deux ans plus tard, avec une loi mise en vigueur au parlement, l'université a gagné son statut d'institution d'enseignement supérieur. Oğuz Özerden, jeune homme d'affaires est le président actuel de la commission des dirigeants de l'université. Il a été l'éditeur des affaires internationales dans le journal de Dinç Bilgin. Ses relations avec Bilgin lui ont fait connaître la famille Mutlu qui possède également des entreprises dans le secteur des médias. Le professeur Serdar Mutlu est aussi l'un des membres fondateurs de la commission des dirigeants de l'université. Après avoir restauré l'ancienne centrale électrique de Silahtarağa et l'avoir transformée en musée, Özerden a connu des difficultés financières. En mai 2008, Laureate Education (qui s'avance à pas de géant dans le secteur d'éducation depuis 1998) a acheté 50 % des actions de l'université. Puisque les étrangers ne peuvent pas participer à la commission des dirigeants, on trouve, au sein de cette commission, quatre nouveaux personnages turcs qui représentent Laureate Education.¹²⁷ Il faudrait aussi souligner que le professeur Aydın Uğur (doyen fondateur de la faculté de communication) fait partie de la commission des dirigeants depuis le début. Pour le moment, il occupe le poste de recteur de l'université.

Dès sa fondation, les directeurs de l'Université de Bilgi émettent l'idée que « C'est une institution qui se développe de bas en haut, en plein dialogue avec les universitaires et les autres employés. »¹²⁸ Toutefois, on peut se demander si cette atmosphère de transparence et de libre expression à l'américaine est vraiment

¹²⁷<http://www.aksam.com.tr/haber.asp?a=59172,6> , 21.11.2006

¹²⁸<http://www.bilgi.edu.tr/pages/statics.asp?id=72> 05.05.08

fonctionnelle. En effet, les relations étroites entre les hommes d'affaires, les journalistes et les universitaires dans la commission des dirigeants donnent l'impression d'une université assez libérale. Pourtant, suite à quelques avertissements faits par l'intermédiaire de la commission des dirigeants, le site Internet indépendant 'Medya Kronik' créé et géré par les universitaires et les étudiants de la faculté de communication, a dû changer son discours concernant les quotidiens de grands groupes des médias. En 2005, le nombre d'étudiants a diminué et cela a causé d'importants problèmes économiques aux dirigeants. Ils se sont donc réunis et ont décidé de changer le programme scolaire. L'année suivante, la demande des étudiants n'a pas augmenté, par conséquent, ils ont dû à nouveau modifier le programme scolaire. Ce sont ces difficultés qui ont poussé Özerden à accepter le partenariat avec Laureate.

Le principal facteur de contrôle externe que nous avons constaté dans cette faculté n'est pas en accord avec les suggestions des directeurs de l'université. La logique de l'entreprise brise malheureusement la transparence que voulaient construire les dirigeants. Les facteurs de contrôle qui influent les deux assistants chargés de cours de cet échantillon (BIL 2 et BIL 4) n'ont pas de similitudes avec ceux qui influent sur les assistants des universités publiques. BIL 1 et BIL 3 sont maîtres de conférences et BIL 5 est maître de conférences agrégé. Ils partagent tous le même problème que les assistants. Il semblerait que la commission des dirigeants prenne des décisions arbitraires sur des sujets concernant l'enseignement et la vie universitaire, sans prendre en compte l'avis des universitaires. Pour certains des interviewés, il est quand même possible de participer à ce processus de décision mais la majorité des enquêtés sont convaincus qu'il ne sert à rien d'exprimer son opinion. Lorsque la transparence est devenue un facteur si important dans le milieu du travail pour les universitaires de Bilgi, nous avons décidé de nous intéresser en premier lieu au fonctionnement de cette transparence. Les assistants ont d'autre part un autre problème sur le système de 'class'. Le système de 'class' donne la possibilité aux assistants de pratiquer l'enseignement. De plus, le nombre de cours étant plus élevé par rapport aux universités publiques, ces 'class' facilitaient les affaires de tous les académiciens avec une planification des cours de manière équitable.¹²⁹ Or, ce système a été supprimé suite aux décisions de la commission des dirigeants. Avant

¹²⁹Entretien fait avec l'interviewé BIL 4, Istanbul, 26.03.2008

d'étudier avec plus de détails les discours des interviewés nous devons préciser qu'ils utilisent tous les expressions en anglais pendant les entretiens. Nous avons décidé de laisser toutes ces expressions comme elles sont, en italique, sans les traduire dans les tableaux. Cela peut être un signe du fonctionnement à l'américaine de l'Université Bilgi.

Tableau B.3.1 Le regard sur la transparence des relations à l'université de Bilgi

UNIVERSITÉ DE BILGI	Le regard sur la transparence des relations à l'université
BIL 1	On dirait qu'à l'université de Bilgi il y a un système de relation plus horizontal. Or, la hiérarchie que nous rencontrons dans les universités publiques, ça existe ici aussi. Il n'y a pas d'ordre et de commandements entre les chefs de départements et les professeurs. Entre eux, il existe un partage des charges et de responsabilités plus égalitaires. (...) mais ça dépend aussi un peu de la personnalité du chef de département.
BIL 2	J'ai travaillé pendant trois mois dans le journal Özgür Gündem sans recevoir de salaire et j'étais heureux là-bas. Malgré cela, quand j'ai vu l'annonce de recrutement j'ai décidé de travailler ici. Les universités publiques ne sont pas <i>accountable</i> . Il y a plus de <i>transparency</i> ici. Or, dans les universités publiques, les gens sont embauchés grâce à leur <i>network</i> , et à leurs relations personnelles.
BIL 3	Il n'y a pas de hiérarchie ici. Cela dépend de notre identité institutionnelle. Il n'y a pas de rapports de forces entre les professeurs et les assistants. Nous sommes tous des amis. Selon nous ils sont nos jeunes collègues. Les assistants peuvent contester les opinions des professeurs en disant : « Comment, vous ne m'écoutez pas ! » Il est difficile de voir un tel comportement dans les universités publiques.
BIL 4	Les gens pensent qu'il est vain de lutter contre la direction de l'université puisqu'il n'est pas possible d'obtenir des résultats au profit des universitaires. Désormais, les décisions de la commission des dirigeants sont directement mises en pratique. Les gens sont prêts à donner leurs avis sur la direction de l'université même s'ils sont convaincus que personne ne leur demande d'avis. Lorsque l'université s'agrandit et s'institutionnalise, la multiplicité des voix se perd de plus en plus. On prend plutôt des décisions administratives que scientifiques.
BIL 5	Il y a une chose positive que j'ai observée à l'université de Bilgi : la commission des dirigeants n'est pas inatteignable. Vous pouvez voir le président de la commission des dirigeants s'assoyant sur les escaliers et en écoutant les conférenciers dans une réunion ouverte à l'accès publique. Vous pouvez aussi voir le recteur manger dans la cantine d'étudiant. Ceux qui désirent, ont donc la possibilité de se contacter avec la commission des dirigeants.

Issue d'une famille riche, BIL 1 est diplômé de l'Ecole Supérieure de Journalisme –transformée ensuite en faculté de communication- de l'Université de Marmara. Elle est maître de conférences et travaille dans cette faculté depuis 10 ans. Divorcée de son époux, elle habite avec son enfant dans un appartement à Ziverbey dont elle est propriétaire. Selon elle, l'attitude des dirigeants envers les universitaires qui critiquent leurs pratiques devient de plus en plus sévère :

Les services qui normalement doivent être offerte par la direction de l'université, se font par les efforts individuels des universitaires. Ce sont des services de cantine ou de la crèche etc. Quand vous parlez de ces problèmes, vous rencontrez une réaction

sévère. L'ancien milieu de travail familial de cette université se perd peu à peu et cède sa place à un milieu de travail formé des patrons et des travailleurs. (...) Parfois, nous essayons d'exprimer ces problèmes par l'intermédiaire du groupe de courriel mais rien ne change. Nous avons exprimé par exemple nos points de vue sur les salaires de bas niveau. Parmi nous il y en a qui ont parlé directement avec les dirigeants en face à face. Ils ont réagi assez violemment. Ils ont répondu aux messages d'une manière très impolie. Ils nous ont conseillé de nous occuper de nos articles et de l'activité de recherche au lieu de ces problèmes. Ça veut dire : « *publish or perish !* »¹³⁰

Dans le discours de BIL 1, nous pouvons remarquer que certains universitaires des universités publiques consacrent plus de temps à la recherche et à l'enseignement parce qu'ils n'ont pas une telle sécurité de travail. Dans cette logique d'entreprise, 'ils ne peuvent être membre de la famille de Bilgi' qu'en faisant toujours plus de production scientifique. Or, selon nous, la production scientifique n'est pas une production comparable à une autre sorte de production industrielle lorsqu'elle exige tellement d'effort et de réflexion. D'autre part, la sécurité de travail offerte aux universitaires des universités publiques peut les conduire à une certaine paresse. Nous ne défendons pas cet état de paresse, mais ce que nous voulons souligner, c'est que la nécessité de faire une production scientifique peut former un facteur externe du contrôle sur l'universitaire. En plus, si la quantité de cette production pèse plus que sa qualité, l'universitaire se sent obligé de produire. Ce que BİL 1 voulait souligner, c'est la non indulgence des dirigeants envers les universitaires qui critiquaient les services de l'université. Or, l'expression qu'elle utilise à la fin de son discours « Publish or perrish ! » nous a montré un autre aspect de la réaction des dirigeants. Nous remarquons d'ailleurs ce souci de production chez tous les enquêtés. En plus, les dirigeants de Bilgi n'utilisent pas uniquement des moyens de menace pour fournir une telle production : ils donnent aussi des primes aux universitaires qui font publier leurs articles dans des revues scientifiques. Les universitaires ont l'occasion de recevoir une somme d'argent de 7000 nouvelles liras turques s'ils publient des articles dans le cadre de SSCI : ce qui peut les éloigner de faire des recherches orientées par la seule curiosité scientifique.

En fait, pour BIL 1, cette intransigeance des dirigeants envers les universitaires est liée au changement dans le cadre administratif. Elle explique tous les problèmes auxquels elle a été confrontée suite à ce changement de cadre administratif : « A l'époque où Aydın Uğur était le doyen, la direction de la faculté était plus démocratique et basée sur la participation de tous les universitaires. Maintenant, il y

¹³⁰Entretien fait avec l'interviewé BIL 1, Istanbul, 24.03.2008

a un *curriculum développement* répressif et autoritaire. »¹³¹ BIL 1, qui travaille dans cette faculté dès les premières années de sa fondation, voit un changement dans les comportements des dirigeants : ils ont commencé à devenir de plus en plus autoritaires. Pourtant elle lutte contre les pratiques autoritaires. Elle exprime ses idées au groupe de courriel sur Internet, critique les décisions prises par les dirigeants, etc. Ce n'est pas une technique de refus qui lui est propre puisque ces discussions se passent dans le groupe de courriel où plusieurs autres universitaires s'expriment aussi, mais c'est une technique de refus individuelle dans la mesure où c'est elle qui a écrit un message critiquant les pratiques des dirigeants. BIL 1 essaye de structurer son espace propre à elle au niveau de l'interaction institutionnelle. Le fait qu'elle participe à des séminaires organisés par BIANET afin d'informer les journalistes des journaux locaux nous montre bien qu'elle essaie également de prendre une position dans un champ de lutte hors de l'espace universitaire.

Issu d'une famille de classe moyenne, BIL 2 est un doctorant chargé de cours qui a 32 ans. Il est diplômé de la faculté de sociologie de l'Université de Boğaziçi. Il a également fait son master dans le domaine de la sociologie et a également fait un doctorat en anthropologie à l'université de Rice aux Etats Unis. Il est locataire d'un appartement à Mecidiköy. Lorsqu'il faisait son doctorat à l'étranger, il était loin des discussions faites entre les universitaires et les dirigeants. Il croit tellement à l'idée de transparence qu'il n'a fait aucune définition de facteur externe de contrôle. Cela ne veut pas dire que BIL 2 ne structure pas son propre espace d'activité. BIL 2 travaille pour le moment sur un projet sur la pauvreté des enfants avec un groupe d'universitaires et écrit des articles sur son blog dans lequel il peut échanger ses idées avec des gens du monde entier. Soit dans ses activités, soit dans son discours, nous voyons qu'il essaie de structurer son espace d'activité à l'intérieur mais aussi à l'extérieur de l'espace universitaire :

Personnellement, je considère un universitaire, qui a un niveau moyen de connaissances, comme un joker dans la société. Dans *Division of labour*, la mission d'un ingénieur est plus précise mais les universitaires peuvent faire beaucoup de travail hors de l'université en tant qu'*adviser* ou bien en tant que *volontiers*. Il a un milieu de travail plus *flexible* et il détient l'occasion de réfléchir plus profondément sur la société. Les autres gens sont toujours dans un *practice*, mais le scientifique réfléchit toujours sur la société. Il a l'occasion de sortir d'une mobilisation sociale, de l'observer de l'extérieur et rentrer dedans. (...) Je parle bien sûr de ce qu'il faut faire, et j'essaie de le faire moi-

¹³¹Entretien fait avec l'interviewé BIL 1, Istanbul, 24.03.2008

même. Ils peuvent faire plusieurs choses. Ils peuvent contribuer à organiser la société civile par exemple.¹³²

Plusieurs universitaires de la faculté de communication travaillent avec des organisations non gouvernementales et font parfois des projets financés par l'Union Européenne ou par le budget universitaire. Les locations des trois campus de l'université sont consciemment choisies dans des quartiers défavorisés au centre de la ville par Oğuz Özerden lui-même. Il y a donc eu plusieurs projets menés par les universitaires sur la vie des habitants de ces quartiers qui sont en majorité des gitans et des kurdes. Nous remarquons également le même effort chez BIL 3 :

Personnellement, je pense que les universitaires, et en particulier ceux qui travaillent sur la communication, doivent participer aux mobilisations sociales. J'écris des articles sur l'actualité dans les différents périodiques et j'essaie de mettre en lumière les faits sociaux. Je crois que les professeurs de communication ne peuvent se permettre de s'enfermer dans une tour d'ivoire, parce qu'il y a des problèmes dans la société et qu'il faut absolument prendre part et intervenir sur ces problèmes. Moi, je me charge d'une telle mission. Maintenant, je n'écris rien. Je ne veux pas être étiquetée dans cette période. Je suis heureuse si je peux accomplir mes responsabilités et en même temps protéger mon indépendance. (...) Pour moi, le plus important *feedback* c'est la réaction des étudiants car l'une de mes activités majeures est *teaching*.¹³³

Issue d'une famille de classe moyenne, BIL 3 est maître de conférences agrégée et elle travaille dans cette faculté depuis 7 ans. Pour le moment, elle est chef de département de 'Media and Communication Systems'. Elle habite toute seule à Suadiye, un quartier riche, et elle est locataire. Elle est diplômée du département de 'Cinéma et Télévision' de l'Université Anatolienne d'Eskişehir. Nous voyons qu'elle aussi, essaie de structurer un espace d'activité à l'extérieur de l'espace universitaire. Or, pour elle, la limite entre l'activité sociale et l'activité politique est assez distincte :

Il faut que l'universitaire ne soit pas attaché à un groupe comme un partisan. Il faut qu'il prenne de la distance et qu'il analyse les faits en les contemplant de l'extérieur. Vous ne pouvez plus crier des slogans dans un groupe idéologique. Bien sûr que vous pouvez participer à une protestation. Nous avons tous marché pendant la cérémonie de funérailles de Hrant Dink. Je pense que vous m'avez compris : je parle d'un attachement idéologique.¹³⁴

Ce qu'exprime BIL 3 ci-dessus est à relier avec sa réponse sur la transparence (voir tableau B.3.1). La réponse de BIL 3 sur la transparence des relations à

¹³² Entretien fait avec l'interviewé BIL 2, Istanbul, 24.03.2008

¹³³ Entretien fait avec l'interviewé BIL 3, Istanbul, 26.03.2008

¹³⁴ Entretien fait avec l'interviewé BIL 3, Istanbul, 26.03.2008

l'université fait référence à une discussion qui a eu lieu juste avant l'entretien. Deux professeurs parlaient entre elles de la réaction 'émotionnelle' d'un assistant chargé de recherche, pendant une discussion sur l'approche politique du quotidien *Taraf*. Alors que les deux professeurs reprochaient au quotidien de soutenir le pouvoir, l'assistant qui les trouvait assez sévère, a pris les reproches des professeurs comme des critiques adressées à sa personne. Or BIL 1 et BIL 3 sont toutes les deux d'accord sur le fait qu'un universitaire doit avoir plus de distance envers toute sorte d'idéologie. Juste avant de commencer l'entretien, BIL 1 et BIL 3 discutaient entre elles pour trouver un moyen de lui expliquer le malentendu. Cela était un signe de la transparence pour BIL 3 mais cette discussion entre les deux enquêtées nous a montré aussi leurs prises de distance envers la politique.

Issue d'une famille de classe moyenne, BIL 4 est aussi une doctorante chargée de cours qui a 33 ans. Elle habite Kadıköy avec son époux qui travaille comme spécialiste à l'Université de Sabancı. Elle est diplômée de la faculté de 'Relations Internationales' de l'Université de Marmara. Différente de BIL 2 en tant qu'assistant chargé de cours elle a eu plusieurs problèmes avec la direction :

Pendant la première année de mon recrutement, la direction de l'université a voulu transformer notre statut d'assistant ayant une sécurité sociale en statut d'étudiant boursier. Tous les assistants de l'université ont renoncé à cette politique de la direction. Avec le leadership des assistants de la faculté de droit, nous avons lancé un débat sur cette question (...) et les dirigeants ont dû reculer. Après, ils n'ont jamais fait une telle proposition. Bien sûr la présence d'une telle résistance ne leur a pas plu. (...) Je ne peux pas dire que c'était le succès de l'action collective des assistants. L'effort du doyen de la faculté de droit a été efficace. Je ne sais pas ce qui se passerait si le même problème existait aujourd'hui aussi. (...) Nous pouvions affranchir ce genre de problèmes en discutant entre nous pendant la direction d'Aydın Uğur. Mais, maintenant l'élimination du système de class a gêné plusieurs universitaires, mais personne n'a essayé de discuter de ce sujet avec les dirigeants. (...) Ils ont l'impression qu'ils ne peuvent pas affecter les décisions des dirigeants même s'ils font tout ce qu'il faut faire.¹³⁵

Les jeunes assistants de recherche habitués au système de 'class' deviennent des chargés de cours, plus facilement que dans les universités publiques. Ils ont donc la possibilité de changer de statut. Par exemple BIL 2 et BIL 4 sont des anciens assistants qui, avant d'obtenir leurs doctorats, sont devenus des chargés de cours. Le fait qu'ils soient nommés aussitôt comme 'chargé de cours' peut avoir des raisons multiples. Il est possible de dire que cela est le signe de l'adaptation au système

¹³⁵Entretien fait avec l'interviewé BIL 4, Istanbul 26.03.2008

universitaire américain. Or, cela provient aussi de la logique de souplesse¹³⁶ du nouveau système capitaliste plus que du modèle universitaire américaine. Les dirigeants ont une politique d'éducation qui accorde la priorité à l'idée d'élever ses propres enseignants au lieu de recruter des chargés de cours venant de l'extérieur ou des professionnels du secteur.¹³⁷ Cette politique d'éducation empruntée du capitalisme souple se caractérise aussi dans le fait de considérer les assistants comme des étudiants boursiers selon BIL 4. Ce statut de boursier est l'équivalent de l'article 50 D dans les universités privés. Les universitaires n'ont pas accepté ce statut de boursiers mais c'est un fait qui démontre quand même l'attitude des dirigeants envers les universitaires. BIL 4 a également résisté contre ces politiques de la direction, mais pour le moment, elle pense qu'elle ne peut pas affecter les décisions des dirigeants. Lorsqu'elle critique les décisions des dirigeants, ce facteur n'est pas transformé en un facteur interne du contrôle selon elle. Par conséquent, elle ne développe pas des techniques de refus individuelles ou organisées pour ce cas.

Les assistants de cette faculté ne sont pas confrontés aux facteurs externes du contrôle sur l'interaction institutionnelle qui les oblige à s'occuper du secrétariat et des affaires administratives plutôt que du travail scientifique. En 'bas' entre les universitaires jeunes et ceux plus âgés, l'interaction institutionnelle est plus démocratique par rapport aux universités publiques. Les assistants de recherche, pendant des discussions sur les sujets de l'actualité, peuvent montrer leurs réactions plus facilement. Une autre raison de cette absence de hiérarchie, à l'Université Bilgi, provient du fait que le secrétariat fonctionne mieux et que les assistants de recherche ne s'occupent pas beaucoup des affaires administratives, du moins dans la faculté de communication. Le contrôle sur les horaires n'est pas si sévère que celui de l'Université d'Istanbul. C'est seulement, après la promotion du nouveau doyen, pour une période très courte, qu'il y a eu une fiche de signature que tout le monde devait signer le matin. Selon BIL 4, le doyen a imposé une telle pratique pour justifier son pouvoir, mais cela n'a pas duré longtemps.¹³⁸ Les universitaires, avec des techniques de refus individuelles comme le fait de 'ne pas signer' la fiche, ont brisé ce système de contrôle.

¹³⁶ R. Sennett, **Karakter Aşınması**, İstanbul, Ayrıntı, 2002, p.75-80

¹³⁷ Entretien fait avec l'interviewé BIL 4, İstanbul, 26.03.2008

¹³⁸ Entretien fait avec l'interviewé BIL 4, İstanbul, 26.03.2008

Issu d'une famille de classe moyenne BIL 5, travaille dans cette faculté dès sa fondation. Depuis 3 ans, il est maître de conférences. Il est diplômé de la faculté de sociologie d'ODTÜ. Il habite Göztepe avec son épouse qui, elle aussi, est une universitaire. Depuis son arrivée à Bilgi, il est proche d'Aydın Uğur et a participé aux réunions sur les changements du programme scolaire suite à l'invitation du recteur. Il importe de préciser que la totalité du cadre universitaire n'était pas invitée à ces réunions. Même s'il trouve qu'il est facile de contacter les dirigeants et le recteur (voir le tableau B.3.1), il a toujours été un proche du recteur. En réalité, leurs relations ont commencé à l'université d'Ankara, lorsque BIL 5 y était étudiant. Dans son discours, BIL 5 ne parle pas directement des problèmes de manque d'étudiants, mais il nous fait comprendre que c'est la raison principale de ces réunions: « Sur ce point, les dirigeants et quelques universitaires ont remarqué quelque chose : les professeurs enseignants se plaignent des étudiants; les étudiants se plaignent d'eux et les patrons se plaignent des diplômés de cette université. Le niveau des étudiants n'est pas suffisant pour l'enseignement supérieur. Ça, ce n'est pas seulement le problème de cette université. C'est un problème lié au système de l'éducation des lycées en Turquie. »¹³⁹ Si nous prenons en considération les demandes des universitaires sur le 'système de *class*' qui n'a jamais eu tant d'effet sur les dirigeants, il nous est possible de comprendre le poids des 'patrons' sur le déroulement de ces réunions. Il faudrait aussi souligner que, dans la commission d'assistance internationale de l'université, il y a des hommes d'affaires de différents secteurs. Cela démontre encore une fois le poids du secteur privé sur l'université. Pour des raisons personnelles, BIL 5 ne critique pas les politiques des dirigeants. Ces relations avec son ancien professeur, et le nouveau recteur, l'empêchent de voir la difficulté de prendre contact avec les dirigeants pour les autres universitaires. BIL 5 a l'habitude de parler directement avec le doyen ou avec le recteur, pour des problèmes personnels ou encore pour des problèmes qui intéressent la totalité du cadre universitaire. Après avoir écouté les plaintes des assistants sur le système de *class*, il a pris l'initiative de parler directement au recteur, tout en prenant en considération la situation délicate des assistants qui ne peuvent pas s'exprimer facilement.¹⁴⁰ Cela témoigne bien du fait que, malgré ses relations avec les dirigeants, il essaie de lutter pour les droits des autres universitaires. Il définit son activité universitaire comme une activité politique :

¹³⁹Entretien fait avec l'interviewé BIL 5, Istanbul, 24.03.2008

¹⁴⁰Entretien fait avec l'interviewé BIL 5, Istanbul, 24.03.2008

La politique parlementaire organisée forme une toute petite partie du champ politique. (...) Tout le monde apporter sa contribution politique à la société. De mon côté, moi aussi j'essaie d'écrire des articles. Par exemple, enseigner est une action totalement politique. Avec sa forme et son contenu, il est une affaire de pouvoir. Enseigner c'est quelque chose de politique. L'université est une institution politique. Le fait de travailler dans une institution politique ajoute une autre strate à votre identité politique. Dans ce sens, je me considère assez politique. (...) Enseigner est une affaire de pouvoir. L'université est une institution organisée d'une manière hiérarchique. En plus, les gens ayant consenti à un contrat en tant qu'étudiant y accèdent. Dans la classe, le professeur a un statut basé sur le pouvoir. Ecouter quelqu'un avec intérêt dans une pure obéissance...Ça peut évoquer le fonctionnement des autres institutions comme par exemple l'Eglise. (...) D'autre part, briser la pédagogie de l'éducation moderne est également une sorte de politique.¹⁴¹

La ville natale de BIL 5 est Ankara et, depuis sa jeunesse, il est membre de différentes organisations de gauche. C'est le point où BIL 5 se démarque des autres interviewés. En effet, le reste de l'échantillon n'a jamais eu de contact avec des organisations ou des partis politiques. Avant, il était étudiant à ODTÜ et il a fait des études d'ingénierie jusqu'au coup d'Etat de 1980. Puis, il a décidé d'étudier la sociologie. Nous pouvons dire que, pour lui, la vie universitaire est devenue un nouveau champ de lutte. A côté de ses activités en collaboration avec les ONG, toute son activité scientifique peut être considérée comme une technique de refus individuelle. Cela n'a pas de rapport direct avec son passé politique mais est relié à son attitude envers l'espace universitaire.

On ne peut pas faire ce travail en restant toujours dans les limites de l'université et seulement en profitant des sources scientifiques. Si tu le fais, tu commences à parler d'une manière anormale. Par exemple, en parlant avec l'épicier, tu remarques qu'il te regarde avec une manière étrange. Il ne faut pas rompre les liens avec le monde qui est à l'extérieur de l'université. Ecrire un article dans un journal sert à la même chose. Si tu cesses d'utiliser ton jargon scientifique tu vois que le destinataire commence à te donner différentes sortes d'information.¹⁴²

Nous voyons que, lui aussi, essaie de former un espace d'activité à l'extérieur de l'université. Contrairement à BIL 1 et BIL 3, il ne prend pas de distance envers la politique. La politique est partout pour lui car le pouvoir est partout, dit-il. Cette définition du pouvoir le conduit à lutter dans différents espaces : il ne structure pas seulement son propre espace d'activité mais il considère tous ces espaces comme un champ de lutte.

¹⁴¹Entretien fait avec l'interviewé BIL 5, Istanbul, 24.03.2008

¹⁴²Entretien fait avec l'interviewé BIL 5, Istanbul, 24.03.2008

En réalité, à l'université, les dirigeants détiennent un pouvoir administratif total et ce pouvoir n'est pas toujours utilisé au profit du personnel universitaire. Pour éviter de partager ce pouvoir d'une manière plus démocratique, ils peuvent utiliser en plus des tactiques comme le désintérêt ou les avertissements. Lorsque la sécurité de travail est faible par rapport aux universités publiques, les universitaires se sentent obligés de faire de la production scientifique donnant ainsi plus la priorité à la quantité qu'à la qualité. BIL 1 BIL 3 et BIL 4 ont des expériences sectorielles. Dans cette faculté seulement BIL 1 et BIL 3 sont diplômés des facultés de communication. BIL 2 et BIL 5 sont diplômés des facultés de sociologie tandis que BIL 4 est diplômée d'une faculté des relations internationales. Les enquêtés qui ont de différentes formations que communication, sont orientés vers les sujets sur les sciences de la communication après leurs recrutements dans ces facultés. Cette orientation vers les sujets des sciences de communication n'est pas un fait propre à l'université de Bilgi. Nous ne pouvons pas la qualifier alors comme un facteur externe du contrôle. Or, ils doivent dispenser plus de cours que les universitaires des universités publiques. Cette logique de l'entreprise et l'absence de sécurité du travail forment des facteurs externes du contrôle sur les universitaires. La transparence, qui est un autre aspect de cette logique d'entreprise, perd peu à peu de sa crédibilité aux yeux des anciens universitaires. Les universitaires ont aussi commencé à changer leurs comportements envers les dirigeants qui prennent des décisions arbitraires. Au début, ils étaient plus actifs et essayaient de participer à la gestion de l'université en faisant des propositions ou des critiques sur les problèmes actuels. Avec le temps, ils sont devenus plus passifs, même s'ils montrent leurs réactions et qu'ils développent de temps en temps des techniques de refus individuelles ou organisées, celles-ci ne sont ni régulières, ni permanentes. Aucun des enquêtés n'est syndiqué. La transparence, basée sur l'absence de hiérarchie entre les universitaires, n'empêche pas d'être contrôlé par les décisions et les pratiques arbitraires des dirigeants. En plus cette absence de hiérarchie peut avoir son origine dans la logique du nouveau capitalisme : la hiérarchie empêche la concurrence entre les nouveaux et les anciens universitaires. Cette probabilité devient plus crédible, lorsqu'on prend en compte le fait de bénéficier de primes pour chaque article publié dans des revues scientifiques. Dans ce cadre, nous pouvons qualifier tout ce système basé sur la transparence de véritable mécanisme de contrôle.

Le capital hérité ou acquis de ces enquêtés se différent des deux précédents échantillons. La totalité des enquêtés est issue de familles de classe moyenne ou de familles riches. Tous parlent anglais et connaissent l'école anglo-saxonne. Nous pouvons remarquer dans leurs discours, remplis d'expressions en anglais, un élitisme qui les distingue des autres universitaires. Or, malgré cet élitisme les enquêtés de cet échantillon sont les plus motivés pour structurer un espace d'activité à l'extérieur et à l'intérieur de l'université.

4- L'université de Selçuk (Konya): une faculté de Provence qui n'est pas assez 'homogène' par rapport aux critères de YÖK

La faculté de communication de l'Université de Selçuk est fondée en 1993 et se place dans le second cycle des facultés de communication qui ont commencé à être fondée dès le début des années 1990. En 1993, seul le département des relations publiques existait. Après s'y sont rajoutés les départements du journalisme, de radio et télévision en 1994. Dès sa fondation, puisqu'il n'y avait pas de professeur dans la faculté de communication, les premiers doyens de la faculté ont été des professeurs de vétérinaire. Cela a généré des problèmes d'orientation pour les premiers assistants de la faculté. Ils ont dû discuter les sujets de leurs recherches avec des professeurs qui n'étaient pas spécialisés dans la discipline de communication.¹⁴³ Dans la faculté de communication, il n'y a pas de programme doctoral. Les assistants faisant un master profitent de l'article 35 de la loi et partent dans différentes facultés de communication pour passer leur doctorat. Dans la carrière universitaire, il est plus facile d'être promu dans des universités de province puisqu'il existe un grand manque de cadres de professeurs. Les critères obligatoires, comme le certificat dans un examen de langue étrangère, sont valables aussi pour les universitaires de cette faculté et peuvent devenir plus souples. Il est évident qu'il faut passer un examen, mais la surveillance pendant les examens n'est pas tellement sévère par rapport aux universités des grandes villes.¹⁴⁴

¹⁴³Entretien fait avec l'interviewé SEL 3, Konya, 10.03.2008

¹⁴⁴ Entretien fait avec l'interviewé SEL 3, Konya, 10.03.2008

Parmi les enquêtés de cette faculté, il y en a ceux qui viennent des autres facultés de communication de grandes villes mais il y en a d'autres qui sont des habitants de Konya et qui n'ont pas l'ambition de travailler dans d'autres universités. Dans cet échantillon, il n'y a pas d'assistant car au moment de notre visite à Konya, ces derniers font leurs recherches doctorales dans d'autres villes, la majorité des assistants était donc absente. C'est pourquoi, nous ne pouvons pas définir les facteurs externes du contrôle sur les assistants. Nous ne pouvons savoir en détail s'il existe un contrôle actif sur l'horaire ou des menaces sur la sécurité de travail car, depuis quatre ans, la faculté de communication recrute les assistants suivant l'article 50 D. Or, les maîtres de conférences novices qui ont un peu parlé de leurs périodes d'assistance ne se sont pas plaints de l'attitude des doyens ou d'autres responsables administratifs. Cela provient aussi du manque de professeurs dans le cadre de la faculté. La faculté a un grand besoin de maîtres de conférences et de professeurs. Ils encouragent donc les assistants, en leur laissant assez de temps libre pour des travaux scientifiques, à finir leurs recherches doctorales le plus tôt possible. Tout le cadre universitaire a la chance d'être financé par le budget de l'université pour participer aux conférences internationales une fois par an.

D'une manière surprenante, nous observons chez les enquêtés de cette faculté, un respect sans limite aux politiques de YÖK et à celles des dirigeants de l'université. Pourtant, nous ne pouvons pas dire qu'il existe un facteur externe du contrôle comme une réglementation ou une imposition de la part des dirigeants qui imposent un tel respect. Nous ne pouvons donc pas dire qu'ils ont transformé un facteur externe du contrôle en un facteur interne du contrôle. Selon nous, ce respect sans limite peut avoir ces causes dans d'autres caractéristiques des enquêtés qui ne sont pas directement liés à leur identité universitaire. Ces caractéristiques dépendent plutôt de leurs capitaux hérités ou acquis. Nous avons donc décidé d'insister un peu plus sur les passés des enquêtés. Comme nous l'avons souligné la majorité des enquêtés sont nés et ont grandi à Konya dans des familles nationalistes ou conservatrices. Parmi eux, on en trouve un qui est diplômé d'un lycée religieux. (SEL3) Ce qui nous conduit à faire une telle analyse est le fait de voir leur attitude envers YÖK. En effet, ils n'ont pas hésité à exprimer leur point de vue politique. Pendant les entretiens, seul SEL 3 n'a pas hésité à déclarer sa tendance politique. Le reste des universitaires n'a pas voulu déclarer son appartenance politique. Cette

hésitation peut avoir sa base dans les discussions sur le voile pendant lesquelles l'Université de Selçuk a été mise en lumière ; ou bien cela peut être un habitus pour les universitaires de cette faculté. Nous n'avons malheureusement pas eu assez de temps pour faire plus d'observations et pour mettre en cause cette hésitation. Nous avons dû leur poser des questions sur les problèmes actuels de la Turquie pour mieux comprendre de quelles approches politiques ils se sentaient plus proche et nous avons remarqué que, dans toutes les réponses des enquêtés, les politiques de YÖK avaient une connotation positive même si les enquêtés avaient différentes approches politiques.

SEL 1, qui est maître de conférences et vice-chef de département, est diplômée de la faculté de communication de l'Université de Marmara. Sa ville natale est Ordu, une petite ville de la région de mer Noire. Ses parents sont tous les deux fermiers. Après avoir fini ses études doctorales, elle n'a pas voulu rester à İstanbul et est partie à Konya. Elle travaille dans cette faculté depuis 7 ans. Elle est célibataire et habite seule dans un appartement dont elle est locataire. Elle se définit plutôt comme une personne de tendance à gauche. D'ailleurs, elle suit de près les problèmes de la classe ouvrière. Elle a plusieurs sœurs et frères qui sont tous éduqués. Elle affirme avoir suivi les nouvelles technologies de la communication dès son enfance, avec l'arrivée de la radio et de la télévision dans leur village. D'où son intérêt pour la communication. Après avoir fait ses études universitaires, elle a débuté sa carrière scientifique directement à Konya. Elle précise qu'elle savait que ce serait difficile mais elle a, malgré tout, décidé d'y aller.¹⁴⁵ Cette décision peut être qualifiée d'idéaliste pour une universitaire kémaliste qui se définit à gauche dans la mesure Konya est réputée pour être l'une des villes les plus conservatrices de la Turquie. Pour une femme célibataire, il est donc difficile de vivre dans une telle ville. Mais SEL 1, essaie de structurer un espace de l'activité à l'extérieur de l'université aussi : elle a rédigé des scénarios de bandes dessinées destinés aux enfants afin d'éveiller chez eux une conscience sur les problèmes de l'environnement.

Quant à son respect envers YÖK, il provient de l'idée que YÖK est une organisation autonome ou extra-universitaire qui peut protéger l'espace universitaire des différentes idéologies des dirigeants. Dans son discours, elle donne l'exemple de

¹⁴⁵ Entretien fait avec l'interviewé SEL 1, Konya, 11.03.2008

l'idéologie islamique. Mais, dire que YÖK est une organisation privée d'idéologies peut être le signe d'un rapprochement vers une autre approche politique : le kéralisme. D'autre part, les critiques qu'elle fait aux politiques du nouveau président de YÖK pro-AKP justifient notre analyse. Ce manque de critique envers les politiques de YÖK l'empêchent de développer des techniques de refus envers un tel mécanisme de contrôle.

Tableau B.4.1 Les questions actuelles qui intéressent plus les interviewés

UNIVERSITE DE SELCUK	Les questions actuelles qui intéressent plus les interviewés
SEL 1	Si les gens de différents milieux de travail annoncent depuis un an, l'existence d'une crise économique, ce n'est pas la peine de créer une question sur le voile pour camoufler les plaintes du milieu de travail et pour fixer toute l'actualité autour de cette question. En plus, une telle question ne doit pas avoir lieu dans les universités. Si l'université est un espace où la mentalité des gens change dans une atmosphère de liberté et que, théoriquement, la religion n'a rien à voir avec la liberté, il faut que les gens se demandent de quelle sorte d'émancipation, on est en train de parler.
SEL 2	Je pense que notre armée s'est retirée très tôt du nord de l'Iraq. La question de PKK est assez gênante. Les martyres qui sont morts dans la lutte contre cette organisation qui est une bête noire pour notre pays, sont le plus important problème dans l'actualité de notre pays. (...) Cette question ne peut être résolue qu'en éduquant les gens, en faisant plus d'investigations dans la région et en augmentant les peines données à l'organisation terroriste. (...) Dans un pays où 99% des gens sont musulmans la question du voile aussi est un fait important. Ma mère est voilée aussi. Malgré cela, je pense qu'il y a certaines règles que nous devons respecter dans la société. Etant donné que nous vivons dans les frontières d'un Etat de droit, et que nous sommes dirigés par la démocratie, je pense que, dans le cadre des lois, quelque soit les décisions prises sur la question du voile, elles doivent être respectées. Je ne prends pas part dans ce débat. Je pense tout simplement que, dans un pays laïque, on ne peut résoudre cette question qu'en respectant la mise en pratique de ces décisions.
SEL 3	Il y a des questions plus sérieuses que celle du voile. (...) L'islam libéral n'est pas l'islam. (...) A Konya, il y a eu une sévère crise d'holding islamique par exemple. Dans ce cas, on voit que la religion perd de son sens. Sur ce point, Marx avait raison : la religion est devenue un moyen de répression sur les gens. D'ailleurs, la plus importante question de l'actualité est de voir comment la Turquie va compléter le processus d'Etat-nation en résolvant la question kurde. Personne n'a de plan sérieux pour résoudre cette question et en particulier MHP. Les hommes politiques transfèrent les questions aux Etats-Unis ou bien à l'armée turque pour qu'ils les résolvent à leur place. Par exemple, on a inventé la langue kurde. Il y avait une telle langue orale mais la langue écrite kurde a été inventée plus tard. (...) Depuis 85 ans, nous essayons de former une nation mais le processus de modernisation turque est en décadence (...) Parfois, les gens se présentent en définissant autrui. Si vous niez la présence d'autrui, vous pouvez essayer de faire fondre tout le matériel dans un même moule. Et finalement, vous avez une société tordue et déformée, voire handicapée.
SEL 4	En ce moment, dans l'actualité, les sujets qui m'intéressent sont l'opération du Nord de l'Iraq, la terreur du PKK et la question de voile. D'autre part, je pense que les vrais problèmes de la Turquie sont l'économie et le chômage.
SEL 5	La question du voile est depuis longtemps dans l'actualité. Il faut que ça soit résolu tout de suite. Par exemple –après la dernière réglementation du YÖK- les étudiantes voilées peuvent entrer facilement à l'université. Nous avons discuté de cette question en particulier avec les professeurs conservateurs. (...) Moi, je préfère qu'elles viennent sans voile.

SEL 2 est aussi diplômé de la faculté de communication de l'Université de Marmara, mais il a fait son master et son doctorat à l'Université de Selçuk. Il travaille dans cette faculté depuis 13 ans. Il a pris le titre de maître de conférences en 2007. Nous pouvons remarquer les reflets de ce nationalisme dans le discours sur l'actualité de SEL 2. Il utilise le terme d'« organisation terroriste » et pense que l'armée turque s'est retirée trop tôt du nord de l'Irak. Il mythifie l'armée turque et 'les martyres' sans prendre en considération les demandes et les problèmes de la population kurde. Nous pouvons également remarquer son attitude qui est celle de soutenir l'utilisation de techniques de punition concernant la violence. Il reproduit la logique officielle de l'Etat en qualifiant cette population contre la population turque et l'identité kurde comme une anti-identité de l'identité turque. Pendant l'entretien, on remarque qu'il essaie de prendre une position neutre envers la question du voile. Il respecte vraiment les décisions et les pratiques du pouvoir et croit aux valeurs de droit, d'un Etat juste sans interroger profondément le fonctionnement de la justice en Turquie. Cela nous montre, en effet, son point de vue étatiste qui met en arrière même ses choix personnels sur le port du voile. Il est pour le port du voile à l'université mais il souligne qu'il faudrait respecter les décisions de l'Etat. Ce respect des décisions de YÖK, peut être un signe de sensibilité au paternalisme qui trouve également ses reflets dans les discours des nationalistes et des conservateurs. D'autre part, il semble qu'une autre raison de l'absence d'une approche critique envers YÖK, soit dû à l'accord des intérêts de l'enquêté avec cette organisation. Les pratiques de YÖK n'ont jamais eu tant d'influence sur le travail quotidien de SEL 2.

SEL 3 est également maître de conférences et il travaille dans cette faculté depuis 13 ans. Il est diplômé de la faculté de sociologie de l'Université de Selçuk. Il a voulu continuer ses études dans le domaine de la sociologie, mais il a été assistant dans la faculté de communication parce qu'il n'y avait pas de cadre universitaire dans la faculté de sociologie. Il habite avec son épouse dans un appartement dont il est propriétaire. Ses parents sont fermiers. Dans sa famille élargie, il y a des députés de MHP, c'est pourquoi il s'intéresse beaucoup à la politique mais le poids du champ universitaire est plus efficace chez lui. Il est diplômé d'un lycée İmam Hatip (lycée dont le programme scolaire comprend des cours coraniques et des cours d'arabe,

fondé dans le but de former des imams). SEL 3 confirme aussi les méthodes de violence dans la solution de la question kurde. Il trouve que, en ce qui concerne les questions sociales, la punition est un facteur important. Il précise aussi qu'il est un étatiste : « Sur ce point, je suis contre les organisations communautaires. Lorsque les organisations communautaires gagnent de la puissance, l'unité sociale s'affaiblit. C'est la règle principale de la sociologie. »¹⁴⁶ Il travaille sur les turcs dans le monde entier. C'est un intérêt qui provient des tendances pan-turquistes. Enfin, il pense que les immigrés turcs en Bulgarie perdent leur identité tout de suite parce qu'ils ont une faible perception de l'identité. Cela traduit également sa propre perception de l'identité homogène et unique.

Cependant, nous pouvons dire qu'en tant que sociologue il analyse mieux les questions sociales de la Turquie par rapport à SEL 2 qui travaille sur les relations publiques et la publicité. Il prend en considération le processus de l'Etat-nation qui a commencé avec la fondation de la République et il fait des critiques à propos des échecs de ce processus. Il ne nie pas l'identité kurde comme SEL 2, il la définit comme autrui mais il accepte sa présence. Contrairement aux autres enquêtés, il est toujours en contact avec le peuple dans les cafés et dans d'autres milieux sociaux. Ses parents sont agriculteurs et il a l'habitude de parler avec les gens de divers milieux, sans utiliser un langage scientifique. A peu près tous les autres enquêtés, non seulement dans cette faculté mais également dans les autres facultés, ne font pas autant attention à l'usage d'un langage non scientifique que SEL 3. Pourtant, il ne définit pas ces milieux de socialisation comme d'autres champs de lutte politique. Ses limites sont très précises. Il est un universitaire mais pas un homme politique et il ne donne son point de vue que si on lui demande.

Dans les discours de SEL 3 autant que SEL 2, nous pouvons remarquer les reflets du discours nationaliste du parti MHP qui après les années 1990 a commencé à se rapprocher de celui de l'Etat. Dans les années 1970 et au moment du coup d'Etat de 1980, les loups gris n'étaient pas aussi proches de l'Etat. Ce sont les années 1990 qui déterminent les valeurs des jeunes nationalistes de l'époque (comme nos deux enquêtés). Elles ont constitué une époque de réconciliation avec l'Etat et un refoulement du radicalisme et l'exclusion du mouvement turco-islamiste du

¹⁴⁶Entretien fait avec l'interviewé SEL 3, Konya, 10.03.2008

mouvement nationaliste.¹⁴⁷ Alors, chez SEL 2 et SEL 3, qui sont nés et qui ont grandi à Konya, les effets de changement dans le mouvement nationaliste sont considérables. Même s'ils ont des mères ou des parentes voilées dans la famille, ils prennent une certaine distance par rapport au mouvement islamique. Par ailleurs, nous constatons une attitude semblable chez SEL 3. En tant que sociologue et nationaliste, il a été influencé par les théories de Marx lorsqu'il était étudiant et ce n'est pas pour rien qu'il parle des holdings islamistes de Konya pendant l'entretien.

SEL 3 est aussi le seul enquêté qui nous parle d'un facteur externe du contrôle sur la recherche :

Imaginez que vous vouliez travailler sur un sujet et votre directeur de thèse vous conseille de ne pas travailler sur ce sujet. Nous rencontrons souvent ce genre de chose. Dans ce cas, il y a sûrement une approche critique mais aussi la censure. (...) J'ai voulu travailler sur les alévis, mais je n'ai pas pu. Dans le cadre de ma recherche doctorale, je projetais de travailler sur la presse kurde. Mon directeur de thèse m'a dit : « Laissez ces sujets-là de côté ». Or, j'avais déjà recueilli certains documents en langue ottomane. En fait les professeurs m'ont conseillé d'attendre un peu plus pour faire cette recherche.¹⁴⁸

L'enquêté nous affirme qu'il avait directement subi un tel facteur de contrôle. Quand il était assistant, SEL 3 n'avait pas pu désobéir à la volonté de ses professeurs. Par contre, avec son titre de maître de conférences d'aujourd'hui, il peut faire des recherches sur le sujet qu'il veut. Nous ne pouvons donc dire qu'il existe des facteurs internes du contrôle sur lui.

SEL 4 travaille dans cette faculté depuis 12 ans. Il a pris le titre de maître de conférences deux ans auparavant. Il est né à Samsun et est diplômé de la faculté de communication de l'Université de Gazi à Ankara. Il habite avec son épouse dans un appartement dont il est locataire. Il est difficile de faire des commentaires sur la tendance idéologique de SEL 4 parce qu'il ne voulait pas non plus déclarer ses idées sur l'actualité. Tout de même, l'utilisation du terme d' « organisation terroriste » pour qualifier le PKK, donne une certaine idée sur ses réflexes nationalistes. Le fait qu'il apprécie les politiques de YÖK provient de l'idée que YÖK ne transforme pas les gens en des universitaires stéréotypes. Il pense qu'il existe des universitaires différents les uns des autres dans cette faculté. Or pendant l'entretien, il avait

¹⁴⁷K.Can, T. Bora, **Devlet ve Kuzgun:1990'lardan 2000'lere MHP**, İstanbul, İletişim Yayınları, 2004, p. 11-14

¹⁴⁸Entretien fait avec l'interviewé SEL 3, Konya, 10.03.2008

exprimé ses idées appréciant le port du voile dans l'espace universitaire aussi. Sur la question du voile, il soulignait quand même qu'il ne voulait pas faire beaucoup de commentaires sur les décisions des organes de l'Etat. Cette contradiction entre les deux exemples donnés par SEL 4 montre qu'il n'a pas une approche assez critique sur YÖK : s'il apprécie le port du voile dans l'espace universitaire, pourquoi défendre YÖK qui l'a interdit pour longtemps ? Selon nous l'attitude de SEL 4, tout en prenant en considération les propos tenus par SEL 2 qui respecte l'autorité de l'Etat, peut être expliquée par son étatismes.

SEL 5 est diplômé de la faculté de communication de l'Université de Marmara et a fait son master à l'Université Anatolienne d'Eskişehir. Pour le moment, il est l'un des rares maîtres de conférences agrégés de cette faculté et il est le chef du département de 'Radio et Télévision'. Le père de SEL 5 est sous officier et sa mère est femme au foyer. Ce n'est pas un idéalisme pur comme celui de SEL 1 qui a poussé SEL 5 à travailler dans cette université de province. Après avoir fait des études à Eskişehir et passé son doctorat, et suite à des problèmes de cadre universitaire, il a décidé de venir à Konya. Il a été, pendant un moment dans sa carrière universitaire, membre d'un syndicat mais il ne se souvient plus duquel. Les autres déclarent ne jamais avoir eu besoin d'être membre d'un syndicat. Son respect envers YÖK est basé sur son kémalisme, l'avoue-t-il. Comme SEL 1, lui aussi, pense que YÖK est une organisation privée d'idéologies chargée de fournir une homogénéité dans l'espace universitaire. Or, en parlant de l'interaction institutionnelle, nous voyons qu'il discute véritablement avec les autres universitaires qu'il qualifie de 'conservateurs' sur les sujets d'actualité, sur le port du voile par exemple. Selon lui, personne ne parvient à lui faire changer d'opinion pendant ces discussions mais il considère ces discussions avec des gens ayant des points de vue politiques différents comme un élément très positif. Cela montre, en même temps, qu'en tant que chef de département, son approche politique ne forme pas un facteur externe de contrôle sur les autres universitaires.

Il faut noter que l'Université de Selçuk, et particulièrement la faculté de communication, sont dotés d'une structure très hétérogène par rapport aux autres facultés de communication. On y trouve des universitaires de tendances idéologiques très différentes qui travaillent tous ensemble. Il serait plus facile de comprendre en se

remémorant l'exemple de la faculté de communication d'Ankara (qui est très homogène et où à peu près tous les universitaires sont de gauche et font toujours des références à l'école de Francfort dans leurs recherches). A l'Université de Selçuk, il est possible de rencontrer des kémalistes, des nationalistes de droite, des islamistes et même des marxistes. Un assistant qui ne fait pas partie de notre échantillon et qui travaille depuis deux ans à l'Université de Selçuk est un marxiste qui peut exprimer ses idées ouvertement et discuter sur les sujets politiques avec les autres universitaires de différentes tendances. Né à Istanbul, il voulait être un universitaire dès le début de sa vie universitaire. C'est dans le but réaliser ce rêve qu'il est venu à Konya : « Vous voyez les très petits icônes* de gauche même peuvent signifier beaucoup de choses ici dans cette ville de province. »¹⁴⁹ Cela nous montre qu'il peut s'exprimer librement dans la faculté. Il souligne qu'il n'y a pas de pression de la part des universitaires, mais qu'il se sent obligé d'être attentif envers les étudiants de droite car il trouve que les étudiants marqués droite sont très organisés et provoquent les étudiants de gauche.

Cette structure hétérogène de la faculté empêche la formation de facteurs externes du contrôle sur la recherche parce qu'il n'y a pas une seule idéologie dominante. Il faut aussi souligner que aucun des enquêtés n'est syndiqué. SEL 2 et SEL 4 ont eu des expériences sectorielles et à part SEL 3, ils sont tous diplômés d'une faculté de communication et travaillent sur des sujets sectoriels. Dans une ville de province qui est en général considérée comme conservatrice, nous voyons que tout le cadre universitaire n'est pas de tendance 'conservateur' ou 'islamique'. Or, tous les enquêtés défendent la nécessité de YÖK. Etant donné le fait qu'ils ont tous des tendances étatistes, ils n'osent pas lutter pour leurs droits de personnalité ou pour les autres problèmes communs des universitaires, ils respectent la hiérarchie universitaire en plus d'en accepter sa présence. Pour les interviewés pro-MHP, les affaires administratives desquelles s'occupent plutôt les assistants sont des tâches obligatoires qui ne doivent pas être interrogées. Nous pouvons voir un autre aspect de cet étatisme dans le discours de SEL 2 : « Il n'y a pas de sujet dont je n'ose pas parler. (...) mais il y a une expression qui dit qu'il ne faut pas parler de n'importe quoi partout. Il y a des règles que nous devons respecter. Dans une institution, il

*Derrière son bureau, sur le mur il a mis les photos de Deniz Gezmiş, ancien militant de gauche exécuté au début des années 1970 et de Yılmaz Güney, cinéaste de gauche exilé

¹⁴⁹ Une interview imprévue avec l'assistant K.G., 10.03.08

existe des règles officielles et tacites. Si vous respectez ces règles, vous pouvez être en bons termes avec tout le monde. »¹⁵⁰ Le fait qu'ils ne fassent pas de définition des facteurs externes de contrôle est un habitus commun à tous les enquêtés de cette faculté. Il semble que leur respect ne soit pas seulement orienté vers les politiques de YÖK mais vers toute sorte de règles officielles ou tacites. Ce respect peut être basé sur leur étatisme dont nous voyons les reflets dans le discours de SEL 3 en particulier ou bien sur leurs sensibilités au paternalisme provenant de leur nationalisme et de leur conservatisme. Pourtant dans la formation de cet habitus, le poids du capital hérité ou acquis des enquêtés pèse plus que leurs identités universitaires.

5-L'université de Marmara: le siège des valeurs kémalistes

L'Ecole Privée de Journalisme fondée en 1948 par Yahya Fehmi Tuna a dû interrompre son éducation en 1963. En 1967 elle a été déménagée à Findıkzade et en 1972 elle a été étatisée et transformée en Ecole Supérieure de Journalisme au sein de l'Académie des Sciences Economiques et Commerciales d'Istanbul. Après le coup d'Etat de 1980, elle est devenue l'Ecole Supérieure de la Presse et de Publication au sein de l'Université de Marmara. En effet, après le coup d'Etat, toutes les académies et les Ecoles Supérieures ont été transformées en des facultés au sein de différentes universités. Dix ans plus tard, elle a été transformée en faculté de communication. La faculté de communication de l'Université de Marmara trouve donc ses bases dans la première Ecole de journalisme de la Turquie.¹⁵¹

Il faut préciser que cette faculté est l'une des rares qui recrute des universitaires selon les critères de l'article 33 A. Il existe aussi des assistants qui sont recrutés selon 50 D. Mais leurs tâches sont distinctement différentes de ceux des assistants de 33 A. Les assistants de 50 D, sont chargés de mener les affaires de l'institut des sciences sociales et de s'occuper des programmes scolaires des cours de master et de doctorat, des documents concernant les remboursements des professeurs etc. Ils ne sont pas chargés de faire la surveillance pendant les contrôles continus et les partiels. Ils n'ont pas la responsabilité d'assister les professeurs pendant leurs

¹⁵⁰Entretien fait avec l'interviewé SEL 2, Konya, 11.03.2008

¹⁵¹<http://iletisim.marmara.edu.tr/tarihce.php> 15.05.08

cours ou pendant une recherche scientifique. Toutes les tâches que nous venons de citer font partie des responsabilités des assistants de 33 A. Les assistants de 50 D, font leurs recherches doctorales sachant qu'ils ont le statut d'étudiant et qu'ils peuvent partir après avoir passé leur doctorat. Il existe trois assistants d'institut des sciences sociales dont chacun pour un des trois départements. Ces assistants-là viennent une ou deux fois par semaine à la faculté et ne se mêlent pas beaucoup des relations hiérarchiques continues. Ils n'ont pas de sécurité de travail mais ils n'ont pas des techniques de refus organisées ou individuelles non plus.

Dans notre échantillon il n'y a qu'un seul assistant de 33 A (MAR 5), deux professeurs (MAR 2 et 3), un maître de conférences agrégé (MAR 1) et une maître de conférences (MAR 4). MAR 2 était doyenne lorsque nous avons débuté cette recherche, mais son occupation à ce poste a pris fin au début du premier semestre 2007. Les autres n'ont jamais eu de charges administratives. Seul MAR 1 et MAR 5 ont eu des expériences sectorielles, les autres n'ont jamais travaillé dans le secteur des médias.

Les recteurs et les doyens de l'Université de Marmara sont toujours élus parmi des professeurs kémalistes. Cela n'est pas très différent des cas des autres universités publiques d'Istanbul. Mais l'Université de Marmara est reconnue par ses professeurs qui ont des reflexes kémalistes les plus développés. Pendant le dernier biennal d'Istanbul, la doyenne de la faculté de Beaux Arts a mis en avant une pétition signée par 131 professeurs de l'université. Cette pétition visait le curateur du biennal Hou Hanru. Le thème du biennal était 'l'optimisme à l'époque de la guerre globale' mais le problème était la présentation de la modernisation kémaliste comme un processus répressif et jacobin. Au mois de septembre 2008, le rectorat de l'université de Marmara a décidé d'informer ses étudiants qui partaient dans différentes universités d'Europe dans le cadre du programme Erasmus avec une série de séminaires. L'objectif de ces séminaires, dont la participation est obligatoire, est d'informer les étudiants sur les thèses officielles de l'Etat turc concernant les sujets comme les questions arménienne et kurde, mais aussi la question de Chypre. Après le premier séminaire, le professeur Yusuf Halaçoğlu a fait un discours, conseillant aux

étudiants de défendre les thèses de la Turquie sur la question arménienne. Beaucoup d'étudiants ont quitté le salon en discutant avec Halaçoğlu.¹⁵²

Après la mort de treize soldats turcs à Şırnak en Octobre 2007, dans plusieurs universités les rectorats ont organisé des cérémonies. Cette querelle entre le PKK et l'armée turque a provoqué la montée du nationalisme dans l'opinion publique turque. Deux semaines plus tard, le 21 Octobre, il y a eu une autre querelle dans le village de Dağlica, à Hakkari. Douze soldats sont morts et huit soldats ont été pris en otage. Ils sont restés en otage pendant deux semaines et ont été jugés par les juges militaires après leur libération sous prétexte de reddition. Le procureur militaire a demandé la prison à vie pour l'un de ces soldats.¹⁵³ Dans une telle atmosphère, les rectorats organisant ces cérémonies pour les 'martyres', faisaient l'éloge du militarisme avec des marches et des discours militaires ne parlant guère des huit soldats. En général, les membres des facultés ne sont pas obligés de participer à ces cérémonies, mais dans la faculté de communication de cette université, l'invitation à la cérémonie était plutôt une obligation de la part de la doyenne. Une seconde cérémonie a eu lieu dans la faculté pour ceux qui n'avaient pas eu l'occasion de participer à la première. Toujours à l'époque de cette doyenne, MAR 2, le président du conseil des étudiants, qui normalement doit être élu par les étudiants, a été nommé par la doyenne parmi ces étudiants nationalistes qui organisent les cérémonies avec elle. Cela a provoqué des disputes entre les étudiants nationalistes et les démocrates qui voulaient élire le président eux-mêmes. Quant aux assistants et aux autres professeurs, ils ont dû signer ou participer à des campagnes d'aide financière pour l'armée turque. Ceux qui participaient à cette campagne signaient une fiche qui a été envoyée plus tard au rectorat.

Donc ceux qui n'ont pas participé étaient fichés grâce à cette fiche de signature et restaient en minorité. Tous ces faits n'ont pas causé de prise de part dans le cadre universitaire, parce que cette minorité était très petite et n'osait pas s'exprimer ou développer une technique de refus organisée. La seule technique de refus était individuelle et consistait à « ne pas signer » et à « ne pas participer » à ces campagnes. Cette atmosphère pesait sur l'activité de recherche scientifique ou des écritures journalistiques à l'époque.

¹⁵²Le journal *Taraf*, 18.09.2008

¹⁵³ <http://www.savaskarsitlari.org/arsiv.asp?ArsivTipID=5&ArsivAnaID=42959> , 17.05.08

Il nous est malgré tout possible de dire que ce facteur externe du contrôle ne devient si fort que pendant les événements qui influencent l'opinion publique et la sensibilité nationaliste. Pour les périodes plus calmes, les doyens ou les recteurs, sans dévier de leur ligne kémaliste, ne peuvent pas avoir autant d'effet sur les comportements des assistants ou des professeurs, au moins au niveau scientifique. Or, dans les nouveaux critères de nomination et de promotion scientifique qu'a déclaré le nouveau doyen de la faculté ¹⁵⁴ se trouve aussi le respect aux valeurs de la République et au kémalisme. Même si cette obligation du respect aux valeurs kémalistes et républicaines est indiquée dans la loi de YÖK, les facultés ont toujours l'initiative de les tolérer ou de les endurcir. Notons toutefois que les deux derniers doyens de cette faculté ont toujours utilisé la deuxième méthode. Lors de cette réunion, le doyen a interrogé tous les assistants sur leurs recherches scientifiques, leurs points fins et leurs contenus. Il a aussi conseillé de continuer les recherches doctorales dans cette faculté. Même si les assistants ont le droit de faire leurs recherches doctorales dans d'autres facultés et d'autres universités, il a précisé qu'il était essentiel de faire des recherches doctorales surtout dans cette faculté. Cela peut être défini comme un facteur externe du contrôle sur la recherche. Enlever aux assistants le droit de faire sa recherche dans n'importe quel domaine et dans n'importe quelle université est un facteur direct du contrôle sur la recherche. Les reflets de cette politique de gestion sont visibles dans les travaux des universitaires, ils ne touchent guère aux sujets délicats de la Turquie. Le seul assistant parmi nos enquêtés, MAR 5 parle de son impression sur cette politique répressive:

Juste après la mort de 12 soldats il y a eu des cérémonies dans la faculté qui ont provoqué les sentiments nationalistes de plusieurs de mes collègues. Pendant trois semaines, il y a eu une atmosphère de nationalisme qui dominait dans toute la faculté. J'ai pensé écrire notre situation dans un journal mais j'ai changé d'avis parce que j'ai pensé aux problèmes qu'un tel article pourrait me causer dans cette faculté.¹⁵⁵

Nous voyons que ce fait a provoqué chez MAR 5 une intention de résistance, mais il n'a pas pu développer une technique de refus individuelle ; au contraire il s'est contrôlé afin de camoufler ses réactions. Or, nous ne pouvons pas dire que cette maîtrise de soi de MAR 5 est un acte permanent qui forme son habitus. MAR 5, qui est le seul assistant de cet échantillon, issu d'une famille de classe moyenne, est le

¹⁵⁴ Discours fait pendant une réunion universitaire, 04.04.08

¹⁵⁵ Entretien fait avec l'interviewé MAR 5, İstanbul, 25.02.08

représentant d'un syndicat à gauche et le représentant du quartier Beşiktaş du parti ÖDP. Dans des réunions universitaires, il fait des discours qui défendent les droits des étudiants. Il n'est pas facile de le juger, donc d'avoir approprié un facteur externe du contrôle puisque cette action de se contrôler ne se répète pas. Elle dépend plutôt des changements intra individuels de l'enquêté. Dans des cas inattendus, comme celui de l'homicide du journaliste arménien Hrant Dink, il peut lui-même mettre en place des techniques de refus organisées : « Après l'homicide d'Hrant Dink nous nous sommes opposés à la doyenne pour pouvoir mettre l'annonce de la cérémonie des funérailles sur les murs et les photos d'Hrant sur nos poitrines. Elle n'a pas accepté tout de suite. Il a fallu discuter avec elle. » ¹⁵⁶ MAR 5 justifie nos observations concernant le facteur externe du contrôle sur la recherche :

Nous pouvons faire des recherches sur n'importe quel sujet qui nous intéresse grâce à quelques points aveugles. Bien sur il existe plusieurs tabous dans la société turque. (...) Je n'ai jamais essayé d'écrire un article sur l'un de ces tabous, mais je peux imaginer qu'on peut nous empêcher de travailler sur certains sujets comme TSK (Les Forces armées turques), comme M. Kemal Atatürk, comme les questions kurde et arménienne. Dans cette discipline scientifique, les universitaires ne travaillent pas beaucoup sur de tels sujets mais je pense quand même qu'il serait difficile de travailler s'il y avait des propositions de recherches concernant ces tabous. Dès que je précise le sujet, tout au début du travail, le chef de département peut m'empêcher. Si je l'écris sous la forme de l'article le conseil des arbitres peut empêcher la publication. En fait ce genre de travail est toujours surveillé par YÖK et par MIT (Organisation Nationale d'Information)¹⁵⁷

Les pressentiments de MAR 5 prennent corps avec les applications et les avertissements du nouveau doyen mentionnés ci-dessus.

Les autres enquêtés ne subissent pas de tels facteurs externes du contrôle sur la recherche. MAR 1 et MAR 4 qui sont diplômés des facultés des sciences politiques travaillent aussi dans ce domaine. MAR 2 qui est diplômée d'une faculté de sciences politiques, est orientée vers les sujets sur le secteur des médias. Les deux autres enquêtés sont diplômés des facultés de communication. Alors il n'y a que MAR 5 qui subit un tel facteur externe du contrôle parmi les enquêtés. Par contre, certains de ces enquêtés utilisent leurs pouvoirs universitaires pour créer un tel facteur externe du contrôle sur les assistants ou sur les autres doctorants : « Nous devons avoir plus d'idées sur les recherches que font les assistants. Nous devons faire des rapports réguliers sur les assistants. Nous devons vous contrôler. (...) mais il

¹⁵⁶Entretien fait avec l'interviewé MAR 5, İstanbul, 25.02.08

¹⁵⁷ Entretien fait avec l'interviewé MAR 5, İstanbul, 25.02.08

ne faut pas dire par exemple ‘toi, tu défends ce point de vue, mais tu dois défendre un autre’ »¹⁵⁸ Il précise qu’il est tolérant envers toute sorte d’opinion si elle est bien présentée au niveau scientifique. Or, la majorité de ses étudiants dénoncent le fait qu’il intervienne sur le choix du sujet des étudiants de master, quand il dirige une thèse. Intervenir sur le choix de sujet est déjà un facteur externe du contrôle sur la recherche. Cette intention du contrôle est le reflet de son respect à la hiérarchie universitaire qui fait partie de sa tendance étatiste : « L’université est une espace hiérarchique, mais pas autant que l’armée, ou on doit travailler sérieusement. (...) Bien sur les gens peuvent défendre les idées auxquelles ils sont attachés mais, dans le fonctionnement des activités de recherche, tout le monde doit marcher d’une façon synchronisée et disciplinée comme à l’armée.»¹⁵⁹ Cette tendance étatiste n’est formée que sous l’influence d’un facteur externe du contrôle lié à la direction de cette faculté ; le capital scolaire et le capital hérité ou acquis de l’enquête influent sur la formation de cette tendance autant que la conjoncture sociopolitique de sa jeunesse. Diplômé de la faculté des Sciences Politiques de l’Université d’Ankara, MAR 1 a continué à faire ses études de master et de doctorat toujours en sciences politiques. Il a eu une expérience d’assistantat dans la faculté des Sciences Politiques à Ankara, mais suite au coup d’Etat de 1970, il a été renvoyé de l’université comme plusieurs autres universitaires de l’époque. Son second contact avec l’université a eu lieu pendant la fondation de l’Université Galatasaray. Puisqu’il est diplômé du lycée Galatasaray, il est devenu ‘chargé de cours’ dans la faculté des Sciences Politiques. Ensuite il a été transféré à l’Université de Marmara. Issu d’une famille de classe moyenne, il a toujours travaillé en tant que journaliste et publiait des articles lorsqu’il était militant d’un groupe à gauche appelé « *Aydınlıkçı* ». C’est la raison pour laquelle, il a pu être transféré à une faculté de communication. Dès le milieu des années 60, il s’est engagé pour un mouvement politique. Il est encore adhérent du parti ouvrier qui, depuis la dernière décennie, a développé un discours ouvertement nationaliste et étatiste. Dans ce cadre, au nom d’un Etat fort et homogène, il apprécie les politiques et la présence de YÖK. D’autre part, nous ne pouvons pas nier qu’il essaie de structurer un espace d’activité qui lui est propre. C’est d’ailleurs l’un des rares universitaires qui s’occupe en même temps des activités politiques et journalistiques universitaires. Le fait d’être en accord avec les idées politiques de la direction le conduit à se placer dans le champ de force et à utiliser de temps en temps

¹⁵⁸Entretien fait avec l’interviewé MAR 1, İstanbul, 26.02.08

¹⁵⁹Entretien fait avec l’interviewé MAR 1, İstanbul, 26.02.08

son pouvoir politique : il organise des séminaires en collaboration avec le doyen, au sein desquelles des écrivains et des journalistes proches du parti ouvrier prennent la parole.

MAR 2 se sent proche du parti d'opposition CHP, il a des réflexes kémalistes qui sont notamment visibles dans son discours sur l'actualité, sur le voile et sur la question kurde. Comme MAR 1, elle aussi pense que le voile est un signe politique et ne doit pas être une tenue à l'université et considère que la question kurde n'a pas de raison d'être dans la mesure où les kurdes sont, depuis longtemps, représentés au parlement. Elle cite les noms de quelques hommes politiques d'origine kurde qui ont été député ou premier ministre, comme Turgut Özal. Dans son discours, il est possible de voir plusieurs autres signes de la croyance à une homogénéité sociale. Pourtant le point où elle se distingue de MAR 1 est celui de son point de vue sur YÖK. MAR 1 souligne l'importance de YÖK et de sa présence dans un pays comme la Turquie où on peut voir des mentalités réactionnaires dans des universités de province. Lorsqu'elle était doyenne, MAR 2 a dû subir certaines pratiques de YÖK qu'elle qualifie d'« illégales ». Elle critique sévèrement cette institution:

YÖK a envoyé plusieurs ordres illégaux et je suis sûre qu'il continuera de le faire. Je ne peux pas donner d'exemple car il s'agissait de documents confidentiels. C'était un ordre illégal. YÖK ne s'adresse pas directement au doyen, il s'adresse au recteur. Il s'agissait de quelque chose qui ne devait pas se réaliser et ils ont par la suite, essayé de l'utiliser contre moi. YÖK ne peut s'adresser directement à moi. Il ne peut s'adresser qu'au recteur. Et le recteur s'adresse, par la suite, à moi. J'ai donc reçu cet ordre par une chaîne hiérarchique. C'est pourquoi j'ai appliqué l'ordre que j'ai eu mais YÖK n'avait pas le droit d'ordonner quelque chose pareil.¹⁶⁰

Son attitude envers YÖK est plutôt basée sur ses expériences personnelles que sur une approche critiquant la structure et les politiques de YÖK. En fait, elle est en accord avec la logique de l'Etat concernant la sécurité nationale que YÖK défend depuis longtemps. Dès lors, nous ne pouvons pas considérer cette attitude comme une technique de refus envers le facteur externe du contrôle que nous avons appelé « la logique de l'Etat de sécurité nationale ». A l'inverse, nous avons précisé qu'en utilisant son pouvoir administratif, c'était MAR 2 qui avait intensifié les disputes entre les étudiants et avait elle-même créé un facteur externe du contrôle,

¹⁶⁰Entretien fait avec l'interviewé MAR 2, İstanbul, 27.02.08

sur les assistants. En parlant de l'ordre universitaire, elle fait référence à la hiérarchie militaire : « Il existe des affaires ordinaires dans chaque université. (...) En faisant ces affaires, il faut respecter la hiérarchie d'une façon semblable à la hiérarchie militaire. » Encore dans cette période, pour contrôler les horaires, elle avait mis à disposition une fiche de signature que tous les assistants devaient signer en arrivant et en sortant de la faculté. MAR 1 et MAR 2 sont toujours en accord avec leurs logiques disciplinaires et font, tous les deux, références à la discipline militaire.

Or, contrairement à MAR 1, MAR 2 n'a pas d'expérience politique et elle n'a pas essayé de structurer son espace d'activité propre, alors qu'elle structurait l'espace universitaire elle-même quand elle a été doyenne. Elle a également eu un pouvoir administratif à cette époque. Diplômée de l'Académie des Sciences Economiques et Commerciales d'Istanbul, MAR 2 a fait son master en Sciences Politiques à l'Université d'Istanbul et son doctorat en Economie également à l'Université d'Istanbul. Elle est issue d'une famille riche et est membre de plusieurs clubs de haute société comme le Rottary notamment. Nous voyons aussi les reflets de ce capital hérité et acquis dans le discours de MAR 2. En tant que doyenne c'était elle qui décidait du recrutement des universitaires:

Embaucher quelqu'un que tu ne connais pas du tout est un risque sérieux. Il peut être fou. Les universités sont pleines de fous qui ont de vrais problèmes psychologiques. (...) il faut que l'universitaire soit raisonnable. Il sera responsable des étudiants donc il faut qu'il soit fiable, qu'il ait une bonne formation ; qu'il sache parler des langues étrangères parce qu'en Turquie on ne fait pas de science. (...) il faut qu'il existe *un peacefull coexistence* dans la faculté. Quelqu'un qui humilie ses collègues en les accusant d'avoir peu de connaissance scientifique. La tenue est aussi un élément important. Il ne doit pas être comme une star. Les universitaires se présentent tout d'abord aux autres gens avec leurs tenues et les gens nous apprécient ou non selon nos tenues. Il ne faut pas qu'il soit diplômé de cette faculté. (...) il doit connaître le quand et le comment des choses et ça dépend de la famille directement. Il doit savoir utiliser la fourchette et le couteau en prenant son dîner. Il doit savoir comment parler avec les enfants et les vieux parce que nous sommes dans une faculté de communication. Je ne peux pas travailler aussi avec quelqu'un insurgeant parce que nous avons plusieurs attentes de ces jeunes gens.¹⁶¹

Les critères du droit d'entrée tacites qu'elle souligne nous montre à la fois son élitisme, provenant de son capital hérité, et la manière d'utiliser le pouvoir administratif. On constate un certain élitisme chez MAR 2 qui souligne la tenue et

¹⁶¹Entretien fait avec l'interviewé MAR 2, İstanbul, 27.02.08

les comportements des assistants. Sur ce point, elle parle justement d'un habitus de classe supérieure. Elle met notamment l'accent sur la famille. Mais également, l'attente d'une obéissance de la part de l'assistant démontre encore une fois son autorité administrative et la logique de discipline qu'elle a. Elle vient d'une famille de classe supérieure et elle est membre d'associations de la haute société comme le club Rottary. Pour elle, il est important d'être membre de telles associations. Elle respectait déjà ces organisations communautaires lorsqu'elle recrutait des assistants et des universitaires, avoue-t-elle.

MAR 3 est diplômée de l'Ecole Supérieure Professionnelle de Presse de l'Université d'Ankara. Elle a aussi fait ses études doctorales dans le domaine de communication à l'Université d'Istanbul. Elle est membre de plusieurs associations professionnelles. A l'inverse de MAR 1 et MAR 2 elle a une approche critique envers les politiques et la structure de YÖK. Elle se sent proche au parti ÖDP. Issue d'une famille riche elle n'a pas un élitisme semblable à celui de MAR 2. En tant que professeur elle a toujours réussi à conserver une certaine distance envers les dirigeants dont elle ne partage pas les points de vue politiques. Pour elle, la structure politique de la direction n'a jamais été un facteur externe du contrôle :

Le métier d'universitaire n'est pas quelque chose que vous pouvez imposer à n'importe qui. Parce qu'il est basé sur une connaissance intellectuelle. Si vous avez une telle prétention, ça veut dire si vous pensez que vous faites une activité intellectuelle, vous avez vos propres jugements sur le vrai et le faux. Sur ce point, tout ce que les autres gens essayent de t'imposer ne peut pas convenir à tes conceptions du vrai et du faux. Vous n'êtes pas obligés d'être d'accord avec tout le monde mais ce n'est pas facile de faire cela. Parce que l'insolence et la liberté d'expression ne sont pas la même chose. Je n'ai jamais été insolente envers mes professeurs.¹⁶²

MAR 3 essaie d'affranchir ces facteurs externes du contrôle avec le pouvoir scientifique. L'accent qu'elle met sur l'activité intellectuelle pour lutter contre les impositions et les réalités des autres universitaires est le signe de ce pouvoir. Par ailleurs, elle fait une distinction concrète sur le champ scientifique et sur le champ universitaire:

Le fait d'être universitaire est une profession. Le milieu où tu pratiques ce métier est ton milieu de travail. Dans ce champ, la profession et le travail sont deux choses différentes. Si tu te rends compte de cette distinction, tu peux mener tes affaires en corrélation. Parfois, tu dois t'adapter à

¹⁶²Entretien fait avec l'interviewé MAR 3, İstanbul, 05.03.08

certaines règles même si tu ne les trouves pas bonnes. Mais cela exige aussi une certaine discipline. Avec le temps, tu définis toi-même la forme de cette discipline. Moi, je dois tellement bien faire mon travail que personne ne peut me critiquer d'avoir quelques lacunes, que personne ne me gronde. (...) C'est un mécanisme de défense assez fort.¹⁶³

En analysant les deux discours de MAR 3, nous pouvons remarquer qu'elle a développé une technique de refus individuelle afin de protéger sa liberté scientifique : la discipline. Pourtant, il est possible de dire que sa logique de discipline est différente de MAR 1 et MAR 2. Elle l'utilise pour protéger sa liberté scientifique. Elle travaille avec plusieurs organisations non gouvernementales, elle donne des séminaires, etc. Nous pouvons dire qu'elle essaie de structurer son espace d'activité propre. Or, de temps en temps, elle utilise son pouvoir universitaire ou administratif envers les assistants ou aux autres doctorants. Ce sont les témoignages de ces étudiants de doctorat qui nous conduisent à faire une telle analyse. En plus, elle était la seule enquêtée qui, en soulignant son titre et ses expériences scientifiques, a proposé de voir nos questions et notre problématique et de décider après, de répondre ou non.

Issue d'une famille de classe moyenne, MAR 4 a 50 ans. Elle est diplômée de la faculté des Sciences Politiques de l'Université de Marmara et elle a continué à travailler dans ce domaine au sein de la faculté de communication aussi. C'est la seule à être locataire à Moda ; tous les autres enquêtés sont propriétaires de leurs appartements. Elle se sent proche du parti ÖDP et elle travaille avec des différentes organisations non gouvernementales sur les droits des femmes. Elle a dû subir aussi les mêmes facteurs externes du contrôle que les autres enquêtés. En tant que maître de conférences, elle aussi a pu prendre une distance envers les dirigeants qui essayent d'imposer leurs approches politiques dans la faculté. Mais en ce qui concerne les facteurs externes du contrôle sur l'interaction institutionnelle, elle aussi a dû lutter pour protéger son espace d'activité propre : « La durée de mon statut de maître de conférences était terminé. Bien que le rectorat m'ait donné un délai supplémentaire, le doyen a voulu me licencier. Mais, légalement, il n'avait pas le droit de faire ça. Je suis allée au rectorat. Le recteur m'a dit qu'une telle action n'était pas légale. Le doyen a insisté encore mais il n'a pas pu réussir à me licencier. Probablement cela était dû au conflit scientifique. Je crois que mon approche scientifique, qui est plus

¹⁶³Entretien fait avec l'interviewé MAR 3, İstanbul, 05.03.08

proche du courant auquel appartenait l'ex-doyen, l'a conduit à agir de cette façon. »¹⁶⁴

En résumé, il nous est possible de dire qu'il y a assez de facteurs externes du contrôle sur la recherche et sur l'interaction institutionnelle dans cette faculté. Certains professeurs utilisent leurs pouvoirs administratifs et universitaires et contribuent à former ou à faire perdurer ces facteurs externes du contrôle. Les autres professeurs ou maîtres de conférences, en prenant une distance envers la direction, peuvent protéger leurs espaces d'activité propres. Mais, ce sont plutôt les assistants qui doivent se confronter à ces facteurs externes du contrôle. Dans cette faculté, nous ne pouvons pas observer une technique de refus organisée développée par les assistants. Il est possible de dire qu'ils sont contrôlés au niveau scientifique et au niveau administratif. Même s'il est possible de constater quelques techniques de refus individuelles ou organisées, ces techniques ne sont pas devenues permanentes et influentes. MAR 3, MAR 4 et MAR 5 sont syndiqués, mais à part quelques événements sociaux, aucun facteur ne les a conduit à développer une telle technique de refus. Parmi les enquêtés, il y a ceux qui essaient de structurer leurs espaces d'activités propres, mais cela ne veut pas dire qu'ils considèrent tous le champ universitaire comme un champ de lutte. Pour cet échantillon, l'indicateur du capital hérité ne semble pas être un élément qui détermine les comportements des enquêtés lorsqu'il existe des universitaires issus d'une famille de même classe mais qui agissent différemment envers les facteurs externes du contrôle.

6- L'université de Galatasaray: l'absence de cadre universitaire

Mekteb-i Aliye-yi Sultaniye qui est devenu Darülfünun-u Sultaniye en 1877, s'est transformé en Lycée Galatasaray après la fondation de la République turque. Nous avons déjà parlé de la longue histoire de Mekteb-i Sultan-i qui, tout au début, avait pour objectif d'éduquer les élites politiques de l'Empire Ottoman.* Un groupe d'étudiants diplômés du Lycée Galatasaray, et le professeur İnan Kıraç ont initié le

¹⁶⁴Entretien fait avec l'interviewée MAR 4, İstanbul, 05.03.2008

* Voir le chapitre précédent

projet de l'association d'Education de Galatasaray. Pendant dix ans l'association a eu beaucoup de contribution au lycée et à la communauté Galatasaray. Mais c'est le vice-président de l'association Yiğit Okur qui a préparé un rapport dans lequel il proposait la formation d'une commission de l'université. Le président de cette commission était l'ambassadeur Coşkun Kırca, et parmi les membres il y avait des professeurs connus comme Tahsin Yücel, Erdoğan Teziç, Niyazi Öktem etc. Le 14 Avril 1992, avec la participation des présidents de la République Française et de la République Turque ainsi que les ministres des affaires étrangères des deux pays, l'Université Galatasaray est fondée. Elle est alors la seule université fondée sur un tel protocole et qui a un vice-recteur français. Pendant les premières années qui ont suivi sa fondation, toute la communauté Galatasaray a contribué à la vie universitaire de l'université.

Cette structure communautaire de l'université existe encore, mais ce n'est plus aussi strict que pendant les premières années. Le taux des universitaires venant de différentes facultés et qui ne sont pas diplômés du lycée a augmenté et cette structure communautaire a commencé à s'adoucir. Mais 25 % des étudiants de l'Université Galatasaray viennent du Lycée Galatasaray et 25 % des autres lycées francophones en passant un concours organisé par l'université. Seule la moitié de la population d'étudiants peut y accéder par le moyen du concours général organisé dans tout le pays. Dans les programmes de master et de doctorat, les étudiants s'ils ne sont diplômés de cette université, sont généralement diplômés des lycées francophones. Pour ceux qui ne parlent pas français, il existe deux années de préparation avant le programme de master. Pourtant, cela ne forme que 10 % des étudiants au maximum. Les 50 % issus des écoles non francophones, qui peuvent rentrer à l'Université, sont les meilleurs du concours général. Ce qui procure un profil d'étudiant assez élevé qui constitueraient probablement les futurs universitaires de l'université.

Dans la faculté de communication, les doyens ont recruté plusieurs universitaires issus de différentes facultés ou de différents lycées. La nécessité d'écrire les thèses de master en français détermine l'universitaire ciblée. De plus, les programmes doctoraux n'existent que dans la faculté de droit et dans la faculté de philosophie. Les universitaires de la faculté de communication doivent donc faire

leurs recherches doctorales dans des pays francophones ou dans d'autres facultés de communication qui sont non francophones en Turquie. Le manque de programme doctoral est lié à un facteur externe de cette faculté : l'absence de cadre universitaire. Les assistants prenant le grade de doctorat ne peuvent pas être promus pour longtemps en raison de l'absence de cadre de maîtres de conférences. Dans cette faculté, le nombre d'étudiants n'est pas très élevé. Il y a à peu près 35 étudiants par classe. Soit la doyenne, soit le recteur ne veulent donc pas faire une demande de cadre universitaire à YÖK. D'autre part, la direction de YÖK veut augmenter le contingent de toutes les universités. Si une telle augmentation avait lieu, il y aurait également un besoin de personnel scientifique. Mais le problème vient du fait que le recteur lutte contre les politiques du président de YÖK et veut protéger les prérogatives de l'Université Galatasaray fondée avec une alliance entre la France et la Turquie. Cette 'lutte' du recteur empêche la promotion des assistants et devient un facteur externe du contrôle sur l'interaction institutionnelle.

Deux enquêtés de cet échantillon ont subi et continuent à subir des problèmes provenant de l'absence de cadre universitaire. (GSU 5 et GSU 2) Le fait d'être obligé de faire son doctorat dans une autre université n'est pas qualifié par les enquêtés comme un facteur externe du contrôle. Toutefois, certains enquêtés ont souligné que le fait d'écrire les thèses en français peut directement influencer le contenu de la thèse.

Selon GSU 4, l'obligation d'écrire les thèses en français, peut décourager le chercheur tout au début du travail; parce qu'il est difficile de traduire toutes les données et les entretiens collectés, du turc au français. « Le chercheur peut renoncer à faire une recherche qui pourrait intéresser la société turque parce que la langue de thèse crée, dès le début, une distinction et rétrécit la cible de la recherche. Il peut donc préférer s'adresser directement à des institutions ou à des universitaires du monde francophone.»¹⁶⁵ Alors nous pouvons dire que l'obligation d'écrire la thèse en français peut parfois offrir des avantages au chercheur mais elle peut également le limiter en influençant directement le contexte de la thèse et peut devenir un facteur externe du contrôle sur la recherche. Pour nos deux enquêtés, qui viennent de finir leurs recherches doctorales (GSU 4 et GSU 5), nous ne pouvons pas en déduire

¹⁶⁵Entretien fait avec l'interviewé GSU 4, İstanbul, 23.01.08

qu'ils soient influencés par ce facteur externe du contrôle puisqu'ils n'ont pas précisé le contexte de leur thèse selon cette cible déterminée par la langue. Dans cette faculté à part GSU 2 aucun enquêté n'a d'expérience sectorielle. GSU 1 est diplômé de la faculté de lettres et sciences, GSU 4 est diplômé d'une faculté d'architecture ; tous les autres sont diplômés des facultés de communication.

Quant à l'interaction institutionnelle, les enquêtés affirment avoir subi différents contraintes avec les dirigeants. Pourtant, tous n'ont pas voulu s'exprimer ouvertement à ce propos car cela provient des désaccords entre les professeurs qui sont proches des différentes écoles scientifiques. Avant, ces prises de part entre les professeurs étaient aussi source de dispute entre les assistants. Toutefois, les assistants de cette faculté ont développé une technique de refus organisée contre ces prises de part et ont essayé de réconcilier les assistants des professeurs de différentes écoles scientifiques :

C'est quelque chose de facto, ce n'est pas quelque chose d'officiel. L'initiative des assistants est plus autonome que les représentants d'assistants dont YÖK souhaite l'existence. Le poste souhaité par YÖK n'est qu'un poste de représentant qui communique aux assistants les décisions prises par la direction. (...) Je n'y suis pas beaucoup intéressé, mais je pense que le nôtre est important. Ici, il y a des prises de parties comme dans toutes les universités. Autrefois, les professeurs se servaient de nous pour des conflits entre eux. Maintenant ils s'attaquent entre eux. Nous ne sommes plus des parties de ces conflits. Tu deviens plus visible mais tu risques aussi de souffrir des comportements négatifs car tu deviens une force qui revendique des choses. Tu risques d'être pris comme une force qui veut partager l'autorité et le pouvoir. Le fait d'agir tous ensemble nous a fait gagner du pouvoir car les gens ont vu qu'ils n'étaient pas obligés de rejoindre un camp.¹⁶⁶

Cette initiative a dépassé sa raison d'être et un groupe a été formé. Ledit groupe agit collectivement contre les problèmes de la faculté; participe à des manifestations et commence à faire de la production scientifique collective. GSU 4, qui est devenu maître de conférences, participe encore aux réunions de ce groupe et confie que, depuis peu de temps, il existe des problèmes de nomination et qu'il faut organiser une réunion sur cela. Les assistants ayant passé leur doctorat ne peuvent pas devenir maître de conférences à cause des limites du cadre universitaire. D'ailleurs, les universitaires de l'Université Galatasaray sont les universitaires les plus actifs qui développent différentes techniques de refus selon différents cas de l'actualité. Sur ce point, le fait que la faculté de communication de l'Université Galatasaray ait moins d'universitaires que les autres facultés de notre corpus, devient un avantage. En effet,

¹⁶⁶Entretien fait avec l'interviewé GSU 5, İstanbul, 03.01.08

il est plus facile de s'organiser et plus facile d'agir dans de petits groupes. Le groupe de message de l'Université d'Ankara comprend plus d'universitaires mais ne peut pas agir aussi vite que celui de l'Université Galatasaray. Par contre, ils peuvent répandre des informations et partager leurs problèmes avec les universitaires des autres universités. GSU 4 et GSU 5 sont membres d'un syndicat de gauche. Après la faculté de communication d'Ankara, cette faculté est la seconde de notre échantillon à avoir un taux élevé de syndicalisation. Mais pour le moment, la question de l'absence du cadre universitaire demeure. En effet, ils n'ont pas pu développer une technique de refus concernant ce facteur externe du contrôle.

GSU 2 est diplômé de la faculté de communication de l'Université d'Istanbul et il a continué à travailler dans ce domaine. Il a été nommé par YÖK comme maître de conférences agrégé mais dans la faculté en raison de l'absence de cadre universitaire, il possède encore le titre de maître de conférences. Il travaille depuis 14 ans dans cette faculté. Par contre, il n'a pas essayé de développer une technique de refus individuelle ou organisé envers ce facteur de contrôle. Il dit qu'il est fatigué de discuter avec les dirigeants. GSU 2 a été vice-doyen mais il a donné sa démission au conseil de la faculté parce qu'il s'opposait au règlement qui oblige les étudiants à s'orienter vers les 'modules' dans lesquelles ils ne veulent pas étudier. Cette faculté de communication est la seule qui n'est pas divisée en départements. Les étudiants sortant du concours général ne s'inscrivent pas directement au département de journalisme ou à celui des relations publiques et lorsqu'ils sont diplômés de la faculté leur spécialité n'apparaît pas sur leur diplôme. Cela cause des problèmes aux étudiants quand ils essaient de poser leur candidature pour des emplois dans des chaînes de télévision, etc. GSU 2 s'est d'ailleurs disputé avec les membres du conseil de la faculté sur cette question. Il critique la mentalité des doyens et trouve que les facultés de communication sont des facultés où toute sorte d'universitaires qui ne comprennent pas du tout de cette discipline, se retrouvent :

Les facultés de communication n'assurent pas la formation professionnelle et ne proposent pas un enseignement de qualité. Car, la plupart des gens qui travaillent dans le domaine sont des personnes ayant été formées dans d'autres domaines scientifiques qui, par la suite, ont été transférées ici. Ma vie universitaire de 14 ans a été remplie de lutte contre la direction. Je vis cela depuis que je suis assistant. Les facultés de communication sont vues comme des poubelles pour le recrutement des gens qu'on connaît. Deux années après mon recrutement, je me suis disputé avec le doyen. Quelqu'un qui était diplômé de philologie avait été nommé doyen. Déjà tu ne peux recruter ici, quelqu'un qui n'a aucune expérience de journalisme. Il doit connaître tous

les aspects du journalisme. Il doit connaître les théories de communication. Je ne suis pas théoricien mais ici, un étudiant de la quatrième année ne connaît aucune théorie.¹⁶⁷

Le fait de quitter la lutte pour ses propres droits donne l'impression que, pour lui, ce facteur est devenu un facteur interne du contrôle. Il n'est pas non plus en contact avec l'initiative des assistants qui cherchent à supprimer cette question. Pour lui, sa raison d'être dans cette faculté, ce sont les étudiants. Pour lui, l'enseignement professionnel pèse plus que la recherche scientifique. Il semblerait que le fait d'être promu ne soit pas tellement important pour lui. Nous remarquons cette approche dans son discours où il souligne l'importance d'expérience professionnelle chez les universitaires. Il dit qu'il ne s'intéresse pas beaucoup à la théorie. Ce désintérêt pour la théorie le pousse à critiquer également le programme scolaire. Il y voit plusieurs cours qui ne sont pas utiles pour les étudiants comme 'La communication de Santé', 'La culture populaire et les médias' ou 'la Communication publique' etc. Pourtant il est content d'ajouter finalement au programme un cours intitulé 'Communication de Marketing'. Selon lui, il est important de prendre en considération les demandes du marché. L'accent qu'il met sur le marché montre encore une fois sa tendance libérale et l'importance qu'il consacre à l'enseignement. Or, son intérêt envers le marché n'est pas basé sur un facteur externe du contrôle provenant de la direction de l'université. Cette attitude peut être commentée de plusieurs façons. En effet, nous pouvons dire qu'il essaie de structurer un espace d'activité qui lui est propre dans le domaine de l'enseignement ou qu'il essaie de renforcer sa position dominante au sein d'un champ de force. Lorsqu'il s'oppose aux dirigeants dans des cas où ils essaient d'intervenir sur le programme scolaire, il semble qu'il ait une sensibilité envers les droits des étudiants et qu'il veuille agir afin de défendre leurs droits. Mais le fait d'ajouter le cours de 'Communication de Marketing' ne dépend pas seulement des intérêts des étudiants mais de ses propres intérêts aussi. Ce qui nous fait penser qu'en ayant un cours de plus dans le programme scolaire, il renforce son pouvoir universitaire. Cependant, en ce qui concerne les droits des universitaires, même s'il a fait des travaux sur la syndicalisation, il ne se montre pas très sensible. Il n'est pas membre d'un syndicat ou d'une association. Par contre, ses liens avec le secteur sont forts, il collabore avec des associations de professionnels des médias.

¹⁶⁷Entretien fait avec l'interviewé GSU 2, İstanbul, 26.03.08

GSU 1 consacre aussi plus d'importance à l'enseignement qu'à la recherche. Elle est diplômée du lycée Galatasaray et a eu un rôle pendant la fondation de l'Université. Elle a fait les études de 'Langue et de Littérature Française'. Issue d'une famille de classe moyenne, elle est maître de conférences. Elle défend la présence de YÖK mais pense que sa capacité de contrôle doit être limitée. Selon elle les universités doivent être contrôlées mais pas au niveau scientifique. Une organisation comme YÖK doit contrôler les activités des recteurs au niveau financier. Elle avoue qu'elle n'est pas pour le port du voile, mais elle pense qu'en tant qu'universitaire, elle n'a pas le droit d'empêcher ces étudiantes d'accéder à l'espace universitaire. Elle dit qu'elle respecte les valeurs kémalistes mais souligne que la mission essentielle de l'université est d'éduquer les gens y compris les étudiantes voilées.

La structure politique des dirigeants de cette faculté ne forme pas un facteur externe du contrôle sur les enquêtés. Même s'il se trouve des kémalistes parmi les dirigeants de l'université et de la faculté, cela ne forme pas un facteur externe du contrôle sur les universitaires. Sur ce point, dans cette faculté les gens sont beaucoup plus tolérants envers les idées qui ne sont pas kémalistes. Nous observons, dans les comportements de GSU 1, un reflet de cette atmosphère tolérante. Elle ne nous définit pas un facteur externe du contrôle. Elle n'a de problèmes provenant d'absence de cadre universitaire puisqu'elle n'a pas les critères nécessaires pour être nommée maître de conférences agrégée. Elle n'a pas non plus eu de problème pour avoir le titre de maître de conférences puisqu'il y avait, à ce moment, des cadres universitaires libres. Malgré l'accent qu'elle met sur l'enseignement, elle n'a pas beaucoup de cours dans le programme scolaire. Elle ne fait pas d'autre activité que le métier d'universitaire et ne donne pas de séminaires pour les organisations non gouvernementales. Dans ces discours, elle ne parle pas d'une activité que nous pouvons définir comme une activité qui structure son propre espace.

GSU 3 est professeur et diplômée de la faculté de communication de l'Université d'Istanbul. Elle aussi a continué à travailler sur les sciences de la communication et en particulier sur le journalisme. Elle travaille depuis 12 ans dans cette faculté. GSU 3, se définit politiquement comme démocrate et critique les articles et les discours des journaux sur la querelle entre l'armée turque et PKK. Elle

a fait ses études supérieures en Angleterre et a une approche assez libérale en ce qui concerne l'organisation universitaire. Elle a été vice-doyenne à un moment de sa vie universitaire. Elle aussi se soucie de la situation des étudiantes qui sont obligés d'étudier dans des modules qu'ils ne veulent pas. Elle n'a pas profondément réfléchi sur ses activités scientifiques, sur leurs effets, les limites et sur ses motivations :

C'est comme le fait que le poisson ne se demande pas comment il nage dans la mer. L'universitaire ne se demande pas de quelles qualités il est doté. J'aurais pu répondre autrement si j'avais réfléchi un peu plus. Bien que le travail scientifique rende possible la réalisation des projets de groupe, il s'agit avant tout d'une autodiscipline, de lectures, de rédaction, des périodes de lectures et de rédaction à long terme. Le fait que la personne ne se lasse pas de réfléchir et qu'elle produise des réponses positives sur le pourquoi de tous ses efforts serait l'idéal. Mais nous vivons tous des périodes où nos travaux se ralentissent ou s'arrêtent à cause de diverses raisons. Peut-être que le travail que nous faisons devient alors ennuyeux ou peut-être sommes nous insatisfaits car nous pensons que les autres nous trouvent ennuyeux. Nous nous ennuyons ou nous devenons dépressifs en pensant que le travail que nous faisons n'a pas suffisamment de résultats sociaux qui sont positifs.¹⁶⁸

Il est possible de remarquer dans son discours qu'elle décrit un type idéal d'universitaire dans une première partie. Mais elle fait immédiatement la critique de la situation actuelle des universitaires et en même temps de la sienne. C'est peut être parce qu'elle n'a pas eu de période d'assistantat et cela l'empêche de critiquer la structure hiérarchique de l'université autant que de faire une définition des facteurs externes du contrôle. Cette interrogation sur les effets des produits scientifiques est visible aussi chez GSU 1 et chez GSU 2. Lorsqu'ils travaillent ensemble sur des sujets orientés vers le secteur, ils trouvent que leurs produits scientifiques ne peuvent avoir des effets que par le moyen d'articles sur une cible stricte formée de scientifiques. A l'inverse, GSU 3 écrit des articles dans des journaux sur les questions d'actualité critiquant l'encadrement offensif des journaux sur la guerre en Irak ou en Afghanistan. L'action d'intervenir sur l'actualité en écrivant l'empêche parfois de voir toutes les réactions possibles des destinataires. Lorsqu'elle ne fait pas de travaux en collaboration avec les organisations non gouvernementales, elle n'est pas en contact avec les autres communautés hors de l'espace universitaire. C'est pourquoi elle trouve que ses travaux scientifiques restent insuffisants pour créer des changements dans la vie sociale. Nous pouvons dire qu'elle essaie de structurer son espace d'activité propre mais que ses efforts restent insuffisants.

¹⁶⁸Entretien fait avec l'interviewé GSU 3, İstanbul, 05.03.08

GSU 4, diplômé de la faculté d'architecture de l'Université Technique d'Istanbul, a fait les études de master de 'Design Graphique' à l'Université de Mimar Sinan. C'est durant cette période qu'il est devenu assistant à l'Université de Galatasaray. Issu d'une famille de classe moyenne, il est actuellement maître de conférences et vice-doyen dans cette faculté. Il travaille dans cette faculté depuis 9 ans. Il a validé son doctorat en Turquie mais, sa recherche doctorale en France dure encore. Comme nous l'avions précisé, le fait d'écrire sa thèse en français ne lui a pas causé de problème : il trouve que c'était une occasion de travailler avec les professeurs étrangers. Pour le moment, la plus forte pression qu'il subit est dû à son poste de vice-doyen. En effet, cela l'oblige à utiliser un pouvoir administratif de temps en temps. Sa charge administrative et son esprit contestataire le poussent à une contradiction :

Le conseil de la faculté est une structure où il existe des professeurs qui sont plus âgés que moi. Quand tu es transféré dans un cadre administratif, tu te retrouves à un poste où tu dois contrôler tous ces gens. Tu dois créer des relations étroites. Je peux dire que j'ai eu du mal à établir ce langage. De plus, j'ai été nommée pour le poste dans une période où il y a beaucoup de problèmes. Il y a des discussions. Je suis obligé de servir de pare-choc entre la direction de l'université et le conseil de direction de la faculté. Certaines demandes ont lieu. Parfois la direction de l'université ne les accepte pas. A part cela, il y a des discussions personnelles. Vous êtes obligés de convaincre tout le monde d'une manière tranquille. J'ai du mal à m'exprimer dans ce cas, avec des gens plus âgés que moi. La doyenne veut que chacun ait un jour de congé dans la semaine et que ce jour de congé soit fixé. Il y a une opposition à cela. Ce n'est jamais dit ouvertement, mais on en parle derrière les portes closes. J'encourage tout le monde à garder son sang froid dans cette situation. Ils ne font pas certaines tâches de la faculté qui sont à faire. Ils travaillent très lentement quand on leur donne une responsabilité. J'invite aussi la doyenne à garder son sang froid. Chacun pense que l'autre tôt ou tard s'en ira. Si je n'occupais pas un poste administratif, je ne pourrais avoir de l'empathie pour aucun des camps. Bien sûr que personne n'est obligé d'être ici tous les jours mais les tâches ne sont pas accomplies. C'est pourquoi je ne peux me permettre d'avoir de l'empathie pour ces gens.¹⁶⁹

Selon lui, cette conception de la responsabilité ne provient pas de son statut administratif, il précise qu'il a ce sentiment de responsabilité et de discipline dans ses travaux scientifiques et artistiques –il s'occupe du théâtre. Il n'est pas possible de dire qu'il se soit réconcilié avec les dirigeants ou qu'il ait utilisé une autorité administrative sur le cadre universitaire. D'ailleurs, il affirme qu'il comprend les universitaires qui ne veulent pas venir à la faculté obligatoirement 4 jours par semaine. En effet, parmi eux, certains donnent notamment des cours dans d'autres universités. La doyenne veut contrôler les horaires des universitaires plus en détail et désire que cela devienne un règlement. Sur ce point, il faut se rappeler que cette

¹⁶⁹Entretien fait avec l'interviewé GSU 4, İstanbul, 23.01.08

pratique de 4 jours a été permise grâce à une initiative des assistants. Mais dans le cadre universitaire, il existe des universitaires, qui ne sont plus des assistants— parce que les assistants sont d'ailleurs obligés de venir à l'université 4 jours par semaine— et qui veulent décider arbitrairement à propos des horaires. Par conséquent, les tâches dont ils sont responsables sont automatiquement transférées à d'autres universitaires. Même s'il est conscient des exigences de son statut administratif, il a dû avertir oralement des universitaires qui ne venaient pas régulièrement à la faculté. D'autre part, il défend les droits des universitaires dans les conseils de direction de la faculté.

GSU 5 est diplômé de la faculté de communication de l'Université de Marmara. Il a continué à travailler dans ce domaine et en particulier sur les programmes de radio. Il travaille depuis 7 ans dans la faculté de communication. Il a fini ses études doctorales quelques mois avant mais en raison de nombreuses absences lorsqu'il était maître de conférences, il est seulement docteur. GSU 5, par exemple, a fait ses études dans une autre université en Turquie. Puisque c'était l'université de laquelle il avait été diplômé, il n'a pas eu beaucoup de souci. Il connaissait les professeurs déjà. Par contre, il affirme se douter de la situation des autres assistants travaillant dans différentes universités pour leur recherche doctorale, en raison des différences entre les écoles scientifiques. Selon lui, le fait de faire son doctorat dans une autre université ne lui a pas causé de problèmes particuliers. Il a bien sûr dû se confronter de temps en temps à des comportements ou à des propositions répressives des professeurs mais cela ne dépendait pas de la réalisation de la recherche dans une autre université. Il pense que c'est le cas général des universités en Turquie. Pour lui le principal facteur externe du contrôle est dû à l'absence de cadre universitaire. Il trouve que les doyens font la demande des cadres universitaires arbitrairement et non selon les exigences de la faculté. Les relations personnelles pèsent plus que la qualité de l'universitaire. Sur ce point, ce critère de droit d'entrée devient un facteur externe du contrôle pour lui. Il lutte contre ce facteur en refusant d'assister aux cours de la doyenne. Nous pouvons dire qu'il a développé une technique de refus individuelle cette fois-ci car les autres assistants docteurs qui n'ont pas pu être nommé n'adopte pas la même réaction que GSU5. GSU 5 définit le champ universitaire comme un vrai champ de lutte par lequel un contact avec d'autres champs de luttes politiques ou sociales est possible:

Il me semble que le fait d'être universitaire est un concept qui est conçu comme trop abstrait. L'universitaire est un être humain qui réfléchit et qui fait des choses dans son propre monde. C'est une personne qui pense à des choses abstraites. A vrai dire, dans ce sens, il y a un problème à propos de notre relation avec la société. Nous avons en vérité une relation organique dont nous ne nous en rendons pas compte. C'est comme le lait et la crème. Mais nous croyons que le lait et la crème sont deux choses à part entière. Nous devons à tout prix établir cette relation. Si je fais une réflexion ici, il faut absolument qu'elle serve à quelque chose sur le plan social. Il faut que ce soit quelque chose qui embellirait la vie que nous vivons. Je ne dois pas écrire quelque chose simplement parce que j'y ai pensé et que je le crois ainsi. Les choses que je faites doivent influencer les choses qui se passent autour. Je souhaiterais que cela ouvre de nouveaux horizons et qu'il ait un retour dans la société. Je voudrais transmettre un nouveau savoir à des gens et le voir être utilisé. La société n'est pas quelque chose d'abstrait. Il y a des ONG, les associations, des gouvernements, des syndicats, des partis politiques, etc. il faut faire certaines choses en collaboration avec ces mécanismes.¹⁷⁰

Pour lui, le travail scientifique ne peut pas être distinct de l'espace social. Il parle d'une couche sociale plus basse et plus large. En observant ses recherches, nous remarquons qu'il a travaillé sur des communautés assez multiples comme les chauffeurs de taxis et les présentateurs des programmes de radio, etc. Il travaille sur des projets avec les ONG qui proposent un modèle de radio alternative pour différentes communautés culturelles d'Istanbul.

Nous pouvons faire les mêmes commentaires pour GSU 4 qui définit le champ universitaire comme un champ de lutte: « La vie en pratique est très différente des théories scientifiques. La science sociale doit s'orienter vers la pratique quotidienne. Moi, je travaille sur les utilisateurs des sites internet. Donc je crois que ça va faire de contributions à la société. Ce qui est nouveau et ce qui est utile c'est sur le terrain pas derrière les bureaux des universitaires.»¹⁷¹

En fait, dans cette faculté de communication, le seul facteur de contrôle externe sur la recherche n'est pas un facteur idéologique provenant de l'approche politique de la direction, mais c'est un facteur basé sur le critère du droit d'entrée. Au niveau de l'interaction institutionnelle, les assistants ont développé assez de techniques de refus individuelles et organisées même si toutes ces techniques de refus n'ont pu atteindre leurs objectifs. La question du cadre universitaire demeure encore comme un facteur externe du contrôle assez influent sur les assistants docteurs. La direction de la faculté continue à recruter des assistants sans avoir le souci de leur fournir des cadres universitaires à l'avenir. Ces activités dualistes de la

¹⁷⁰Entretien fait avec l'interviewé GSU 5, İstanbul, 03.01.08

¹⁷¹Entretien fait avec l'interviewé GSU 4, İstanbul, 23.01.08

direction de la faculté nous font penser que cela peut être un signe du poids des relations personnelles dans les nominations et promotions.

Nous voyons que le fait d'écrire les thèses en français n'est pas devenu un facteur externe du contrôle pour nos enquêtés. D'autre part nous constatons chez quelques enquêtés de cette faculté qu'ils ne se contentent pas des effets de leurs travaux scientifiques. Or, ce mécontentement n'est pas observé chez GSU 4 et GSU 5. Le fait qu'ils soulignent l'importance du contact avec le peuple et celui des travaux empiriques peut expliquer la raison de cette distinction entre eux et ceux qui font des travaux plutôt théoriques sur le marché des médias. Cela ne veut pas dire bien sûr que ceux qui font des travaux théoriques ne peuvent pas structurer leurs propres espaces d'activité. Les enquêtés de la faculté de communication de l'université d'Ankara en sont les exemples. Parmi les enquêtés, seuls GSU 4 et GSU 5 sont syndiqués. D'autre part, les activités syndicales de GSU 4 et GSU 5 et l'activité artistique de GSU 4 peuvent éveiller ou renforcer chez eux ce sentiment de contentement envers leurs travaux scientifiques. L'initiative des assistants qui, depuis sa fondation, a renforcé sa position dans le champ de lutte universitaire et a aussi créé un espace pour les travaux collectifs des assistants, est probablement une des autres raisons de ce contentement. Il nous est possible de dire que, malgré la présence des facteurs externes du contrôle, les assistants de cette faculté ont développé des techniques de refus individuelles et organisées qui sont permanentes et influentes. Même si tous les mécanismes de contrôle ne sont pas brisés, il y a des efforts remarquables de la part des assistants dans ce sens.

CONCLUSION

Les sociétés disciplinaires qui sont en train de se transformer en sociétés de contrôle, modifient toutes les institutions de l'Etat moderne y compris les universités. De nos jours les universités ne sont pas seulement des institutions disciplinaires qui instruisent les cadres administratifs nécessaires à l'Etat mais sont aussi des entreprises qui produisent de la science au profit du marché. Dans une telle conjoncture socioéconomique, les recherches orientées par la seule curiosité cèdent leurs places aux recherches pragmatiques projetant de développer l'économie d'une région ou de contenter le 'client', ça veut dire l'étudiant pour qu'il ait une connaissance convenable des exigences du marché.

Dans la première partie de ce travail nous avons essayé de discuter des théories sur la transformation des sociétés disciplinaires en sociétés de contrôle, toujours en essayant d'exposer des exemples dans l'histoire de l'université moderne. L'université au sens moderne, n'a jamais été une institution autonome. Elle était tout d'abord sous l'influence de l'Eglise –ou d'autres sortes de pouvoir religieux hors de l'Europe- puis l'Etat moderne l'a réformé selon ses exigences. Au XXème siècle, cette transformation de l'institution universitaire, qui au début était menée par les organisations américaines et qui pour le moment est menée par les organisations internationales comme l'OCDE ou la Banque Mondiale, a une double dimension: d'une part les universités répandent la culture qui prend de plus en plus la forme d'un produit industriel, d'autre part elles rétrécissent l'espace de cette culture en laissant la gestion de la culture aux mains d'une petite communauté d'intellectuels. Dans ce cadre, l'universitaire subit un double contrôle: d'abord, il ne peut pas échapper aux mécanismes de contrôle qui sont sous l'influence des politiques internationales et nationales sur l'enseignement supérieur. Puis, il subit aussi un mécanisme de contrôle propre à l'espace universitaire: ce mécanisme de contrôle est basé sur la structure hiérarchique de l'université et sur son autorité sur la culture. Les universitaires, et en particulier ceux qui sont responsables de décider du droit d'entrée à l'espace universitaire, possèdent donc une autorité universitaire et administrative.

Afin de mieux analyser les effets des mécanismes de contrôle sur les universitaires en Turquie, nous avons étudié les mécanismes de contrôle propre à

cette région. Nous avons vu que la logique des dirigeants ottomans, qui pendant les périodes de Tanzimat et d'Islahat se contentait d'imiter les systèmes d'enseignement européen et en particulier le système français, s'est transformée dans la période hamidienne. Dans cette période les dirigeants ottomans commencent à développer leurs propres techniques de contrôle toujours en créant un équilibre entre la tradition et la modernité. La période hamidienne est donc une période où les restrictions sur l'enseignement augmentent et s'endurcissent, mais c'est en même temps une période où le nombre d'écoles augmente et par l'intermédiaire du système d'internat au sein des îdadis (lycée) le rapport entre le sultan et son sujet change. A cette époque, le rapport classique entre le sujet fidèle et le sultan se transforme en un rapport entre l'individu contrôlé et l'Etat.

Après la fondation de la deuxième monarchie parlementaire, Darülfünun gagne une autonomie qui n'a jamais eu lieu dans son histoire. Malgré les politiques partisanes des professeurs soutenant le parti d'İttihat ve Terakki (Union et Progrès) pendant cette période, la gestion de Darülfünun ne dépendait que de ses propres conseils d'enseignement. Avec la réforme de 1933, Darülfünun a perdu ce statut d'autonomie. Pendant les premières années de la République turque il y eu le souci de développer cette institution au niveau scientifique mais un peu plus tard il a cédé sa place à l'intention de transformer l'institution en un instrument qui accentue le caractère du pouvoir politique. Dès la réforme de 1933 jusqu'au passage au système multipartite, l'université sert alors d'instrument au pouvoir politique. Même si elle gagne une autonomie au niveau administratif après le coup d'Etat de 1960, cette autonomie est toujours interrompue par les coup d'Etat qui suivront. A l'inverse du premier, les deux dernier coup d'Etat projetaient de contrôler l'espace universitaire qui a été la scène de mouvements sociaux dans les années 60. Dès les années 80, le YÖK (Conseil d'Enseignement Supérieur) est devenu l'organe principal d'un Etat prenant sa force dans l'idée de sécurité nationale ce qui nous rappelle aussi la théorie de Foucault. En effet, la gouvernementalité de l'Etat moderne a pour cible principale "la population", comme forme majeure de savoir l'économie politique et comme technique, les dispositifs de sécurité. Le YÖK établissait les mécanismes de contrôle dans les universités par deux moyens principaux : le contrôle au niveau politique et le contrôle au niveau économique. Le contrôle au niveau politique était basé sur le licenciement des professeurs s'opposant à la dictature militaire des années 80, dont la

majorité se plaçaient à gauche sur l'échiquier politique. Pendant cette époque, le YÖK a été le pionnier de la politique officielle de l'Etat basée sur le renforcement de la synthèse turco-islamique contre le communisme et le séparatisme. Le droit d'entrée dans l'espace universitaire était plutôt offert à un personnel universitaire qui était convenable à cette synthèse turco-islamique. Après la victoire du parti Refah pendant les élections de 1995, les hommes politiques et les présidents du YÖK ont changé leurs comportements envers les islamistes. Avec l'aggravation de la question kurde, le YÖK a cette fois encouragé le recrutement du personnel universitaire partisan d'un nationalisme pur. En particulier dans des universités fondées dans cette période, le YÖK a encouragé le recrutement des nationalistes et des ultras nationalistes.

Quant au contrôle au niveau économique, le YÖK a toujours soutenu les politiques libérales des organisations internationales sur l'enseignement supérieur. Le nombre des universités privées ont commencé à augmenter pendant cette période, en influençant les universités publiques aussi.

Dans la deuxième partie de ce travail, afin de voir les effets de ces mécanismes de contrôle sur les universitaires des facultés de communication, nous avons fait un travail de terrain dans différentes universités de la Turquie. Nous avons essayé d'analyser les mécanismes de contrôle en les catégorisant comme les facteurs externes et les facteurs internes de contrôle. Les politiques mondiales ou nationales et les techniques de contrôle propres à l'espace universitaires comme le droit d'entrée sont considérées comme les facteurs externes de contrôle. Nous avons essayé d'exposer ces facteurs externes de contrôle sur deux axes principaux: la recherche et l'interaction institutionnelle qui sont les deux principales activités quotidiennes de l'universitaire. Les facteurs deviennent « internes » dans le cas où ils sont appropriés par l'universitaire. Nous appelons *les techniques de refus*, toutes les activités et les stratégies construites par l'universitaire pour former son propre espace d'activité et son propre ethos. Ces *techniques de refus* peuvent être *individuelles* – comme le fait de retarder les tâches administratives pour s'occuper des tâches scientifiques – ou bien *organisées* – comme la participation à des activités syndicales etc. Les interactions quotidiennes nous intéressent autant que l'habitus de l'universitaire. Dans ce cadre nous avons profité d'une approche mixte basée sur les

théories de Bourdieu et de Lahire qui n'est privée ni des structures (capital hérité ou acquis de l'interviewé et son habitus) ni de l'interaction.

Pendant ce travail de terrain nous avons remarqué que certains des facteurs externes de contrôle que nous avons précisé dans le cadre d'analyse ne se forment pas directement dans l'espace universitaire. Par exemple, dans l'échantillon que nous avons choisi, il n'y a aucune faculté qui subit un facteur externe de contrôle comme 'l'innovation' et le pragmatisme dans la recherche' imposé par une réglementation ou une politique permanente de la direction. Or nous avons vu que parmi les universitaires de la faculté d'Istanbul, certains sont orientés vers des recherches sectorielles. (IST 2 et IST 3) A l'université de Selçuk, SEL 2 et SEL 4, à l'université de Galatasaray, GSU 1 et GSU 2, font des recherches afin de développer le secteur des médias. Les raisons de leurs intérêts orientés vers le secteur ne sont pas liées à un facteur externe de contrôle imposé par les directions de leurs facultés. Il est possible de dire alors que ces universitaires de facultés publiques ne sont pas contrôlés par un tel facteur externe de contrôle mais qu'ils ont d'autres motivations venant de l'extérieur de l'espace universitaire qui les conduisent à faire de telles recherches. Lorsque le cadre de notre recherche a été limité aux facteurs externes de contrôle produits dans l'espace universitaire, nous pensions qu'interroger les raisons de cet intérêt dépassait les limites de cette recherche. Quand même dans certains discours des enquêtés, nous avons remarqué le souci de répondre aux besoins du client, en consacrant plus d'importance à l'enseignement et aux expériences sectorielles : ce qui peut être le signe d'adaptation aux politiques internationales sur l'enseignement supérieur. D'autre part le recrutement des universitaires ayant des expériences sectorielles par les directions des facultés est déjà signe d'un autre facteur externe du contrôle. Même si les enquêtés qui ont des tâches administratives n'ont pas cité un tel critère du droit d'entrée, les formations des enquêtés inclus à notre échantillon donne une idée sur la présence possible d'un tel critère. Parmi les enquêtés, 10 sur 30 ont des expériences sectorielles.

A l'université de Bilgi, les contenus et les problématiques des recherches n'ont pas pour but de développer le secteur des médias. Or dans cette faculté nous avons constaté un autre facteur externe de contrôle sur la recherche celui de pousser l'universitaire toujours à faire plus de productions scientifiques en leur donnant des

primes pour chaque article publié dans une revue scientifique. La faible sécurité du travail par rapport aux universités publiques et l'absence de hiérarchie –qui a des ouvertures démocratiques aussi- sont entre autre le signe d'une logique d'entreprise qui peut provoquer une concurrence entre les nouveaux et les anciens universitaires. Lorsqu'un professeur qui travaille dans une université privée n'a pas la garantie d'un travail à vie, à la différence d'un professeur de l'université publique, les jeunes universitaires sur lesquels les dirigeants peuvent imposer leurs décisions plus facilement peuvent participer à cette concurrence. Le fait que les assistants deviennent 'chargé de cours' sans finir leurs recherches doctorales –ce qui n'est pas très facile dans les universités publiques- est aussi le signe de cette logique d'entreprise. BIL 2 et BIL 4, sont deux assistants de cet échantillon devenus 'chargés de cours' avant de finir leurs recherches. Nous observons aussi chez BIL 1, un souci de faire le plus de production possible ce qui peut être la preuve d'une telle concurrence.

La faculté de communication de l'université d'Ankara reste loin des travaux faits pour développer le secteur des médias. Les universitaires de cette faculté sont plutôt orientés sur des recherches théoriques, tout comme à l'université de Marmara.

Le facteur externe que nous avons déterminé comme 'la logique de l'Etat de sécurité nationale' n'est pas non plus un facteur externe de contrôle qui se trouve dans toutes les universités. Dans les facultés de communication de l'université de Bilgi et de l'université de Galatasaray, nous n'avons pas observé un tel facteur externe de contrôle. Ces deux universités, fondées au milieu des années 90, n'ont pas tellement subi de politiques du YÖK qui encourageaient le recrutement des universitaires nationalistes ou islamistes. Au contraire, le cadre scientifique de l'université de Bilgi par exemple est plutôt formé d'universitaires plutôt à gauche et qui ont subi les politiques du YÖK lorsqu'ils étaient universitaires dans d'autres universités publiques dans les années 80. Même s'il y a universitaires qui apprécient les politiques du YÖK à l'université de Galatasaray (comme GSU 1), ils essaient d'être plus tolérants en discutant entre eux et envers les étudiants.

La faculté de communication de l'université Marmara est l'une des facultés où ce facteur externe de contrôle pèse le plus sur les assistants. Nous avons observé

que les directions de cette faculté ont essayé d'imposer d'une manière permanente la logique de l'Etat de sécurité. Avec les cérémonies organisées pour les martyres, les campagnes de signatures au profit des forces armées turques et avec les avertissements oraux qui conseillent aux assistants de respecter, pendant leurs recherches, les valeurs de la République turque, les dirigeants ont fortifié le poids de ce facteur externe de contrôle dans cette faculté. Chez le seul assistant de cet échantillon, MAR 5, nous avons observé une hésitation qui l'empêche d'écrire un article dans un journal sur la situation dans la faculté, au cours des cérémonies organisées pour les martyres. Les autres universitaires de cet échantillon ne subissent pas un tel facteur externe de contrôle.

Dans la faculté de communication de l'université d'Istanbul, il n'est pas possible de parler d'un tel facteur de contrôle. Ce qui ne veut pas dire que la direction de cette faculté ne forme pas un tel facteur externe de contrôle sur la recherche. Les sujets et les problématiques des recherches que font les enquêtés, ne sont pas sur les questions actuelles de la Turquie. Comme nous l'avons souligné, certains sont orientés vers des recherches projetant le développement du secteur des médias. D'autres, travaillant sur des sujets artistiques pour le moment, (IST 1 et IST 5) peuvent avoir des problèmes avec la direction si elles s'orientent dans le futur sur ces questions, tels que les médias, parce qu'elles ont des approches critiques envers les politiques du YÖK qui ne sont pas en accord avec les politiques de la direction de cette faculté.

Nous avons vu que dans la faculté de communication de l'université d'Istanbul, ANK 1, chef du département de journalisme, appréciait les politiques du YÖK mais elle n'utilisait pas son pouvoir administratif pour créer un facteur externe de contrôle sur la recherche. D'autre part ANK 4, témoin d'une telle pratique de contrôle envers un étudiant, ne se sentait pas réprimé à cause d'un tel facteur de contrôle par contre il avait fait une recherche intitulée « L'identité, la culture et la politique: inter-culturalisme à Mardin ». Il nous est donc possible de dire que dans cette faculté il n'existe pas un tel facteur externe de contrôle sur les enquêtés.

Dans la faculté de communication de l'université de Selçuk fondée au début des années 90, il est possible de voir les reflets des politiques de recrutements

appliquées par le YÖK. La majorité des interviewés, nationalistes ou proches du mouvement turco-islamique, ne critiquent guère les politiques du YÖK. Même si dans la famille de trois interviewés (SEL 2, SEL 3 et SEL 4) se trouvent des femmes voilées, et qu'ils sont pour le port du voile dans l'espace universitaire, ils n'ont pas des approches critiques envers le YÖK. Nous en avons déduit que ce respect envers les décisions du YÖK ne provenait pas d'un facteur externe de contrôle produit par la direction de la faculté. En fait les raisons de ce respect peut avoir sa base dans d'autres espaces politiques ou sociaux auxquels les enquêtés ont accès. Dans ce cadre, grâce à l'analyse des discours des enquêtés, nous pouvons supposer que les raisons de ce respect envers les politiques du YÖK sont peut être basées sur leur étatisme ou sur une logique paternaliste liée à leurs attitudes conservatrices.

Il faut aussi souligner que le fait de choisir comme terrain les facultés de communication n'a pas attribué l'un de ces objectifs. Les enquêtés qui ont de différentes formations scientifiques (10 sur 30) n'ont pas pu exposer de différentes sortes répressions sur les domaines de leurs recherches parce que la majorité des enquêtés est orientée au sujets sur le secteur des médias.

Quant aux facteurs externes de contrôle sur l'interaction institutionnelle, dans la totalité de notre échantillon, il y a à d'abord la question de l'article 50 D qui pèse plus dans les facultés de communication des universités d'Istanbul et d'Ankara. De plus la question des critères du droit d'entrée basé sur les différents types d'élitisme dans les facultés de communication des universités de Marmara et d'Ankara, l'absence de cadre universitaire dans la faculté de communication de l'université Galatasaray et enfin les changements dans les programmes scolaires orientés par les exigences du secteur à l'université de Bilgi forment des facteurs externes de contrôle.

La question du 50 D qui pèse plus sur les assistants des universités d'Istanbul et d'Ankara a provoqué différentes réactions dans les deux facultés. A l'université d'Ankara, les assistants sont plus organisés et soutenus par les autres professeurs et maîtres de conférences: ils développent une technique de refus organisée en formant un groupe de messagerie sur Internet qui informe tous les universitaires de la Turquie qui sont recrutés par cet article 50 D. Ils organisent aussi des manifestations en collaboration avec les assistants des autres universités et ils font des réunions avec

quelques professeurs afin de trouver des solutions à cette question. Les assistants de l'université d'Istanbul sont moins organisés: les interviewés de cette faculté ne sont pas tous membres du groupe courriel formé par les assistants de l'université d'Ankara. Seule IST 1 participe aux manifestations pour défendre les droits des assistants recrutés par l'article 50 D. En plus dans cette faculté, les maîtres de conférences et les professeurs ne soutiennent pas les assistants pour qu'ils défendent leurs droits. Les enquêtés de cette faculté ont une apathie envers la question du 50 D et n'ont pas pu développer autant de techniques de refus.

La question des critères du droit d'entrée est liée à un élitisme communautaire à l'université d'Ankara suivant lequel, les universitaires diplômés de cette faculté ont plus de chance d'être recruté dans cette faculté. Nous voyons cet élitisme en particulier, dans les discours d'ANK 1 et d'ANK 4. A l'université de Marmara nous avons observé une autre sorte d'élitisme basé plutôt sur un habitus de classe moyenne notifié dans le discours de MAR 2. Chez les interviewés de l'université d'Ankara ce facteur externe de contrôle s'est transformé en un facteur interne de contrôle. Or l'élitisme de MAR 2 qui s'est perdu après la période où elle était doyenne n'a pas provoqué la formation des techniques de refus de la part d'universitaires.

L'absence de cadre universitaire n'est pas une question propre à l'université Galatasaray mais cette question est définie comme un facteur externe de contrôle par les enquêtés de cette faculté seulement. GSU 4 et GSU 2 attendent encore d'être nommés. GSU 2, nommé comme maître de conférences agrégé par le YÖK, n'est pas promu par la direction de la faculté et GSU 4, après avoir fini sa recherche doctorale, attend depuis un an d'être nommé comme maître de conférences. La direction de la faculté ne fait pas de demande de cadre universitaire pendant qu'elle recrute de nouveaux assistants. Ce qui conduit les interviewés de cette faculté à croire que le fait d'être promu ou nommé dépend plus des relations personnelles plutôt que de la qualité des travaux scientifiques. Or les assistants de cette faculté de communication ont développé plusieurs techniques de refus contre les facteurs externes de contrôle, comme par exemple la fondation d'une initiative d'assistant qui prend la parole dans les réunions de conseils de faculté afin d'exprimer les problèmes des assistants. Ils ont attribué quelques-uns de leurs objectifs mais cette question du cadre universitaire

demeure toujours. Il faut aussi souligner qu'à la différence des autres universités où l'on trouve le problème des cadres universitaires, à l'université de Galatasaray, ce problème est plutôt lié aux politiques du rectorat qui ne veut pas augmenter le contingent d'étudiants afin de protéger les prérogatives de l'université fondé sur un protocole spécial.

Enfin à l'université de Bilgi, nous observons un facteur externe de contrôle provenant des décisions arbitraires des dirigeants qui au profit du secteur des médias changent les programmes scolaires sans prendre en compte l'avis des universitaires. Cette pratique nous conduit aussi à interroger la prétention de transparence répandue chez les dirigeants de l'université. BIL 1, BIL 3 et BIL 4 sont convaincues que la transparence existe seulement 'en bas' entre les universitaires. Or il n'y a pas de transparence de la part des dirigeants. BIL 5, qui s'oppose à cette idée, est le seul interviewé qui a été invité aux réunions par le recteur. BIL 5 qui était étudiant du recteur avait toujours une bonne relation avec lui. Parmi les autres interviewés, personne n'est invité à ces réunions. Cela nous montre l'inefficacité de la transparence dans cette faculté. En plus les dirigeants ont voulu transformer le statut d'assistant, ayant une sécurité de l'emploi, en statut d'étudiant boursier, autre exemple de la logique d'entreprise qui domine dans la direction de l'université. A cette époque les assistants se sont réunis et ont développé une technique de refus organisé: les dirigeants ont dû reculer. Malheureusement nous n'avons pas pu constater d'autres techniques de refus organisés chez les universitaires de cette faculté.

En résumé, nous pouvons dire que la majorité des universitaires se trouvant dans notre échantillon, subit différents facteurs de contrôle. Les techniques de refus organisés ne sont pas très développées dans la totalité de l'échantillon: seulement dix des enquêtés sur 30 sont syndiqués. Parmi eux, quatre sont des universitaires de l'université d'Ankara, trois sont des universitaires de l'université de Marmara, deux sont des universitaires de la faculté de Galatasaray et une est universitaire à l'université d'Istanbul. Tous prennent des responsabilités, comme l'organisation de réunions ou de manifestations au sein d'un syndicat de gauche: Eđitim-sen. Les autres, non syndiqués, sont des universitaires qui ne considèrent pas l'espace

syndical comme un champ de lutte ou qui n'ont jamais ressenti le besoin d'être syndiqué pour des raisons personnelles.

Les universitaires de la faculté d'Ankara, où on trouve le taux le plus élevé d'universitaires syndiqués et qui participent à d'autres activités comme les réunions scientifiques ou le groupe de messagerie sur Internet, sont ceux qui font le plus d'efforts pour structurer leur propre espace d'activités. Les universitaires de Galatasaray aussi d'une manière semblable essaient de structurer leur propre espace d'activités. Ceux de l'université de Bilgi, où aucun universitaire n'est syndiqué, les techniques de refus restent plutôt individuelles. Or il nous est possible aussi de dire qu'ils essaient de structurer leur propre espace d'activités, en particulier à l'extérieur de l'espace universitaire en faisant des travaux collectifs avec des organisations non gouvernementales. Les universitaires de l'université de Marmara, malgré trois enquêtés syndiqués, ne représentant pas la totalité de la faculté, ne peuvent pas développer des techniques de refus organisés. Ceux des universités de Selçuk et d'İstanbul, ne sont ni syndiqués ni organisés mais développent d'autres techniques de refus. Même si tous les universitaires ne considèrent pas l'espace universitaire comme un champ de lutte, il y en a parmi eux qui échappent aux mécanismes de contrôle en structurant leurs propres espaces d'activité.

En fait, nous avons essayé d'exposer les mécanismes de contrôle sur les universitaires des facultés de communication en précisant les facteurs de contrôle basés sur les politiques internationales et nationales de l'enseignement supérieur. Nous pensons tout de même que cette étude pourrait nous orienter vers une nouvelle recherche qui porterait sur les mécanismes de contrôle sur les universitaires d'autres facultés. Cela nécessiterait d'élargir le champ de cette recherche en prenant en considération d'autres facteurs de contrôle en dehors de l'espace universitaire.

BIBLIOGRAPHIE

A- OUVRAGES GENERAUX

- BAUMAN Z., *Yasa Koyucular ile Yorumcular*, İstanbul, Metis, 2003
- BOK Derek, *Universities and the Future of America*, Duke University Press, 1990
- BOURDIEU Pierre et PASSERON Jean-Claude, *La Reproduction : éléments d'une théorie de l'enseignement*, Paris, Les Editions de Minuit, 1971
- BOURDIEU Pierre, *Leçon sur la leçon*, Paris, Minuit, 1982
- BOURDIEU Pierre, *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984
- BOURDIEU P., *La Noblesse d'Etat*, Paris, Minuit, 1989
- BOURDIEU P., *Science de la Science et réflexivité*, Paris, Raison d'agir, 2001
- CAN K. et BORA T., *Devlet ve Kuzgun:1990'lardan 2000'lere MHP*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2004
- CHARLE Christophe et VERGER Jacques, *L'histoire des Universités*, Paris, PUF, 1994
- CONDORCET, *Cinq Mémoires sur l'Instruction Publique*, Paris, Garnier-Flammarion, 1994
- CORCUFF Philippe, *Les Nouvelles Sociologies*, Paris, Nathan, 1995
- ÇANKAYA M. Ali, *Mülkiye Tarihi ve Mülkiyeliler*, Ankara, 1951
- ÇETİK M., *DTCF'de Cadı Kazanı: 1948 DTCF Tasfiyesi ve Pertev Naili Boratav'ın Müdafası*, İstanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1998
- DE LAGASNERIE G., *L'Empire de l'université : sur Bourdieu, les intellectuels et le journalisme*, Paris, Edition Amsterdam, 2007
- DEMİRER Temel et ÖZBUDUN Sibel, *Eğitim, Üniversite, YÖK ve Aydınlar*, Ankara, Ütopya Yayınevi, 2006
- DENZIN N.K., *The Research Act: a Theoretical Introduction to Sociological Methods*, New York: McGraw-Hill, 1978
- DURKHEIM Emile, *L'Evolution Pédagogique en France*, Paris, PUF, 1990
- DUVERGER Maurice, *Sosyal Bilimlere Giriş*, Ankara, Bilgi, 1999

- ENGİN V., *Mekteb-i Sultani*, İstanbul, Galatasaylılar Derneği Yayınları, 2003
- ERGİN Osman, *Türkiye Maarif Tarihi*, İstanbul, 1940
- FORTNA Benjamin C., *Imperial Classroom: Islam, State and Education in the Late Ottoman Empire*, Oxford University Press, 2002
- FOUCAULT Michel, *Sécurité, Territoire, Population*, Paris, Gallimard Seuil, 2004
- FOUCAULT Michel, *Surveiller et Punir: Naissance de la Prison*, Paris, Gallimard, 1975
- GUIGOT A., *L'engagement des intellectuels*, Toulouse, Editions Milan, 2003, p.31
- GÜLBENKYAN KOMİSYONU, *Sosyal Bilimleri Açın*, İstanbul, Metis Yayınları, 1996
- HIRSCH E., *Dünya Üniversiteleri ve Türkiye'de Üniversitelerin Gelişmesi*, Vol 2, İstanbul, Ankara Üniversitesi Yayınları, 1950
- HIRSCH E., *Üniversite Kavramı ve Türkiye'deki Gelişimi*, İstanbul, İstanbul Üniversitesi Yayınları, 1979
- KENNEDY Larry W., *Quality Management in the Nonprofit World*, Jossey-Bass, San Francisco, 1991
- KONGAR Emre, *Türk Toplum Bilimcileri*, Vol 2, İstanbul, Remzi Kitabevi, 1996
- LAHIRE Bernard, *L'Homme pluriel*, Paris, Nathan, 1998
- LECLERC G., *Sociologie des intellectuels*, Paris, Que sais-je, 2003
- LÖWY M., *Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires*, Paris, PUF, 1976
- MARDİN Şerif, *Jön Türkler'in Siyasi fikirleri 1895-1908*, İstanbul, İletişim Yayınları, 1983
- MERT Nuray, *Laik Cumhuriyetin Resmi Bilimi : Sosyoloji*, İstanbul, Dergah, 1995
- MINOT Jacques, *Histoire des Universités Françaises*, Paris, PUF, 1991
- NIETZSCHE Friedrich, *Sur l'Avenir de Nos Etablissements d'Enseignement*, Paris, Gallimard, 1973
- READINGS Bill, *The University in Ruins*, Harvard University Press, Cambridge, 1996
- RENAUT A., *Les Révolutions de l'Université*, Paris, Calmann-Lévy, 1995
- ROSOVSKY Henry, *Bir Dekan Anlatıyor*, Tübitak, 2000

SCHUTT Russell K., *Investigating the Social World. The Process and Practice of Research*, Pine Forge Press, 2006

SENNETT Richard, *Karakter Aşınması*, İstanbul, Ayrıntı, 2002

SOMEL S.A., *The Modernization of Public Education in the Ottoman Empire 1839-1908: Islamization, Autocracy and Discipline*, Leiden, Brill, 2001

TANÖR Bülent, *Osmanlı-Türk Anayasal Gelişmeleri*, İstanbul, Der Yayınları, 1995

TEKELİ İlhan et İLKİN Selim, *Osmanlı İmparatorluğu'nda Bilgi Üretim Sistemlerinin Oluşumu ve Dönüşümü*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basım Evi, 1993

TİMUR Taner, *Toplumsal Değişme ve Üniversiteler*, Ankara, İmge, 2000

TOURAINÉ Alaine, *Université et Société aux Etats-Unis*, Paris, Seuil, 1972

TURHAN Mümtaz, *Atatürk İlkeleri ve Kalkınma*, İstanbul, Yağmur Yayınevi, 1980

TURHAN Mümtaz, *Kültür Değişmeleri*, İstanbul, İstanbul üniversitesi Edebiyat Fakültesi Yayınları No. 479, 1959

TÜSİAD, *Türkiye'de ve Dünya'da Yüksek Öğretim, Bilim ve Teknoloji*, Tüsiad, 1994

ÜLKEN Hilmi Ziya, *Türkiye'de Çağdaş Düşünce Tarihi*, İstanbul, 1992

WILLIAMSON Bill, *Education and Social Change in Egypte and Turkey*, London, The MacMillan Press Ltd., 1987

YÜKSEKÖĞRETİM KURULU, *Türkiye'nin Yüksek Öğretim Stratejisi*, Yükseköğretim Kurulu Yayınları, Ankara, 2007

B- ARTICLES

AHMAD Feroz, "DTCF'de Cadı Kazanı", in **Cumhuriyet Ansiklopedisi 1941-1960, vol.2**, İstanbul, Yapı kredi Yayınları, 2002

AKTAY Yasin, "Pierre Bourdieu ve Bir Maxwell Cini olarak Okul" in **Ocak ve Zanaat: Pierre Bourdieu Derlemesi**, İstanbul, İletişim Yayınları, 2007

ATTAL F., "Le Modèle Universitaire Américain en Europe dans l'Après-Guerre: Le cas d'Italie", in **Les Universités en Europe du XVIIIème Siècle à Nos Jours**, Publications de la Sorbonne, Paris, 2005

BOURDIEU P., S. BOUHEDJA S. et GIVRY C., “Un contrat sous contrainte” in **Actes de la recherche en sciences sociales**, no 81-82, mars 1990

CHARLE Christophe, “Les Références Etrangères des Universitaires: Essai de Comparaison entre la France et L’Allemagne, 1870-1970”, in **Actes de la Recherche en Sciences Sociales**, No. 148, Juin 2003

CORCUFF Philippe, “Respect Critique”, in **Sciences Humaines**, numéro spécial, L’œuvre de Pierre Bourdieu, 2002

DELEUZE Gilles, “A propos des nouveaux philosophes et d’un problème plus général”, in **Deux Régimes de fou et autres textes**, Paris, Minuit, 2002

DELEUZE Gilles, « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », in **L’Autre Journal**, Paris, 1992

DONDELINGER Germain, “The Present State of the European Higher Education Area”, in **Uluslararası Yükseköğretim Konferansı**, Yüksek Öğretim Kurulu, Ankara, 2007

FOUCAULT M., “A propos des faiseurs d’histoire”, *Libération*, 21 janvier 1983, repris in **Dits et Ecrits, t.IV**, Paris, Gallimard, 1994

FOUCAULT Michel, *Özne ve İktidar*, İstanbul, Ayrıntı

FOUCAULT Michel, « Nietzsche, la généalogie, l’histoire », in **Dits et écrits**, Vol. II.

FRIJHOFF W., “L’Université à L’Epoque Moderne”, in **Les Universités en Europe du XVIIIème Siècle à Nos Jours**, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005, p.164

GINGRAS Y., « Idées d’Universités : Enseignement, Recherche et Innovation », in **Actes de la Recherche en Sciences Sociales**, No. 148, Juin 2003, pp.3-7

GÜRSEL Seyfettin, “148 Öğretim Üyesi İşten Atıldı”, in **Cumhuriyet Ansiklopedisi 1941-1960, vol.4**, İstanbul, Yapı kredi Yayınları, 2002

HATAKENAKA Sachi, “Higher Education and Research from an International Perspective”, in **Uluslararası Yükseköğretim Konferansı**, Yüksek Öğretim Kurulu, Ankara, 2007

KAFADAR Osman, “Cumhuriyet Dönemi Eğitim tartışmaları”, in **Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce, Vol 3: Modernleşme ve Batıcılık**, İstanbul, İletişim, 2003

KARPAT K., “Aydınlar ve Kimlik: Tarihsel bir bakış”, in **Doğu ve Batı**, no 35, Ankara, 2006

KAUFMANN J.C, “Rôles et Identités: l’exemple de l’entrée en couple”, in **Cahier Internationaux de Sociologie**, 1994

KUYAŞ Ahmet, “Darülfünun kapandı, üniversite açıldı”, in **Cumhuriyet Ansiklopedisi 1923-1940, vol.1**, Yapı kredi Yayınları, İstanbul, 2002

KUYAŞ Ahmet, “Üniversite Uzmanı Malche İstanbul’da”, in **Cumhuriyet Ansiklopedisi 1923-1940, vol.1**, İstanbul, Yapı kredi Yayınları, 2002

LAHIRE Bernard, “Catégorisations et Logiques Individuelles: les obstacles à une sociologie des variations intra-individuelles”, in **Cahier internationaux de Sociologie**, Vol. CX, 2001

MCLAUGHLIN Maureen, “Higher Education Policy in US”, in **Uluslararası Yükseköğretim Konferansı**, Yüksek Öğretim Kurulu, Ankara, 2007

MILLOT P., “La Reconfiguration des universités selon l’OCDE: Economie du Savoir et Politique de L’Innovation”, **Actes de la Recherche en Sciences Sociales**, No. 148, Juin 2003

SAADA A., « Les Universités Dans l’Empire Au Siècle des Lumières », in **Les Universités en Europe du XVIIIème Siècle à Nos Jours**, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005, p. 260

TOKGÖZ Oya, “Türkiye’de İletişim Eğitimi: 50 yıllık bir geçmişin değerlendirilmesi”, in **Kültür ve İletişim**, vol:6/1, Ankara, 2003

TOKGÖZ Oya, “Türkiye’de İletişim Araştırmalarında İletişim Eğitiminin Rolü ve Önemi”, in **Küresel İletişim Dergisi**, No:1, 2006

TREPANIER M. et IPPERSIEL M.P, « Hiérarchie de la Crédibilité et Autonomie de la Recherche : L’impansé des analyses des relations universités-entreprises », in **Actes de la Recherche en Sciences Sociales**, No. 148, Juin 2003

TUNÇAY Mete et ÖZEN Haldun, “1933 Tasfiyesinden Önce Darülfünun”, in **Yapıt: Toplumsal Araştırmalar Dergisi**, Octobre-Novembre 1984

YELLAND Richard, “Recent Trends in Higher Education in OECD Countries”, in **Uluslararası Yükseköğretim Konferansı**, Ankara, Yüksek Öğretim Kurulu, 2007

C- JOURNAUX ET BULLETİNS

B.Oran, “Bedava Üniversite Ezberi”, *Radikal* 2, le 13 Janvier 2008

Y. Süsoy, Hürriyet, “YÖK’ün Babası Prof. Dr. Dođramacı 12 Eylül Anılarını ilk kez

Hürriyet’e Açıkladı: Aldıkaçtı’ya Torpil Yapıldı”, 18 Ekim 1999

D- INTERNET

- http://www.yok.gov.tr/mevzuat/mevzuat_kanun.htm Le 23 mars 2008
- www.ntvmsnbc.com le 7 Janvier 2008
- http://www.yok.gov.tr/duyuru/bologna_bildirge.htm , Le 14 Décembre 2007
- http://www.yodek.org.tr/download/yonetmelik_dl.pdf , le 17 Décembre 2007
- www.istanbul.edu.tr/iletisim
- http://www.egitimsenankara2.org/index.php?option=com_content&task=view&id=197&Itemid=60
- <http://www.aksam.com.tr/haber.asp?a=59172,6> , 21.11.2006
- <http://www.bilgi.edu.tr/pages/statics.asp?id=72>
- <http://www.istanbul.edu.tr/iletisim>
- <http://www.selcuk.edu.tr>
- <http://www.gsu.edu.tr>
- <http://ilef.ankara.edu.tr>
- <http://iletisim.marmara.edu.tr/tarihce.php> 15.05.08
- <http://www.savaskarsitlari.org/arsiv.asp?ArsivTipID=5&ArsivAnaID=42959> , 17.05.08
- <http://arsiv.sabah.com.tr/2005/03/16/eko101.html> , 19.05.08
- http://www.iticu.edu.tr/Stratejik_Rapor-2007-2012-ozet_%20bilgi.pdf , 19.05.08, p. 65
- http://www.cso.edu/dossier.asp?do_id=2 Entretien avec Christine Musselin, directrice de recherche CNRS au CSO sur son livre **Marché des Universitaires**, 2003

CURRICULUM VITAE

Ece Baykal est née à İstanbul en 1981. Diplômée du lycée Saint Joseph elle a fait ses études supérieures dans la faculté de Communication de l'Université Galatasaray. En 2005 elle a commencé à faire les études de master dans la faculté des Sciences Politiques à l'Université Galatasaray. Depuis 2006 elle est assistante dans la faculté de Communication de l'université Marmara. En Septembre 2008 son article sur la revue post anarchiste *Siyahi* est publié dans la revue scientifique de la faculté de Communication à l'Université de Marmara.

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite	Galatasaray
Enstitü	Sosyal Bilimler
Adı Soyadı	Ece BAYKAL
Tez Başlığı	Les Mécanismes de Contrôle sur Les Universités et sur Les Académiciens: Le Cas des Facultés de Communication
Savunma Tarihi	14.10.08
Danışmanı	Prof. Dr. Cemal Bali Akal

JÜRİ ÜYELERİ**Ünvanı, Adı, Soyadı****İmza****Prof. Dr. Cemal Bali Akal****Yrd. Doç. Dr. Yeşeren Eliçin****Yrd. Doç. Dr. Birol Caymaz****Enstitü Müdürü****Prof. Dr. V. Mehmet BOLAK**